

DEVIS

NO. DE SOLLICITATION: 14-22047

BATIMENT: VIC
5071 chemin Saanich
Victoria, CB

PROJET: VIC – Remplacer une conduite maîtresse

NO. DE PROJET:

DATE : octobre 2014



Conseil national
de recherches Canada

National Research
Council Canada

Canada

DEVIS

TABLE DES MATIERES

Formulaire de soumission

Annonce Achatsetventes

Instructions aux soumissionnaires

Compagnies de cautionnements

Articles de convention

Plans et devis **A**

Modalités de paiement **B**

Conditions générales **C**

**Conditions de travail et échelle des
justes salaires N/A**

D

Conditions d'assurance

E

Condition de garantie du contrat

F

**Liste de vérification des exigences
relatives à la sécurité LVERS**

G

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
Administrative Services & Property management Branch (ASPM)	Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier (SAGI)

Formulaire de proposition – Marché de construction

Titre du projet

VIC – REMPLACER UNE CONDUITE
MAÎTRESSE

No. de Proposition:

14-22047

1.2 Nom d'entreprise et adresse du soumissionnaire

Nom _____

Adresse _____

Personne-ressource (nom en lettres moulées) _____

Téléphone (____) _____

Télec. (____) _____

1.3 Offre de prix

Le soumissionnaire soussigné offre par les présentes à Sa Majesté du chef du Canada (ci-après appelée « Sa Majesté »), représentée par le Conseil national de recherches du Canada, d'exécuter et d'achever les travaux se rapportant au projet désigné ci-haut, conformément aux plans et devis et aux autres documents d'appel d'offres, à l'endroit et de la manière énoncés aux présentes, pour un montant total de _____ \$ (montant numéraire uniquement) **dans la monnaie ayant cours légal au Canada (TPS/TVH en sus).**

Le montant de l'offre comprend toutes les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables^(*). Cependant, si l'une des taxes imposées en vertu de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, de la *Loi sur les douanes*, du tarif des douanes ou de toute autre loi provinciale imposant une taxe de vente au détail sur les achats de biens meubles incorporés à un bien immobilier est modifiée et que cette modification survient :

- .1 après que la présente proposition ait été mise à la poste ou livrée; ou
- .2 si la présente proposition est révisée, après la dernière révision;

le montant de l'offre de prix devra être diminué ou augmenté de la manière prévue à l'article CG22 des Conditions générales du contrat.

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
Administrative Services & Property management Branch (ASPM)	Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier (SAGI)

1.3.1 **Offre de prix** (suite)

(*) Dans le cadre de la présente proposition, la taxe sur les produits et services (TPS) n'est pas une taxe applicable.

Dans la province de Québec, la taxe de vente du Québec (TVQ) ne doit pas être ajoutée au montant de l'offre, le gouvernement fédéral étant exempté de la TVQ. Les soumissionnaires doivent s'adresser directement au ministère du Revenu provincial pour récupérer toute taxe qu'ils sont appelés à verser sur des biens et services acquis dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les soumissionnaires devraient cependant inclure dans le montant de leur offre de prix tout montant de TVQ pour lequel ils ne peuvent exiger un remboursement de taxe sur les intrants.

1.4 **Acceptation et conclusion du marché**

Le soumissionnaire soussigné s'engage, dans les quatorze (14) jours suivant l'avis confirmant l'acceptation de la présente proposition, à signer un contrat portant sur l'exécution des travaux, à condition que l'avis d'acceptation du Ministère parvienne au soumissionnaire dans un délai de trente (30) jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres.

1.5 **Délai d'exécution des travaux**

Le soumissionnaire soussigné s'engage à achever les travaux dans le délai stipulé au devis, lequel commence à courir à compter de l'avis d'acceptation de la présente proposition.

1.6 **Garantie de soumission**

Le soumissionnaire soussigné joint à la présente proposition une garantie de soumission, conformément à l'article 5 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires.

Le soumissionnaire soussigné convient que dans l'éventualité où il refuse de conclure un contrat qu'il est tenu de conclure en vertu des présentes, tout dépôt de garantie fourni à titre de garantie de soumission sera retenu pour débit. Cependant, le Ministre peut, au nom de l'intérêt public, renoncer au droit de Sa Majesté de retenir pour débit le dépôt de garantie.

Le soumissionnaire soussigné convient que si la garantie de soumission n'est pas conforme aux modalités de l'article 5 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires, sa proposition peut être jugée irrecevable.

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
Administrative Services & Property management Branch (ASPM)	Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier (SAGI)

1.7 **Garantie d'exécution**

Dans les quatorze (14) jours suivant l'avis d'acceptation de sa proposition, le soumissionnaire soussigné doit fournir une garantie d'exécution contractuelle, conformément à la section F, Conditions contractuelles, du contrat.

Le soumissionnaire soussigné convient que la garantie d'exécution visée par les présentes, si elle est fournie sous forme de lettre de change, sera versée au Trésor public du Canada.

1.8 **Annexes**

L'annexe "A" fait partie intégrante de la présente proposition.

1.9 **Addenda**

Le montant total de l'offre de prix porte sur l'exécution des travaux définis dans les addenda suivants :

N°	DATE	N°	DATE

(Les soumissionnaires doivent indiquer le numéro et la date des addenda.)

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
Administrative Services & Property management Branch (ASPM)	Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier (SAGI)

1.10 **Signature de la proposition**

Les soumissionnaires doivent consulter l'article 2 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires.

**SIGNÉ, AUTHENTIFIÉ ET REMIS le _____^e jour du mois de
_____ au nom de**

(Inscrire le nom d'entreprise du soumissionnaire)

SIGNATAIRE(S) AUTORISÉ(S)

(Signature du signataire autorisé)

(Inscrire le nom et le titre du signataire en lettres moulées)

(Signature du signataire autorisé)

(Inscrire le nom et le titre du signataire en lettres moulées)

SCEAU

IMPORTANT: BID MUST INCLUDE THIS TABLE

Item	Description / Scope of Work	Unit	Qty	Price(\$)
i)	Watermain Replacement	Lump Sum	1	\$_____.00
ii)	Temporary potable water facility.	Lump Sum	1	\$_____.00
iii)	Provide Temporary potable water facility operation *	Lump Sum	1	\$_____.00
iv)	OPTIONAL ITEMS			
.1	Supply & Install 100mm gate valve on supply line west of Lower Domestic Pump House	Lump Sum	1	\$_____.00
.2	Supply and installation of lateral supports in Lower Domestic Pump House.	Lump Sum	1	\$_____.00
.3	Supply and installation of system isolation and maintenance valving and piping on domestic supply tanks in Upper Domestic Pump House Room 2.	Lump Sum	1	\$_____.00
.4	Asphalt Edge repairs – based on 50 Square Meters Note: Basis of payment shall be for actual area of repairs as directed by NRC.	Square Meter	50 x \$/SM	\$_____.00
	TOTAL QUOTED PRICE for bid evaluation items i) + ii) + iii) + iv) .1,.2,.3, &.4 INSERT THIS AMOUNT ON 4th PAGE , paragraph 1.3 of the Tender Document →			\$_____.00
	*Note: In accordance with conditions herein regarding the Additional Temporary potable water facility operation , and upon the approval of NRC , shall be invoiced at the lump sum rate quoted per Item iii) divided by 21 x number of additional days.			

ANNONCE ACHATSETVENTES

VIC – Remplacer une conduite maîtresse

Le Conseil national de recherches du Canada, 5071 chemin Saanich, Victoria, CB, a une demande pour un projet qui comprend :

Remplacement d'une conduite maîtresse

Remplacement d'une conduite maîtresse d'eau potable en PVC de 100 mm, calibre 80, par une conduite en polyéthylène haute densité (PEHD) PE4710 de 150 mm, rapport de dimension (DR) 9, sur le tracé existant. Installation d'un tube d'alimentation en PEHD, avec systèmes de robinets et sections en acier inoxydable pouvant être raccordés aux réseaux de conduites existants. Installation de trois (3) robinets d'évacuation de la conduite maîtresse.

Installations temporaires d'eau potable

Fournir et installer des installations temporaires d'eau potable de façon à prévenir toute interruption de l'alimentation, et les démonter et les enlever une fois les travaux terminés. Plus précisément :

1. Fournir et installer les réservoirs temporaires d'eau potable nécessaire au maintien d'un volume d'eau statique d'au moins 11 000 L. Le volume est fondé sur une consommation moyenne de 5 500 L par jour. L'emplacement des réservoirs temporaires est illustré dans les documents contractuels.
2. Installer des tuyaux et des raccords temporaires entre les réservoirs ainsi qu'un nouveau dispositif d'évacuation près de la station supérieure de pompage de l'eau potable.
3. Vider, tester et désinfecter les tuyaux et les réservoirs d'alimentation temporaires, conformément aux modalités contractuelles.
4. Installer trois (3) robinets d'arrêt temporaire sur les tuyaux de déversement extérieurs près des réservoirs d'alimentation en eau potable (situés dans la pièce 2 de la station supérieure de pompage de l'eau).

Exploitation des installations temporaires d'eau potable

Assurer l'exploitation (y compris le réapprovisionnement en eau) et l'entretien des installations temporaires d'eau potable.

1. GENERAL :

Adresser à le représentant ministériel (ou à son représentant) ou à l'Agent des contrats toute question portant sur tout aspect du projet. Ils sont les seuls autorisés à fournir des réponses.

On ne tiendra nullement compte des informations obtenues d'une personne autre que le représentant ministériel (ou son représentant) ou l'Agent des contrats et ce, autant à l'octroi du contrat qu'au cours des travaux.

Les entreprises souhaitant présenter des soumissions pour ce projet devraient obtenir les documents relatifs aux appels d'offres en s'adressant au fournisseur de service Achatsetventes.gc.ca AGAO. Si des addenda sont ajoutés, ils seront distribués par Achatsetventes.gc.ca AGAO. Les entreprises qui choisissent de préparer leurs soumissions en se fondant sur des documents d'appel d'offres provenant d'autres sources le font à leurs propres risques et seront tenues d'informer le responsable de l'appel d'offres de leur intention de

soumissionner. Les trousse d'appel d'offres ne pourront être diffusées le jour même de la clôture des soumissions.

2. VISITE DU SITE OBLIGATOIRE

Les soumissionnaires ont l'obligation de participer à une des visites du site à la date et à l'heure prévues. Les soumissionnaires qui ont l'intention de présenter une soumission doivent envoyer au moins un représentant à cette visite.

Les visites de chantier se tiendront le 21 octobre et le 23 octobre, 2014 à **9 :00**. Rencontrer Clyde Donnelly à l'édifice VIC, entrée principale, 5071 chemin Saanich, Victoria, CB. Les soumissionnaires qui, pour une raison quelconque, ne peuvent pas participer à la visite à la date et à l'heure prévues ne pourront obtenir un deuxième rendez-vous; leur soumission sera donc considérée comme non conforme. **AUCUNE EXCEPTION NE SERA FAITE.**

Pour prouver qu'ils ont participé à la visite du site, les soumissionnaires ou leurs représentants **DOIVENT** signer, lors de la visite, le formulaire de participation élaboré par l'autorité contractante. Les soumissionnaires ou leurs représentants ont la responsabilité de vérifier s'ils ont bien signé ce formulaire avant de quitter le site. Les soumissions présentées par des soumissionnaires qui n'ont pas participé à la visite du site ou qui ont oublié de signer le formulaire de participation seront considérées comme non conformes.

3. DATE DE FERMÉTURE :

La date de fermeture est le 5 novembre, 2014 14 :00

4. RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES :

À la fermeture de l'appel d'offres, les résultats de l'appel d'offre seront envoyés par télécopieur à tous les entrepreneurs qui auront soumis un appel d'offre.

5. CRITÈRES DE SÉCURITÉ OBLIGATOIRES POUR LES ENTREPRENEURS

5.1 EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES A LA SECURITE

- .1 L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).**
- .2 Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.**
- .3 L'entrepreneur doit respecter les dispositions:**
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite à l'Annexe D;**
 - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition)@ <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/msi-ism/msi-ism-fra.html>**

5.2 VÉRIFICATION DE L'ATTESTATION DE SÉCURITÉ À LA CLÔTURE DES SOUMISSIONS

- .1 Le soumissionnaire doit détenir une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ET DOIT L'INCLURE AVEC LEUR SOUMISSION OU FAIRE SUIVRE DANS LES 48 HEURES SUIVANT LA DATE ET L'HEURE DE CLÔTURE DE L'APPEL D'OFFRE. Des vérifications seront effectuées par l'intermédiaire de la DSIC pour confirmer l'attestation de sécurité du soumissionnaire. L'omission de se conformer à cette exigence rendra la soumission non conforme et celle-ci sera rejetée.**
- .2 L'entrepreneur général doit nommer tous ses sous-traitants dans un délai de 72 heures suivant la clôture des soumissions, et ceux-ci doivent aussi détenir une attestation VOD valide et soumettre les noms, dates de naissance ou numéros de certificats de sécurité de toutes les personnes qui seront affectées au projet.**
- .3 Il faut noter que les sous-traitants qui doivent exécuter des tâches pendant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi satisfaire aux exigences obligatoires du contrat en matière de sécurité. De plus, aucune personne ne possédant pas le niveau de sécurité exigé ne sera admise sur le site. Le soumissionnaire retenu devra s'assurer que les exigences liées à la sécurité sont satisfaites pendant toute l'exécution du contrat. La Couronne ne sera tenue responsable d'aucun retard ni d'éventuels coûts supplémentaires liés à l'inobservation par l'entrepreneur des exigences en matière de sécurité. L'omission de satisfaire à ces exigences sera suffisante pour résilier le contrat pour cause d'inexécution.**
- .4 Pour toute question concernant les exigences liées à la sécurité pendant la période de soumission, les soumissionnaires doivent communiquer avec l'agente de sécurité @ 613-993-8956.**

6.0 CSPAAT (COMMISSION DE LA SECURITE PROFESSIONNELLE ET DE L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL)

- .1 Tous les soumissionnaires doivent fournir une attestation de la CSPAAT valide avec leur offre ou avant l'attribution du contrat.**

7.0 L'OMBUDSMAN DE L'APPROVISIONNEMENT

.1 Services de règlement des différends

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* veillera à proposer aux parties concernées un processus de règlement de leur différend, sur demande ou consentement des parties à participer à un tel processus de règlement extrajudiciaire en vue de résoudre un différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent contrat, et obtiendra leur consentement à en assumer les coûts. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca.

.2 Administration du contrat

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* examinera une plainte déposée par [le fournisseur ou l'entrepreneur ou le nom de l'entité à qui ce contrat a été attribué] concernant l'administration du contrat si les exigences du paragraphe 22.2(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et les articles 15 et 16 du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* ont été respectées, et si l'interprétation et l'application des modalités ainsi que de la portée du contrat ne sont pas contestées. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca.

.3 Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) a été mis sur pied par le gouvernement du Canada de manière à offrir aux fournisseurs un moyen indépendant de déposer des plaintes liées à l'attribution de contrats de moins de 25 000 \$ pour des biens et de moins de 100 000 \$ pour des services. Vous pouvez soulever des questions ou des préoccupations concernant une demande de soumissions ou l'attribution du contrat subséquent auprès du BOA par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca. Vous pouvez également obtenir de plus amples informations sur les services qu'offre le BOA, en consultant son site Web, à l'adresse www.opo-boa.gc.ca.

Le représentant ministériel responsable ou son représentant:
Téléphone: 250 363-0004

Clyde Donnelly

L'autorité contractante : Marc Bédard marc.bedard@nrc-cnrc.gc.ca
Téléphone : 613 993-2274

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Article 1 - Réception des soumissions

- 1a) Aucune soumission reçue après le moment fixé pour la clôture des soumissions ne sera acceptée. **LES SOUMISSIONS RECUES APRES LE MOMENT FIXÉ NE SONT PAS VALIDES** et ne peuvent être prises en considération, peu importe la raison de leur retard.
- 1b) Une lettre ou une télécommunication imprimée envoyée par un soumissionnaire pour signifier un prix ne peut être considérée comme étant une soumission valide à moins qu'une soumission officielle n'ait été reçue sur la formule prescrite à cette fin.
- 1c) Il est loisible aux soumissionnaires de modifier leurs soumissions par lettre ou télécommunication imprimée mais à condition que **de telles modifications ne soient pas reçues plus tard qu'au moment prévu pour la clôture des soumissions.**
- 1d) Les modifications à la soumission qui sont transmises par télécopieur doivent être signées et doivent permettre d'identifier sans équivoque le soumissionnaire.

Toutes les modifications de ce genre doivent être envoyées à :

Conseil national de recherches Canada
Services d'approvisionnement
Édifice M-22
Chemin Montréal, Ottawa (Ontario)
K1A 0R6

Télécopieur: (613) 991-3297

Article 2 - Formule de soumission et qualifications

- 1) Toutes les soumissions doivent être présentées sur la formule de soumission - construction et être signées en conformité avec les exigences suivantes:
 - a) Société à responsabilité limitée : le nom complet de la société ainsi que le nom et le titre des fondés de signature autorisés doivent être imprimés dans l'espace prévu à cette fin. La signature des fondés de signature et le sceau de la société doivent être apposés.
 - b) Société de personne : le nom de l'entreprise ainsi que le(s) noms du (des) signataire(s) doivent être imprimés dans l'espace prévu. L'un ou plusieurs des associés doivent signer en présence d'un témoin

qui, lui aussi, doit apposer sa signature. Un sceau de couleur adhésif doit être apposé en regard de chaque signature.

- c) Entreprise à propriétaire unique : le nom de l'entreprise et le nom du propriétaire unique doivent être imprimés dans l'espace prévu. Le propriétaire est tenu de signer en présence d'un témoin qui doit lui aussi apposer sa signature. Un sceau de couleur adhésif doit être apposé en regard de chaque signature.
- 2) Toute modification à la partie imprimée de la formule de soumission - construction ou tout défaut de fournir l'information qui y est demandée peut invalider la soumission.
- 3) Toutes les rubriques de la formule de soumission - construction doivent être remplies et les corrections manuscrites ou dactylographiées apportées aux parties ainsi remplies doivent être paraphées par la ou les personnes qui signe(nt) la soumission au nom du soumissionnaire.
- 4) Les soumissions doivent être basées sur les plans, devis et documents de soumission fournis.

Article 3 - Contrat

- 1) L'entrepreneur devra signer un contrat semblable à la formule standard pour contrats de construction à prix fixe dont un exemplaire en blanc est annexé dos à la présente brochure pour information.

Article 4 - Destinataire de la soumission

- 1a) Les soumissions doivent être envoyées sous enveloppe cachetée adressée à l'Agent de contrats, **Conseil national de recherches, Services administratifs et gestion de l'immobilier**, 5071 CHEMIN SAANICH, VICTORIA, C.B. V9E 2E7 Canada, et la mention "Soumission relative à (inscrire le titre de travail apparaissant sur les dessins et le cahier des charges)" ainsi que le nom et l'adresse du soumissionnaire doivent apparaître sur l'enveloppe.
- 1b) Sauf dispositions contraires, les seuls documents à soumettre pour la soumission sont la formule de soumission et la garantie de soumission.

Article 5 - Garantie

- 1a) La garantie de soumission est requise. La garantie doit alors être soumise sous l'une ou l'autre des formes suivantes :
 - i) un chèque certifié payable au Receveur général du Canada et tiré sur un établissement membre de l'Association canadienne des paiements ou un établissement de crédit coopératif local membre

d'une société centrale de crédit coopératif elle-même membre de l'Association canadienne des paiements OU

- ii) des obligations du gouvernement du Canada, ou des obligations avec garantie inconditionnelle par le gouvernement du Canada quant au capital et aux intérêts, OU
 - iii) un cautionnement de soumission.
- 1b) Peu importe la forme de la garantie de soumission, elle ne devrait jamais dépasser la somme de 250 000 \$ calculée à 10% de la première tranche de 250 000 \$ du prix soumissionné, plus 5% de tout montant dépassant 250 000 \$.
- 2a) Une garantie de soumission doit être fournie avec chaque soumission. Elle peut aussi être envoyée séparément à condition qu'elle ne soit pas reçue plus tard qu'au moment prévu pour la clôture des soumissions. On doit fournir l'ORIGINAL de la garantie de soumission. Des garanties transmises par télécopieur ou des photocopies NE SONT PAS acceptées. **DEFAUT DE FOURNIR LA GARANTIE REQUISE RENDRA LA SOUMISSION INVALIDE.**
- 2b) Dans le cas où la soumission n'est pas acceptée, la garantie de soumission fournie en conformité avec l'article 8 sera retournée au soumissionnaire.
- 3a) L'adjudicataire doit fournir une garantie au plus tard 14 jours après réception d'un avis lui signifiant l'acceptation de sa soumission. Il doit fournir L'UN OU L'AUTRE des documents suivants :
- i) Un dépôt de garantie tel que décrit à l'alinéa 1b) ci-dessus ainsi qu'un cautionnement du paiement de la main d'oeuvre et des matériaux s'élevant à 50%, au moins, de la somme payable en vertu du contrat, OU
 - ii) Une garantie d'exécution et un cautionnement du paiement de la main d'oeuvre et des matériaux, chacun s'élevant à 50% du montant payable en vertu du contrat.
- 3b) Au cas où il ne serait pas possible d'obtenir un cautionnement du paiement de la main d'oeuvre et des matériaux, tel que requis aux termes de l'alinéa 3a) ci-dessus, en s'adressant par conséquent à au moins deux compagnies de garantie acceptables, un dépôt de garantie supplémentaire s'élevant à 10% exactement du montant payable en vertu du contrat doit être fourni.
- 3c) Lorsqu'une soumission a été accompagnée d'un dépôt de garantie tel que décrit à l'alinéa 1b) ci-dessus, le montant du dépôt de garantie requis en

vertu de l'alinéa 3a) ci-dessus peut être réduit du montant du dépôt de garantie qui accompagnait la soumission.

- 3d) Les obligations doivent être de la forme approuvée et doivent être émises par des compagnies dont les obligations sont acceptées par le gouvernement du Canada. Des modèles de la forme approuvée des garanties à déposer par les soumissionnaires, des garanties d'exécution et des cautionnements du paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux ainsi qu'une liste des compagnies de garantie acceptables peuvent être obtenus en s'adressant au Services d'approvisionnement, Conseil national de recherches du Canada, édifice M-22, chemin Montréal, Ottawa (Ontario) K1A 0R6, Canada.

Article 6 - Intérêt payé sur les dépôts de garantie

- 1) Les soumissionnaires sont avertis qu'ils doivent se mettre d'accord personnellement avec leurs banquiers relativement à l'intérêt, le cas échéant, payé sur le montant du chèque certifié accompagnant leur soumission. Le Conseil ne paiera pas d'intérêt sur ledit chèque en attendant l'adjudication du contrat et ne sera pas non plus responsable du paiement des intérêts en vertu de toute disposition prise par les soumissionnaires.

Article 7 - Taxe sur les ventes

- 1) Le montant de la soumission doit comprendre toutes les taxes prélevées en vertu de la Loi sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, de la Loi sur les douanes ou du Tarif des douanes en vigueur ou applicables à ce moment.
- 2) Au Québec, la taxe provinciale ne doit pas être incluse au montant soumissionné, car le Gouvernement Fédéral en est exclu. Les soumissionnaires devront faire les démarches nécessaires auprès du Ministère du Revenu provincial pour recouvrir toute taxe payée sur les biens et services dans le cadre de ce contrat.

Cependant, les soumissionnaires devraient inclure dans leur prix, les taxes provinciales pour lesquelles les remboursements ne s'appliquent pas.

Article 8 - Examen de l'emplacement

- 1) Tous les soumissionnaires examineront l'emplacement des travaux proposés avant d'envoyer leur soumission, étudieront minutieusement ledit emplacement et obtiendront tous les renseignements nécessaires à la bonne exécution du contrat. Aucune réclamation postérieure ne sera permise ou admise relativement à tout travail ou matériaux pouvant être requis et nécessaires à la bonne exécution du présent contrat à l'exception

des dispositions de l'article CG 35 des Conditions générales du cahier des charges général.

Article 9 - Erreurs, omissions, etc.

- 1a) Les soumissionnaires relevant des erreurs ou des omissions dans les dessins, le cahier des charges ou d'autres documents, ou ayant des doutes quant au sens ou à l'intention de n'importe quelle partie de ces derniers, devront en avertir immédiatement l'ingénieur qui fera parvenir des directives ou des explications écrites à tous les soumissionnaires.
- 1b) Ni l'ingénieur, ni le Conseil ne seront responsables des directives orales.
- 1c) Les additions ou les corrections effectuées au cours de la présentation des soumissions seront incluses dans la soumission. Cependant, le contrat remplace toutes les communications, négociations et tous les accords, sous forme verbale ou écrite, se rapportant aux travaux et effectués avant la date du contrat.

Article 10 - Nul paiement supplémentaire pour accroissement des frais

- 1) Les seules autres modifications pouvant être apportées au prix forfaitaire sont celles précisées dans les Conditions générales du Cahier des charges général. Le prix forfaitaire ne sera pas modifié à la suite de changements dans les tarifs de transport, les cotes des changes, les échelles de salaire, le coût des matériaux, de l'outillage ou des services.

Article 11 - Adjudication

- 1a) Le Conseil se réserve le pouvoir et le droit de rejeter les soumissions provenant de parties ne possédant pas les connaissances et la préparation requises à la bonne exécution de la catégorie de travaux mentionnés dans les présentes et précisés dans les plans. Les soumissionnaires doivent fournir la preuve de leur compétence lorsque cela est exigée.
- 1b) Un soumissionnaire peut être tenu de faire parvenir au Services d'approvisionnement, Conseil national de recherches Canada, édifice M-22, chemin Montréal, Ottawa (Ontario) K1A 0R6, Canada, des copies non signées des polices d'assurance auxquelles il envisage de souscrire pour satisfaire aux exigences relatives aux assurances comprises dans les Conditions d'assurance du Cahier des charges général.
- 1c) Le Conseil ne s'engage pas à accepter la soumission la plus basse ni une soumission quelconque.

Article 12 - Taxe TPS

- 1) La TPS qui est maintenant en vigueur est applicable à cette proposition; cependant, l'entrepreneur devra proposer un prix NE COMPRENNANT PAS la TPS. La TPS détaillée séparément dans toutes les factures et demandes de paiement partiel présentées pour des produits fournis ou un travail accompli et sera payée par le Canada. Le montant de la TPS sera inclus dans le prix total du contrat. L'Entrepreneur convient de verser à Revenu Canada tout montant payé ou dû au titre de la TPS.

Compagnies de cautionnement reconnues

Publiée septembre 2010

Voici une liste des compagnies d'assurance dont les cautionnements peuvent être acceptés par le gouvernement à titre de garantie.

1. Compagnie canadiennes

Assurance ACE INA
Allstate du Canada, Compagnie d'assurances
Ascentus Ltée, Les Assurances (cautionnement seulement)
Aviva, Compagnie d'Assurance du Canada
AXA Assurances (Canada)
AXA Pacific Compagnie d'assurance
Le Bouclier du Nord Canadien, Compagnie d'Assurance
Certas direct, compagnie d'assurances (cautionnement seulement)
Chubb, Compagnie d'assurances du Canada
Commonwealth, Compagnie d'assurances du Canada
Compagnie d'assurance Chartis du Canada (anciennement La Cie d'assurance commerciale AIG du Canada)
Co-operators General, Compagnie d'assurance
CUMIS, Compagnie d'assurances générales
La Dominion du Canada, Compagnie d'assurances générales
Échelon, Compagnie D'Assurances Générale (cautionnement seulement)
Economical, Compagnie Mutuelle d'Assurance
Elite, Compagnie d'assurances
La Compagnie d'Assurance Everest du Canada
Federated, Compagnie d'assurances du Canada
Federation, Compagnie d'assurances du Canada
La Compagnie d'assurance et de Garantie Grain
Gore Mutual Insurance Company
The Guarantee, Compagnie d'Amérique du Nord
Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'Assurances Générales
Intact Compagnie d'assurance
Jevco, Compagnie d'assurances (cautionnement seulement)
Compagnie canadienne d'assurances générales Lombard
Compagnie d'assurance Lombard
Markel, Compagnie d'assurances du Canada
Missisquoi, Compagnie d'assurances
La Nordique compagnie d'assurance du Canada
The North Waterloo Farmers Mutual Insurance Company (fidélité du personnel seulement)
Novex Compagnie d'assurance (fidélité du personnel seulement)
La Personnelle, compagnie d'assurances
La Compagnie d'Assurance Pilot
Compagnie d'Assurance du Québec
Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances
Saskatchewan Mutual Insurance Company
Compagnie d'Assurance Scottish & York Limitée
La Souveraine, Compagnie d'Assurance Générale
TD, Compagnie d'assurances générales
Temple, La compagnie d'assurance
Traders, Compagnie d'assurances générales
La Compagnie Travelers Garantie du Canada
Compagnie d'Assurance Trisura Garantie
Waterloo, Compagnie d'assurance
La Compagnie Mutuelle d'Assurance Wawanesa
Western, Compagnie d'assurances
Western, Compagnie de garantie

2. Compagnie provinciales

Les cautionnements de garantie des compagnies suivantes peuvent être acceptés à condition que le contrat de garantie soit conclu dans une province où la compagnie est autorisée à faire affaires, comme il est indiquée entre parenthèses.

AXA Boréal Assurances Inc. (I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., C.-B.)
ALPHA, Compagnie d'assurances Inc. (Québec)
Canada West Insurance Company (Ont., Man., Sask., Alb., C.-B., T.-N.-O.) (cautionnement seulement)
La Capitale assurances générales inc. (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., Qué. (cautionnement seulement), Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
Coachman Insurance Company (Ont.)
La Compagnie d'Assurance Continental Casualty (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
GCAN Compagnie d'assurances (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
The Insurance Company of Prince Edward Island (N.-É., I.-P.-É., N.-B.)
Kingsway Compagnie d'assurances générales (N.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb., et C.-B.)
La Compagnie d'Assurance Liberté Mutuelle (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
Norgroupe Assurances Générales Inc.
Orléans, compagnie d'assurance générale (N.-B., Qué., Ont.)
Saskatchewan Government Insurance Office (Sask.)
SGI CANADA Insurance Services Ltd. (Ont., Man., Sask., Alb.)
Société d'assurance publique du Manitoba (Man.)
Union Canadienne, Compagnie d'assurances (Québec)
L'Unique assurances générales inc. (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué. (cautionnement seulement), Ont. (cautionnement seulement), Man., Sask., Alb. C.-B. (cautionnement seulement), Nun., T.-N.-O., Yuk.)

3. Compagnie étrangères

Aspen Insurance UK Limited
Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (fidélité du personnel seulement)
Eagle Star Insurance Company Limited
Société des Assurances Ecclésiastiques (fidélité du personnel seulement)
Lloyd's, Les Souscripteurs du
Mitsui Sumitomo Insurance Company, Limited
NIPPONKOA Insurance Company, Limited
Assurances Sompo du Japon
Tokio Maritime & Nichido Incendie Compagnie d'Assurances Ltée
XL Insurance Company Limited (cautionnement seulement)
Zurich Compagnie d'Assurances SA



Articles of Agreement

Standard Construction Contract – Articles of Agreement
(23/01/2002)

- A1 Contract Documents
- A2 Date of Completion of Work and Description of Work
- A3 Contract Amount
- A4 Contractor's Address
- A5 Unit Price Table



Articles of Agreement

These Articles of Agreement made in duplicate this day of .

Between

Her Majesty the Queen, in right of Canada (referred to in the contract documents as “Her Majesty”) represented by the National Research Council Canada (referred to in the contract documents as the “Council”)

and

(referred to in the contract documents as the “Contractor”)

Witness that in consideration for the mutual promises and obligations contained in the contract, Her Majesty and the Contractor covenant and agree as follows:

A1 Contract Documents (23/01/2002)

- 1.1 Subject to A1.4 and A1.5, the documents forming the contract between Her Majesty and the Contractor, referred to herein as the contract documents, are
- 1.1.1 these Articles of Agreement,
 - 1.1.2 the document attached hereto, marked “A” and entitled “Plans and Specifications”, referred to herein as the Plans and Specifications,
 - 1.1.3 the document attached hereto, marked “B” and entitled “Terms of Payment”, referred to herein as the Terms of Payment,
 - 1.1.4 the document attached hereto, marked “C” and entitled “General Conditions”, referred to herein as the General Conditions,
 - 1.1.5 the document attached hereto, marked “D” and entitled “Labour Conditions”, referred to herein as the Labour Conditions,
 - 1.1.6 the document attached hereto, marked “E” and entitled “Insurance Conditions”, referred to herein as the Insurance Conditions,
 - 1.1.7 the document attached hereto, marked “F” and entitled “Contract Security Conditions”, referred to herein as the Contract Security Conditions, and
 - 1.1.8 any amendment or variation of the contract documents that is made in accordance with the General Conditions.
 - 1.1.9 the document entitled Fair Wage Schedules for Federal Construction Contracts referred to herein as Fair Wage Schedules



Articles of Agreement

The Council hereby designates _____ of
of the Government of Canada as the Engineer for the purposes of the contract, and for all purposes of or
incidental to the contract, the Engineer's address shall be deemed to be:

1.2 In the contract

1.3.1 "Fixed Price Arrangement" means that part of the contract that prescribes a lump sum as payment for performance of the work to which it relates; and

1.3.2 "Unit Price Arrangement" means that part of the contract that prescribes the product of a price multiplied by a number of units of measurement of a class as payment for performance of the work to which it relates.

1.3 Any of the provisions of the contract that are expressly stipulated to be applicable only to a Unit Price Arrangement are not applicable to any part of the work to which a Fixed Price Arrangement is applicable.

1.4 Any of the provisions of the contract that are expressly stipulated to be applicable only to a Fixed Price Arrangement are not applicable to any part of the work to which a Unit Price Arrangement is applicable.

**A2 Date of Completion of Work and Description of Work
(23/01/2002)**

2.1 The contractor shall, between the date of these Articles of Agreement and the
, in the careful and workmanlike manner, diligently perform and complete the following work:

which work is more particularly described in the Plans and Specifications,



Articles of Agreement

A3 Contract Amount (23/01/2002)

- 3.1 Subject to any increase, decrease, deduction, reduction or set-off that may be made under the Contract, Her Majesty shall pay the Contractor at the times and in the manner that is set out or referred to in the Terms of Payment
- 3.1.1 the sum of (GST/HST extra), in consideration for the performance of the work or the part thereof that is subject to Fixed Price Arrangement, and
- 3.1.2 a sum that is equal to the aggregate of the products of the number of units of Measurement of each class of labour, plant and material that is set out in a Final Certificate of Measurement referred to in GC44.8 multiplied in each case by the appropriate unit price that is set out in the Unit Price Table in consideration for the performance of the work or the part thereof that is subject to a Unit Price Arrangement.
- 3.2 For the information and guidance of the Contractor and the persons administering the contract on behalf of Her Majesty, but not so as to constitute a warranty, representation or undertaking of any nature by either party, it is estimated that the total amount payable by Her Majesty to the Contractor for the part of the work to which a Unit Price Arrangement is applicable will be approximately \$N/A
- 3.3 A3.1.1 is applicable only to a Fixed Price Arrangement.
- 3.4 A3.1.2 and A3.2 applicable only to a Unit Price Arrangement.

A4 Contractor's Address (23/01/2002)

- 4.1 For all purposes of or incidental to the contract, the Contractor's address shall be deemed to be:



Articles of Agreement

A5 Unit Price Table (23/01/2002)

5.1 Her Majesty and the Contractor agree that the following table is the Unit Price Table for the purposes of the contract.

Column 1 Item	Column 2 Class of Labour Plant Or Material	Column 3 Unit of Measurement	Column 4 Estimated Total Quantity	Column 5 Price per Unit	Column 6 Estimated Total Price
		N/A			

- 5.2 The Unit Price Table that is set out in A5.1 designates the part of the work to which a Unit Price Arrangement is applicable.
- 5.3 The part of the work that is not designated in the Unit Price Table referred to in A5.2 is the part of the work to which a Fixed Price Arrangement is applicable.



Articles of Agreement

Signed on behalf of Her Majesty by

as Senior Contracting Officer

and _____

as _____

of the National Research Council Canada

on the _____

day of _____

Signed, sealed and delivered by

as _____ and
Position

by _____

as _____
Position

of _____

on the _____

day of _____

Seal

Division 01 – General Requirements

00 10 00 General Instructions
00 15 45 General Safety and Fire Requirements

31 23 33 Excavation Trenching and Backfilling
33 11 16 Site Water Utility Distribution Piping

Drawing Set C001, C002 C003

August 25 - 2014

TABLE OF CONTENTS

	ARTICLE
1	Definitions of Terms
2	Site visits for Tender purpose
3	Labour Conditions and Fair Wage Schedule
4	Minimum Standards
5	Materials and Workmanship
6	Working Hours and Security
7	Bilingualism
8	Work and Materials Supplied by Owner
9	Sub-trades
10	Schedule
11	Cost Breakdown
12	Co-operation
13	General Review
14	Inspection of Buried or Concealed Services
15	Testing
16	Documents Required at Work Site
17	Project Meeting
18	Shop Drawings
19	Submittals
20	Manufacturer's Instructions
21	Service Interruptions
22	Protection and Warning Notices
23	Fastening Devices
24	Discrepancies and Interferences
25	Acceptance of Site
26	Partial Occupancy
27	Use of Site
28	Construction Facilities and Temporary Services
29	Environmental
30	Storage
31	Enclosure of Structures
32	Layout of Work
33	Cutting and Patching
34	Location of Equipment and Fixtures
35	Existing Services
36	Alterations, Additions, Repairs to Existing Building
37	Final Clean-up
38	Disposal of Waste
39	Rectification of Defects
40	Maintenance Manual
41	As Built Drawings
42	Security
43	Identification Badges

August 25 - 2014

1. DEFINITION OF TERMS

- .1 Unless otherwise specified, the obligations of this contract are assumed by the contractor.
- .2 The word "Provide" indicated in this specification means to supply and install.
- .3 For the purpose of this document "Departmental Representative" will be deemed as the NRC person in charge of the project or his delegated representative. WSP shall act as NRC's delegated Departmental Representative and Engineer on this project.

2. SITE VISITS FOR TENDER PURPOSE

- .1 All parties tendering must view the site with the Departmental Representative and attend the site meeting. No site visit will be arranged for contractors who missed the initial site visit and their tenders will not be opened.
- .2 The bidding contractors staff who have attended the site visit will sign off a mandatory attendance sheet.

3. LABOUR CONDITIONS AND FAIR WAGE SCHEDULE

- .1 Comply with all labour conditions as specified by the Human Resources Development Canada, Labour Program. See Labour Conditions and Fair Wage Schedule if applicable. The contractor is responsible to ensure that all work is carried out in conformance with the applicable Provincial Occupational Health and Safety Act and Regulations and the applicable NRC policies and procedures.
- .2 Submit to the Departmental Representative, when required, all necessary permits and approvals.

4. MINIMUM STANDARDS

- .1 Conform to or exceed minimum acceptable standards of the various applicable federal, provincial and municipal codes including without limitation, the National Building Code, The National Fire Code, Canadian Plumbing Code and the Canadian Electrical Code.
- .2 Work to conform to the latest referenced standards and codes specified in the contract documents.

5. MATERIALS AND WORKMANSHIP

- .1 Install only new materials on this project unless otherwise specified.
- .2 Only first class workmanship will be accepted, not only with regard to safety, efficiency and durability but also with regard to neatness of detail and performance.

August 25 - 2014

- .3 Workmanship shall be best quality, executed by workers experienced and skilled in the trades for which they are employed by the contractor. If the contractor is also obliged to immediately notify the Departmental Representative if required work is such as to make it impractical or unsafe to produce the expected results.
- .4 Do not employ unfit persons or anyone unskilled in their required duties.
- .5 Decisions as to quality or fitness of workmanship shall rest solely with the Departmental Representative whose decision is final.

6. WORKING HOURS AND SECURITY

- .1 Normal working hours on the NRC property are from 8:00 a.m. until 4:30 PM, Monday to Friday inclusive except statutory holidays, NRC's December shut-down period and Federal Government holidays.
- .2 At all times, NRC issued passes are required for access to the building site.
- .3 Obtain permission from the Departmental Representative to perform the specific tasks before scheduling any work outside normal working hours.
- .4 An escort may be required whenever working outside normal hours. The contractor is to bear the associated costs.
- .5 Dominion Astrophysical Observatory is essentially a 24/7 operation however peak periods are as indicated, Monday to Friday 8:00 am to 4:30 pm.

7. BILINGUALISM

- .1 Ensure that all signage, notices and labels are provided and installed in both official languages.
- .2 Ensure that all identification of installed services called for by this contract are bilingual.

8. WORK & MATERIALS SUPPLIED BY OWNER

- .1 Work and materials to be supplied by NRC are identified on drawings and in the specification.
- .2 Deliver to a storage place, as directed by the Departmental Representative, all materials to be returned to the owner.
- .3 Unless otherwise specified, accept owner-supplied materials at their storage location and provide all additional transportation as required to the specific work site.
- .4 Contractor's duties:
 - .1 Unload at site.
 - .2 Handle materials at site, including uncrating and storage.

August 25 - 2014

- .3 Promptly inspect products and report damaged or defective items to the Departmental Representative.
- .4 Give written notification to the Departmental Representative for items accepted in good order.
- .5 Repair or replace as instructed by the Departmental Representative items damaged on site.
- .6 Install and connect finished products as specified.

9. SUB-TRADES

- .1 Submit no later than 72 hours after acceptance of tender, a complete list of sub-trades for the Departmental Representative's review.

10. SCHEDULE

- .1 Prepare a detailed schedule, fixing the date for commencement and completion of the various sections of the work and update the schedule. The schedule shall be made available to the Departmental Representative not later than two weeks after the award of the contract and prior to commencement of any work on site.
- .2 Notify the Departmental Representative in writing of any proposed changes in schedule and obtain the approval of the Departmental Representative prior to implementing any changes.
- .3 Arrange three (3) days before the scheduled completion date to do an interim inspection with the Departmental Representative.
- .4 Time is of the essence. During construction there will not be a supply for the fire suppression water storage tank. Contractor must work diligently and continuously to reinstate the water service as per approved schedule.

11. COST BREAKDOWN

- .1 Submit, for approval by the Departmental Representative, a cost breakdown of tender before submitting the first request for progress payment.
- .2 Use the approved cost breakdown as the basis for submitting all claims.
- .3 Request Departmental Representative's verbal approval to amount of claim prior to preparing and submitting the claim noting the approval date of the Departmental Representative.

12. CO-OPERATION

- .1 Co-operate with the Departmental Representative and designated NRC staff in order to keep disruption of normal research work to an absolute minimum.

August 25 - 2014

- .2 Work out in advance a proposed schedule for all work which might disrupt normal work in the building.
- .3 Have schedule approved by the Departmental Representative.
- .4 Notify the Departmental Representative in writing, 48 hours prior to any intended interruption of facilities, areas, corridors, mechanical or electrical services and obtain requisite permission.
- .5 Refer to article No.21 "Service Interruptions."

13. GENERAL REVIEW

- .1 Periodic review of the contractor's work by the Departmental Representative(s) using the criteria of the contract document does not relieve the contractor of his safety responsibilities and the responsibility of carrying out the work in accordance with the contract. The contractor shall carry out his own quality control to ensure that the construction work is completed safely and in accordance with the contract and will also ensure his sub-contractor's do their work safely.

14. INSPECTION OF BURIED OR CONCEALED SERVICE

- .1 Prior to burying or concealing any services that are to be installed, the contractor is to ensure that all inspection bodies having jurisdiction, including NRC, have inspected the work, and have witnessed all tests. Failure to do so may result in exposing the services again at the contractor's expense. The contractor is to provide to the Departmental Representative a copy of a drawing detailing what was buried or concealed as well as all inspection reports from the inspection bodies having jurisdiction or interest including NRC as owner.

15. TESTING

- .1 On completion, and/or during progress of the work and before any services are covered up and flushing is complete, test all installations in the presence of the Departmental Representative and/or Inspectors having jurisdiction.
- .2 Obtain and provide to the Departmental Representative all acceptance certificates and/or reports from the authority having jurisdiction. The project will be considered incomplete without their provision.

16. DOCUMENTS REQUIRED AT WORK SITE

- .1 Maintain at the work site, one copy each of the following:
 - .1 Contract drawings
 - .2 Specifications
 - .3 Addenda
 - .4 Reviewed shop drawings

August 25 - 2014

- .5 Change orders
- .6 Other modifications to contract
- .7 Field test reports
- .8 Copy of approved work schedule
- .9 Manufacturer's instructions
- .10 Signed off service interruption requests
- .11 At least one (1) copy of such specifications and drawings shall be marked by the contractor to show all work "As Built" and shall be provided to the Departmental Representative with the Application for Payment and the final Certificate of Completion.

17. PROJECT MEETINGS

- .1 The Departmental Representative will set times for project meetings and assume responsibility for recording and distributing minutes.
- .2 The Departmental Representative will notify all parties concerned of meetings to ensure the proper coordination and to address safety problems with respect to the contractor's safety obligation specified in the contract.
- .3 Attend regular and/or special project meetings at times and locations arranged by the Departmental Representative. The contractor must advise the Departmental Representative if there is a need for any additional meetings, to ensure proper coordination of work due to changing circumstances or observed safety concerns.
- .4 The contractor must attend a pre-work orientation/project meeting prior to commencing any work on site. Departmental Representative to coordinate.

18. SHOP DRAWINGS

- .1 Submit to the Departmental Representative for review within one (1) week after contract award, shop drawings, product data and samples specified.
- .2 Submit 5 copies of all shop drawings, product data and samples for review, unless otherwise specified.
- .3 Review, sign and date shop drawings, data sheets and samples prior to submission.
- .4 Confirmation of corresponding delivery dates are required within one (1) week after shop drawings, product data and samples are approved. Notify the Departmental Representative in writing of any changes to a shop drawing schedule.
- .5 Review of shop drawings and product data by the Departmental Representative does not relieve the contractor of the responsibility for checking for errors and omissions and for the conformity with contract documents. Any discrepancy, error or omission which could affect the safe commission of the work must be brought to the attention of the Departmental Representative and resolved prior to commencement of the work.

August 25 - 2014

19. SUBMITTALS

.1 The following submittals are required within two weeks of contract award. (also refer to requirements of Excavating, Trenching and Backfilling Section 21 23 33.01 and Site Water Utility Distribution Piping Section 33 11 16)

.1 Water Works Plan and Schedule (in accordance with section 33 11 16)

.2 Traffic control Plan

.3 Construction Equipment List

.4 Siltation Management Plan

.5 Dewatering Methods

.6 Spill Response Plan

.7 Waste Management Plan

.2 The following submittals are required 2 weeks prior to beginning work.

.1 Underground Utility Locates

.2 Bedding Materials source and testing report

.3 At completion of the work and prior to final payment provide the following.

.1 Close out Submittals in accordance with Section 33 11 16.

.2 Marked up As-Built Drawings (also see para 41. AS BUILT DRAWINGS)

.3 Provide maintenance Manual submittals as per para 40. and in accordance with Section 33 11 16 .

20. MANUFACTURER'S INSTRUCTIONS

.1 Unless otherwise specified, comply with manufacturer's latest printed instructions for materials and installation methods.

.2 Notify the Departmental Representative in writing of any conflict between these specifications and the manufacturer's instructions. The Departmental Representative will designate which document is to be followed and provide an explanation for the choice made.

21. SERVICE INTERRUPTIONS

.1 NRC as owner will carry out all service interruptions, including isolation of services such as electrical, water, gas, pneumatic and hydraulic systems.

August 25 - 2014

- .2 Do not commence work or enter the immediate work area until advised in writing by the Departmental Representative that all energy sources have been isolated and the contractor must counter sign and return the notice to the Departmental Representative.
- .3 NRC, as owner, is responsible for restoring all services interrupted as identified in article 21.1.
- .4 Provide 48 hours notice and obtain the approval of the Departmental Representative prior to cutting into any existing service.
- .5 All service interruptions are to be of minimum duration and as agreed to by the Departmental Representative.
- .6 Protect existing services and immediately make repairs to the satisfaction of the Departmental Representative if damage occurs.
- .7 Provide, with the prior approval of the Departmental Representative, detours, bridges or alternate feeds as required to minimize disruptions.
- .8 The contractor may be required to plan in advance and perform specified work approved by the Departmental Representative in order to minimize disruption and service interruption. **Costs for work required after normal working hours or on weekends shall be borne by the contractor.**

NOTE: As the site must remain operational during the work it is important to plan work for the maximum allowed shutdown period as noted in Section 33 11 16. Longer shut downs may be made available after normal working hours however this will be at the discretion of the Departmental Authority and are not guaranteed.

22. PROTECTION AND WARNING NOTICES

- .1 Provide all materials required to protect existing equipment.
- .2 Erect dust barriers to prevent dust and debris from spreading through the building.
- .3 Place dust protection in the form of cover sheets over equipment and tape these sheets to the floors to limit dust infiltration as much as practicable.
- .4 Repair or replace any and all damage to the Owner's property caused during construction, at no cost to the Owner and to the satisfaction of the Departmental Representative.
- .5 Plan and coordinate the work with the Departmental Representative in order to protect the buildings, roads, lawns, services, facilities, and other equipment from damage which might occur as a result of this work.
- .6 Ensure that all doors, windows or temporary enclosures that could allow transfer of dust, noise and fumes to other areas of the building are kept closed.

August 25 - 2014

- .7 Secure the working area at the end of each day's work and be responsible for the same to the satisfaction of the Departmental Representative.
- .8 Provide and maintain adequate safety barricades around the work sites to protect NRC personnel and others having access from injury during the carrying out of work.
- .9 Post safety warnings in all instances where possible injury could occur such as in overhead work and where hard hats are to be worn or as required by the applicable Provincial Occupational Health and Safety Act and Regulations or as otherwise required by the Departmental Representative.
- .10 Provide temporary protective enclosures at building entrances and exits to protect NRC personnel and others having access from injury. All enclosures are to be structurally sound against weather and falling debris.

23. FASTENING DEVICES

- .1 Do not use explosive actuated tools, without obtaining written permission from the Departmental Representative.
- .2 Comply with the requirements of CSA-A-166 (Safety Code for Explosive Actuated Tools).
- .3 Do not use any kind of impact or percussion tool without first obtaining written permission from the Departmental Representative

24. DISCREPANCIES & INTERFERENCES

- .1 Before tender closing, and during execution of the work, examine drawings and specifications and report at once to the Departmental Representative any defects, discrepancies, omissions or interferences affecting the work.
- .2 Provide items mentioned in both the drawings and/or the specifications.
- .3 Immediately inform the Departmental Representative in writing of any discrepancies between the plans and the physical conditions so that the Departmental Representative may promptly verify same and decide on remediation or correction.
- .4 Any unauthorized work done after such a discovery, and before the owner has decided on remediation or correction is at the contractor's risk.
- .5 Where unexpected interferences are encountered on the job and they have not been pointed out on the original tender or on the plans and specifications, the contractor is to provide offsets, bends or reroute the services to suit job conditions at no extra cost.
- .6 Arrange in consultation with the Departmental Representative all work so as not to interfere in any way with other work being carried out.
- .7 Commencement of work will imply an acceptance of existing conditions.

August 25 - 2014

- .8 Should there be any conflict between this section and the technical specifications or drawings the most stringent requirement shall apply.

25. ACCEPTANCE OF SITE

- .1 Inspect the site before commencing work, review and discuss any unexpected conditions with the Departmental Representative who will be present during this review.
- .2 Commencement of work by the contractor will imply acceptance of existing conditions.

26. PARTIAL OCCUPANCY

- .1 NRC will require partial occupancy of the three pump house facilities due to the services installed there. The Departmental Representative will consult with the contractor regarding safety and other requirements for joint occupancy. The contractor shall provide access for NRC to these services.
- .2 The contractor must resolve space conflict with other sub-contractors.
- .3 Throughout the course of construction, the contractor is to remain informed of field conditions and the safety of the work performed by all sub-contractors involved in the project.

27. USE OF SITE

- .1 Restrict operations on site to the areas approved by the Departmental Representative at the time of tendering or as later approved by the Departmental Representative.
- .2 Locate all temporary structures, equipment or materials for storage to the designated areas.
- .3 Park only in designated areas.
- .4 Do not restrict access to the building routes and services.
- .5 Repair any damage and clean up dirt or debris resulting from both the contractor's and his sub-contractor's use of the existing roads.

28. CONSTRUCTION FACILITIES AND TEMPORARY SERVICES

- .1 Installation/Removal
- .1 Provide construction facilities and temporary controls in order to execute work expeditiously.
- .2 Provide, at no cost to NRC, all equipment and temporary lines to bring these services to the work site.
- .3 Remove from the site all temporary facilities/services after use.

August 25 - 2014

- .4 Comply with NRC requirements when connecting existing systems as approved by the Departmental Representative in accordance with articles entitled “Co-operation” and “Service Interruption” of this section.
- .2 Site Storage/Loading
 - .1 Confine the work and activities of employees to limits indicated by contract documents approved by the Departmental Representative.
 - .2 Do not unreasonably encumber buildings on site with equipment or materials.
 - .3 Do not load or permit to be loaded any part of the work with a weight or force that will endanger the work.
- .3 Sanitary Facilities
 - .1 No Sanitary facilities are available on site. Contractor to provide his own portable facilities to be located as directed by the Departmental Representative.
 - .2 Maintain facilities and area surrounding them clean at all times.
- .4 Water Supply
 - .1 NRC will provide a continuous supply of potable water for construction use.
 - .2 Arrange for service and water connection with the Departmental Representative and pay the costs for installation, maintenance and removal.
- .5 Temporary Heating and Ventilating
 - .1 Bear the costs of temporary heat and ventilation during construction including costs of installation, operation, including fuel and maintenance and removal of the equipment.
 - .2 Use of direct fired heaters discharging waste products into the work areas will not be permitted unless prior approval is given by the Departmental Representative.
 - .3 Furnish and install temporary heat and ventilation in enclosed areas as required to:
 - .1 Facilitate progress of work.
 - .2 Protect work and products against dampness and cold.
 - .3 Reduce moisture condensation on surfaces to a level satisfactory to the Departmental Representative.
 - .4 Provide ambient temperature and humidity levels for storage, installation and curing of materials.
 - .5 Provide adequate ventilation to meet provincial and municipal health regulations for a safe working environment for those areas solely occupied by the contractor’s workers.
 - .6 Where ventilation and heat also affects areas being utilized by the Owner’s employees the contractor will consult with the Departmental Representative on ventilation, heating and humidity requirements.
 - .4 Maintain minimum temperature of 10°C (or higher where specified) as soon as finishing work is commenced and maintain this temperature until acceptance of the structure by the Departmental Representative.

August 25 - 2014

- .1 Maintain ambient temperature and humidity levels as required for comfort of NRC personnel.
- .5 Prevent hazardous or unhealthy accumulations of dust, fumes, mists, or gases in areas occupied during construction including storage areas and sanitary facilities.
 - .1 Dispose of exhaust materials in a manner that will not result in a harmful or unhealthy exposure to the contractor's workers or the Owner's Employees.
- .6 Maintain strict supervision over the operation of temporary heating and ventilating equipment.
 - .1 Enforce conformance with applicable codes and standards.
 - .2 Comply with the Departmental Representative's instructions and those of NRC's "Safety and Fire Prevention Officer" brought to the attention of the contractor by the Departmental Representative, including provision of full-time watchman services when directed.
 - .3 Enforce safe practices.
- .7 After award of contract, the Contractor may be permitted use of the existing building systems providing agreement can be reached on:
 - .1 Conditions of use, special equipment, protection and maintenance and replacement of filters.
 - .2 Methods of ensuring that heating medium will not be wasted and in the case of steam, agreement on that is to be done with the condensate.
 - .3 Saving on contract price;
 - .4 Provisions relating to guarantees on equipment.
 - .5
- .6 Temporary Power
 - .1 Provide all temporary power required during construction for temporary lighting and operating of power tools. If the power requirements are 15A, 125V, then the contractor may use an existing 15A outlet if one is available and only after receiving the Departmental Representative's approval.
 - .2 All connections must be in accordance with the current edition of the Canadian Electrical Code.
- .7 Temporary Telephone
 - .1 Provide and pay for temporary telephones necessary for own use.
- .8 Project Cleanliness
 - .1 Maintain the work site adjacent areas including roofs in a tidy condition, free from accumulation of waste products and debris.
 - .2 Remove waste material and debris from the site at the end of each working day.
 - .3 Provide onsite dump containers for collection of waste materials and rubbish at the contractor's expense. Location of dump containers is to be approved by the Departmental Representative.

August 25 - 2014

- .4 Clean interior areas prior to start of finish work and maintain areas free of dust and other contaminants during finishing operations.

29. ENVIRONMENTAL

- .1 DAOV is home to Species at Risk. These include various species of Flora and Fauna. In particular the Sharp Tailed Snake and the Blue Grey Tail-Dropper Slug may be encountered during this work.

- .1 The contractor shall be briefed during a mandatory pre-construction project meeting regarding these above mentioned species.

- .2 It is unlikely that either species will be encountered at this work location however should the contractor encounter either species during their work, they shall stop work immediately and contact the Departmental Representative. Do not handle, touch or relocate the species.

- .2 Ensure that all construction equipment is in good working order and careful maintenance and monitoring of all equipment is carried out to minimize the risk of spills or leaks of petroleum-based products. Contractor will prepare an emergency response plan to control any fuel spills, which will include having on site appropriate spill response equipment readily available for immediate deployment. All spills and releases must be reported to the Departmental Representative and all applicable spills to the federal, provincial, or territorial government departments having jurisdiction.. The emergency response plan must include the appropriate phone number for reporting releases in the area as well as phone numbers for local authorities (Police or Fire departments) and relevant NRC personnel.(also see submittals).

30. STORAGE

- .1 Provide storage as required to protect all tools or materials from damage or theft and be responsible for the same.
- .2 Do not store flammable or explosive materials on site without the authorization of the Departmental Representative.

31. ENCLOSURE OF STRUCTURES

- .1 Construct and maintain all temporary enclosures to protect foundations, sub-soil, concrete masonry from frost penetration or damage.
- .2 Maintain all temporary structures in place until all chances of damage are over and proper curing has taken place.
- .3 Provide temporary weather tight enclosures for exterior openings until permanent sash and glazing and exterior doors are installed.
- .4 Provide lockable enclosures as required to maintain the security of NRC facilities and be responsible for the same. The NRC Security Officer may, at the discretion of the

August 25 - 2014

Departmental Representative, be called upon to advise or approve of any temporary security measure.

- .5 Provide keys to the Departmental Representative for distribution to the NRC Security Officer and M-1 Commissionaire when required.

32. LAYOUT OF WORK

- .1 Lay out the work carefully and accurately.
- .2 Verify all dimensions and be responsible for resolving any discrepancies with the Departmental Representative.
- .3 Locate and preserve general reference points.
- .4 Employ competent person(s) to lay out work in accordance with control lines and grades provided by the Departmental Representative.

33. CUTTING AND PATCHING

- .1 Cut existing surfaces as required to accommodate new work. Obtain written approval from the Departmental Representative before cutting and openings through existing or new structural surfaces.
- .2 Remove all items to the Departmental Representative's satisfaction.
- .3 Patch, repair and make good to the Departmental Representative's satisfaction; with identical materials as required, the surfaces that have been disturbed, cut or damaged.
- .4 Core drill and opening where new pipes are to pass through existing construction. Openings are to be sized to leave 12mm clearance around the pipes or pipe insulation. Do not drill or cut any surface without the approval of the Departmental Representative.
- .5 Seal all openings where cables, conduits or pipes pass through walls with an acoustic sealant conforming to CAN/CHSB-19.21-M87, or latest edition or as specified.
- .6 Where cables, conduits and pipes pass through fire rated walls and floors, pack space between with compressed glass fiber and seal with a fireproof caulking in accordance with CAN/CHSB-19.13-M87 and NBC 3.1.7, or latest editions.

34. LOCATION OF EQUIPMENT AND FIXTURES

- .1 Location of equipment, fixtures, outlets and openings indicated or specified are to be considered as approximate.
- .2 Locate equipment, fixtures and distribution systems to provide minimum interference and maximum usable space and in accordance with the Owner's and manufacturer's recommendations for safety, access and maintenance.

August 25 - 2014

- .3 Inform the Departmental Representative of any impediments to the installation and obtain his approval for actual location.
- .4 Submit field drawings to indicate the relative position of installed services and equipment.

35. EXISTING SERVICES

- .1 Where work involves breaking into or connecting to existing services, carry out work at times and in the manner agreed to by the Departmental Representative and by authorities having jurisdiction, with minimum of disturbance to NRC Personnel and vehicular traffic.
- .2 Before commencing work, establish location and extent of service lines in area of work and notify Departmental Representative of findings.
- .3 Submit a schedule to and obtain approval from the Departmental Representative for any shut-down or closure of active service or facility. Adhere to approved schedule and provide notice to the Departmental Representative.
- .4 Where unknown services are encountered, immediately advise Departmental Representative and confirm findings in writing.
- .5 Remove abandoned service lines within two meters of structures. Cap or otherwise seal lines at cut-off points as approved by the Departmental Representative
- .6 Record and provide a copy to the Departmental Representative of locations of maintained, re-routed and abandoned service lines.

36. ALTERATIONS ADDITIONS OR REPAIRS TO EXISTING BUILDING

- .1 Execute work with least possible interference or disturbance to the Owner's employees and others having access. Arrange with the Departmental Representative to facilitate execution of work.
- .2 Where security will be reduced by the work of this contract, provide temporary means to maintain security at a level agreed to by the Departmental Representative.
- .3 Where elevators, dumbwaiters or conveyors exist in the building, only those assigned for contractor's use may be used for moving personnel and material. Protect walls of passenger elevators. The contractor is to accept liability for damage, safety of equipment and overloading of existing equipment.
- .4 Provide temporary dust screens, barriers, warning signs in locations where renovation and alteration work is adjacent to areas used by the public or NRC Personnel.

37. FINAL CLEAN-UP

- .1 Upon completion of work do a final cleaning to the satisfaction of the Departmental Representative.

August 25 - 2014

- .2 Clean all surfaces, lights, affected by this work.

38. DISPOSAL OF WASTES

- .1 Arrange for the disposal of waste materials including volatiles, safely off NRC property. Refer to Section 01545, the section titled "General Safety and Fire Requirements".

39. RECTIFICATION OF DEFECTS

- .1 Refer to General Conditions "B", article 25.
- .2 Ensure that all manufacturer's guarantees and warranties are issued in the name of the contractor and the National Research Council.

40. MAINTENANCE MANUAL

- .1 Provide three (3) copies of maintenance manuals immediately upon completion of the work and prior to release of final payment.
- .2 Manuals are to be neatly bound in hard cover loose leaf binders.
- .3 Manuals are to include operating and maintenance instructions, all guarantees and warranties, shop drawings or technical data for the services, materials and apparatus supplies under this contract.

41. AS BUILT DRAWINGS

- .1 Contractor to maintain and provide at completion of the work, one clean, legible, marked-up in red, copy of the plan indicating final installation locations and/or variance to design.

42. SECURITY

- .1 All staff of the successful contractor must obtain Government of Canada Reliability Status Security or be escorted one to one by a security cleared employee of the contractor before working on site in accordance with Appendix A-1.

43. IDENTIFICATION BADGES

- .1 Display of NRC identification badges is mandatory in NRC buildings.
- .2 Obtain all badges from the NRC Security office.

END OF SECTION

25 August 2014

TABLE OF CONTENTS

ARTICLE

1. Related Sections to Safety
2. Minimum Standard
3. General Review
4. Construction Safety
5. Workplace Hazardous Material Information System WHMIS
6. Building Smoking Environment
7. Hot Work
8. Reporting Fires
9. Interior and Exterior Fire Protection & Alarm Systems
10. Fire Extinguishers
11. Obstruction of Access/Egress Routes roadway Elevators
12. Rubbish and Waste Materials
13. Flammable Liquids
14. Questions and/or Clarification

25 August 2014

1. RELATED SECTIONS TO SAFETY

- .1 General Instructions, Section 001000 refer to the articles titled:

- .1 Inspection of Buried or Concealed Services
- .2 Testing
- .3 Shop Drawing
- .4 Service Interruptions
- .5 Protection and Warning Notices
- .6 Fastening Devices
- .7 Partial Occupancy
- .8 Use of Site

2. MINIMUM STANDARDS

- .1 Conform to or exceed minimum acceptable standards of the various applicable Federal, Provincial and Municipal codes including the National Building Code, The National Fire Code, Canadian Plumbing Code and the Canadian Electrical Code.
- .2 Work is to conform to referenced standards and codes as reaffirmed or revised to date of specification.

3. GENERAL REVIEW

- .1 Periodic review of the contractor's work by the Departmental Representative, using the criteria of the contract document, does not relieve the contractor of safety responsibilities both provincial and those required by NRC and the responsibility of carrying out the work in accordance with contract documents. The contractor shall carry out his own quality control to ensure that the construction work is completed safely and in accordance with the contract documents.

4. CONSTRUCTION SAFETY

- .1 Be solely responsible for the construction safety of both its employees and those of the sub-contractors at the site of work, and for initiating, maintaining and supervising all safety precautions and programs and procedures in connection with the performance of the work. The contractor will consult with the Departmental Representative as needed to ensure this responsibility is fully carried out.
- .2 Observe all applicable construction safety measures of the National Building Code Part 8; Canadian Code for Construction Safety; the applicable Provincial Occupational Health and Safety Act and Regulations and Municipal authorities having jurisdiction with the provision that in any case of conflict or discrepancy the more stringent requirements shall apply.
- .3 Advise all parties having jurisdiction including the Departmental Representative and, Provincial Inspectors of the need for inspection/certification of the work.
- .4 Comply with the requirements of the Fire Commissioner of Canada, as published in standards Nos. 301 and 302. The Fire Commissioner of Canada, Human Resources Development and Canada Labour Programs is the regulatory authority for fire safety at

25 August 2014

NRC. The contractor will therefore abide by his directions as well as the provincial Fire Safety Regulations.

- .5 The Departmental Representative will advise the contractor of NRC specific fire safety requirements and monitor for compliance.

5. WORKPLACE HAZARDOUS MATERIAL INFORMATION SYSTEM WHMIS

- .1 Comply with Provincial legislation regarding WHMIS. The contractor's responsibilities include, but are not limited to the following:
- .1 To ensure that any WHMIS Controlled Products brought on site by the contractor or sub-contractor are labelled to WHMIS standards.
 - .2 For WHMIS Controlled Products make readily available to workers and the Departmental Representative, Material Safety Data sheets (MSDS).
 - .3 To train own workers about WHMIS and about the controlled products that they use on site.
 - .4 To inform when asked other contractors, sub-contractors, the Departmental Representative, authorized visitors and outside inspection agency personnel about the presence and use of such products on the site.
 - .5 Demonstrate to the satisfaction of the Departmental Representative, that the Contractor's foreman has had WHMIS training and is knowledgeable in its requirements. The Departmental Representative can require replacement of this person if this condition or compliance to WHMIS practices are not satisfactory, as stated herein.

6. NO SMOKING ON SITE

- .1 Smoking is prohibited on all locations on Observatory Hill. Contractor staff must leave the NRC property to smoke. Note: Wildfire is our greatest hazard threat.
- .2 Obey all "No Smoking" signs on the NRC premises.

7. HOT WORK

- .1 Permit:
- .1 Obtain a Hot Work Permit from the Departmental Representative prior to commencement of any work involving welding, soldering, burning, heating, use of torches or salamanders or any open flame ("Hot Work").
- .2 Site Review:
- .1 Review the location of "Hot Work" with the Departmental Representative to determine the level of fire safety precautions to be taken prior to commencement of "Hot Work".

8. REPORTING FIRES

- .1 Determine, prior to the commencement of work, the exact location of the nearest fire alarm pull station, and telephone the emergency phone number for reporting fires.
- .2 Report all fires immediately, to the Departmental Representative or his substitute.

25 August 2014

- .1 Activate nearest fire alarm pull station and;
- .2 Telephone the emergency phone number provided by the Departmental Representative or his substitute.
- .3 When reporting a fire by phone, give where practicable the location of fire, the nature of and extent of the fire.
- .4 The person activating the fire alarm pull station or reporting a fire by phone must remain at a safe distance from the fire but readily available to provide information on the location and nature of the fire to the fire department personnel and the Departmental Representative.
- .5 During Fire calls do not block the access road or drive vehicles down the hill on the road as it may interfere with responding emergency vehicle access.

9. INTERIOR AND EXTERIOR FIRE PROTECTION & ALARM SYSTEMS

- .1 Do not obstruct or shut off fire protection equipment or alarm systems without prior authorization from the Departmental Representative.
- .2 When any fire protection equipment is temporarily shut down, alternative measures as prescribed by the Departmental Representative shall be taken to ensure that fire protection is maintained.
- .3 Do not leave fire protection or alarm systems inactive at the end of a working day without notification and authorization from the Departmental Representative. The Departmental Representative will advise the NRC Safety and Fire Prevention Officer and the building co-ordinator of the details of any such event.
- .4 Do not use fire hydrants, standpipes and hose systems for other than fire fighting purposes unless authorized to do so by the Departmental Representative.

10. FIRE EXTINGUISHERS

- .1 Provide a minimum of 1-10 lb. ABC Dry Chemical Fire Extinguisher or additional units as advised by the Departmental Representative for every Hot Work operation.
- .2 Provide a minimum of 1-5 lb. ABC Dry Chemical Fire Extinguisher or additional units as advised by the Departmental Representative in every vehicle or equipment on site.
- .3 Provide fire extinguishers equipped as below:
 - .1 Pinned and sealed;
 - .2 With a pressure gauge;
 - .3 With an extinguisher tag signed by a fire extinguisher servicing company indicating the satisfactory condition of the unit.
- .4 Carbon Dioxide (CO₂) extinguishers will not be considered as acceptable substitutes for the above.

11. OBSTRUCT. OF ACCESS/EGRESS ROUTES-ROADWAYS

- .1 Road Access shall be maintained at all times for emergency vehicle response access.

25 August 2014

- .2 Discuss with and obtain written approval from the Departmental Representative for any work that may impede the response of an emergency response vehicle. This includes violation of minimum overhead clearance, erecting of barricades and the digging of trenches.
- .3 The Departmental Representative will advise the NRC Safety and Fire Prevention Officer and the Chief Building Fire Emergency Officer of any exit route obstruction that may warrant advanced planning and communication to building occupants and to the fire department.

12. RUBBISH AND WASTE MATERIALS

- .1 Keep volumes of rubbish and waste materials as low as possible.
- .2 Do not burn rubbish on site.
- .3 Removal:
 - .1 Remove all rubbish from work site at the end of the work day or shift and place it in a dumpster, or as otherwise directed by the Departmental Representative.
- .4 Storage:
 - .1 Exercise extreme care when storing combustible waste materials in work areas. Ensure maximum possible order, adequate ventilation and all safety standards are adhered to when storing any combustible materials. When in doubt, consult with the Departmental Representative.
 - .2 Deposit greasy or oily rags or materials subject to spontaneous combustion in CSA or ULC approved receptacles and remove accumulated wastes on a daily basis.
 - .3 Dumpsters are to be located as per the instructions of the Departmental Representative.

13. FLAMMABLE LIQUIDS

- .1 The handling, storage and use of flammable liquids is governed by the National Fire Code of Canada and the contractor is accepting the work bound by them.
- .2 Flammable liquids such as gasoline, kerosene and naphtha may be kept in quantities not exceeding 45 litres provided they are stored in approved safety cans bearing the ULC seal of approval. Storage of quantities of flammable liquids exceeding 45 litres requires the permission of the Departmental Representative.
- .3 Transfer of flammable liquids is prohibited within buildings except with permission of the Departmental Representative and provided safe bonding practices are followed to protect the contractor's employees, sub-contractors and others having access to NRC facilities.
- .4 Do not transfer flammable liquids in the vicinity of open flames or any type of heat producing device. All transfers must be done using safe bonding practices.
- .5 Do not use flammable liquids having a flash point below 38°C as cleaning agents (examples include gasoline and naphtha).

25 August 2014

- .6 Store used flammable waste liquids meant for disposal in approved ULC containers located in a safe, ventilated area and with the approval of the Departmental Representative. Waste flammable liquids are to be removed from the site on a regular basis or as otherwise advised by the Departmental Representative.
- .7 Assure proper ventilation and eliminate all sources of ignition where flammable liquids, such as lacquers or urethane are used. Inform the Departmental Representative prior to the commencement and completion of such work.

14. QUESTIONS AND/OR CLARIFICATION

- .1 Advise the Departmental Representative of any questions or concerns for clarification on fire and safety practices, in addition to the above requirements prior to the commencement or during work where a safety concern has been noted.

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 RELATED REQUIREMENTS

- .1 Section 31 23 33.01 – Excavating Trenching and Backfilling

1.2 REFERENCES

- .1 American National Standards Institute/American Water Works Association (ANSI/AWWA)
 - .1 ANSI/AWWA B300-10, Standard for Hypochlorites.
 - .2 ANSI/AWWA B301-10, Standard for Liquid Chlorine.
 - .3 ANSI/AWWA B303-10, Standard for Sodium Chlorite.
 - .4 ANSI/AWWA C104/A21.4-08, Standard for Cement-Mortar Lining for Ductile-Iron Pipe and Fittings.
 - .5 ANSI/AWWA C111/A21.11-07, American National Standard for Rubber-Gasket Joints for Ductile-Iron and Fittings.
 - .6 ANSI/AWWA C110/A21.10-08, American National Standard for Ductile-Iron and Gray Iron Fittings for Water.
 - .7 ANSI/AWWA C150/A21.50-08, Standard for Thickness Design of Ductile-Iron Pipe.
 - .8 ANSI/AWWA C151/A21.51-09, Standard for Ductile-Iron Pipe, Centrifugally Cast.
 - .9 ANSI/AWWA C153/A21.53-11, Standard for Ductile-Iron Compact Fittings.
 - .10 ANSI/AWWA C200-05, Standard for Steel Water Pipe - 6 Inch (150 mm) and Larger.
 - .11 ANSI/AWWA C203-08, Standard for Coal Tar Protective Coatings and Linings for Steel Water Pipelines - Enamel and Tape - Hot Applied.
 - .12 ANSI/AWWA C205-07, Standard for Cement-Mortar Protective Lining and Coating for Steel Water Pipe - 4 Inch (100 mm) and Larger - Shop Applied.
 - .13 ANSI/AWWA C206-11, Standard for Field Welding of Steel Water Pipe.
 - .14 ANSI/AWWA C207-07, Standard for Steel Pipe Flanges for Waterworks Service, 4 Inch through 144 Inch (100 mm through 3,600 mm).
 - .15 ANSI/AWWA C208-07, Standard for Dimensions for Fabricated Steel Water Pipe Fittings.
 - .16 ANSI/AWWA C500-09, Standard for Metal-Seated Gate Valves for Water Supply Service.
 - .17 ANSI/AWWA C504-10, Standard for Rubber-Seated Butterfly Valves.
 - .18 ANSI/AWWA C600-10, Standard for Installation of Ductile-Iron Water Mains, and Their Appurtenances.
 - .19 ANSI/AWWA C602-11, Standard for Cement-Mortar Lining of Water Pipelines - 4 Inch (100 mm) and Larger.

- .20 ANSI/AWWA C651-05, Standard for Disinfecting Water Mains.
- .21 ANSI/AWWA C800-05, Standard for Underground Service Line Valves and Fittings.
- .22 ANSI/AWWA C900-07, Standard for Polyvinyl Chloride (PVC) Pressure Pipe, and Fabricated Fittings, 4 Inch through 12 Inch (100 mm - 300 mm), for Water Transmission and Distribution.
- .2 ASTM International
 - .1 ASTM A53/A53M-10, Standard Specification for Pipe, Steel, Black and Hot Dipped, Zinc Coated, Welded and Seamless.
 - .2 ASTM A123/A123M-09, Standard Specification for Zinc (Hot-Dip Galvanized) Coatings on Iron and Steel Products.
 - .3 ASTM A307-10, Standard Specification for Carbon Steel Bolts and Studs, 60,000 psi Tensile.
 - .4 ASTM B88M-05(2011), Standard Specification for Seamless Copper Water Tube Metric.
 - .5 ASTM C117-04, Standard Test Methods for Material Finer Than 0.075 mm (No. 200) Sieve in Mineral Aggregates by Washing.
 - .6 ASTM C136-06, Standard Method for Sieve Analysis of Fine and Coarse Aggregates.
 - .7 ASTM C478M-11, Standard Specification for Precast Reinforced Concrete Manhole Sections Metric.
 - .8 ASTM D1557-02e1, Standard Test Methods for Laboratory Compaction Characteristics of Soil Using Modified Effort (56,000 ft-lbf/ft³) (2,700 kN-m/m³).
 - .9 ASTM D2620-13, Standard Practice for Heat Fusion Joining of Polyethylene Pipe and Fittings.
 - .10 ASTM D2992-06, Standard Practice for Obtaining Hydrostatic or Pressure Design Basis for "Fiberglass" (Glass-Fiber-Reinforced Thermosetting Resin) Pipe and Fitting.
 - .11 ASTM D2996-01(2007)e1, Standard Specification for Filament-Wound "Fiberglass" (Glass-Fiber-Reinforced Thermosetting Resin) Pipe.
 - .12 ASTM F714-10, Standard Specification for Polyethylene (PE) Plastic Pipe (SDR-PR) Based on Outside Diameter.
 - .13 ASTM C618-08a, Standard Specification for Coal Fly Ash and Raw or Calcined Natural Pozzolan for Use in Concrete.
 - .14 ASTM A240/A240M, Standard Specification for Chromium and Chromium-Nickel Stainless Steel Plate, Sheet, and Strip for Pressure Vessels and for General Applications.
 - .15 ASTM A182/A182M-11a, Standard Specification for Forged or Rolled Alloy and Stainless Steel Pipe Flanges, Forged Fittings, and Valves and Parts for High-Temperature Service.
 - .16 ASTM A380-06, Standard Practice for Cleaning, Descaling, and Passivation of Stainless Steel Parts, Equipment, and Systems.
 - .17 ASTM A967-05e2, Standard Specification for Chemical Passivation Treatments for Stainless Steel Parts.

- .18
- .19 ASTM A743/A743M-06(2010), Standard Specification for Castings, Iron-Chromium-Nickel, Corrosion Resistant, for General Applications.
- .20
- .21 ASTM 2164-13, Standard Practice for Field Leak Testing of Polyethylene (PE) and Crosslinked Polyethylene (PEX) Pressure piping Systems Using Hydrostatic Pressure.
- .22 ASTM D3261, Standard Specification for Butt Heat Fusion Polyethylene (PE) Plastic Fittings for Polyethylene (PE) Plastic Pipe and Tubing.
- .3 American Water Works Association (AWWA)/Manual of Practice
 - .1 AWWA M11-2004, Steel Pipe - A Guide for Design and Installation.
 - .2 ANSI/AWWA C220-07, Stainless-Steel Pipe, 1/2 In. (13mm) and Larger.
 - .3 ANSI/AWWA C226-06, AWWA Standard for Stainless-Steel Fittings for Waterworks Service, Sizes 1/2 In. Through 72 In. (13mm Through 1,800mm).
 - .4 ANSI/AWWA C227-11, AWWA Standard for Bolted, Split-Sleeve Restrained and Nonrestrained Couplings for Plain-End Pipe.
 - .5 ANSI/AWWA C228-08, AWWA Standard for Stainless Steel Pipe Flanges for Water Service-Sizes 2 In. Through 72 In. (50mm Through 1,800mm)
- .4 Canadian General Standards Board (CGSB)
 - .1 CAN/CGSB-8.1-88, Sieves, Testing, Woven Wire, Inch Series.
 - .2 CAN/CGSB-8.2-M88, Sieves, Testing, Woven Wire, Metric.
 - .3 CGSB 41-GP-25M-77, Pipe, Polyethylene, for the Transport of Liquids.
- .5 CSA International
 - .1 CAN/CSA-A3000-08, Cementitious Materials Compendium (Consists of A3001, A3002, A3003, A3004 and A3005).
 - .2 CAN/CSA-B137 Series-099, Thermoplastic Pressure Piping Compendium. (Consists of B137.0, B137.1, B137.2, B137.3, B137.4, B137.4.1, B137.5, B137.6, B137.8, B137.9, B137.10, B137.11 and B137.12).
 - .1 CAN/CSA-B137.1-09, Polyethylene Pipe, Tubing, and Fittings for Cold-Water Pressure Services.
 - .2 CAN/CSA-B137.3-09, Rigid Polyvinyl Chloride (PVC) Pipe for Pressure Applications.
 - .3 CSA G30.18-09, Carbon and Steel Bars for Concrete Reinforcement.
- .6 Underwriters' Laboratories of Canada (ULC)
 - .1 CAN/ULC-S543-09, Standard for Internal-Lug, Quick Connect Couplings for Fire Hose.

1.3 ACTION AND INFORMATIONAL SUBMITTALS

- .1 Submit in accordance with Section 00 10 00 General Instructions.
- .2 Work Plan to include details on:

- .1 Temporary potable water facilities:
 - .1 Disinfection procedure for temporary supply line,
 - .2 Operation and maintenance of temporary facility with details on cold weather operation,
- .2 Work sequencing details,
- .3 Flushing, Testing and disinfecting procedures,
- .4 Commissioning and tie-in details.
- .3 HDPE Submittals:
 - .1 Copy of current certificate of qualified butt fusion equipment operator(s) from a recognized training organization.
 - .2 Documentation confirming most recent maintenance schedule and pressure gauge calibration for fusion machine.
- .4 Product Data:
 - .1 Submit manufacturer's instructions, printed product literature and data sheets for distribution piping materials, fittings and valves. Include product characteristics, performance criteria, physical size, finish and limitations.
 - .2 Pipe certification to be on pipe.
- .5 Shop Drawings:
 - .1 Submit plans with details including:
 - .1 Prefabricated sections with field connection points.
 - .2 Branch connections,
 - .3 Pipe supports.
- .6 Samples:
 - .1 Inform Departmental Representative of proposed source of bedding materials and 2 weeks prior to commencing work.
 - .2 Submit for testing report (gradation curve) of proposed bedding materials 2 weeks minimum prior to beginning work
 - .3 Submit manufacturer's test data and certification that pipe materials meet requirements of this section 3 weeks minimum prior to beginning work. Include manufacturer's drawings, information and shop drawings where pertinent.
 - .4 Submit manufacturer's test data and certification that valves and fittings meet requirements of this section 3 weeks minimum prior to beginning work. Include manufacturer's drawings, information and shop drawings where pertinent.

1.4 QUALITY ASSURANCE

- .1 Qualifications:
 - .1 HDPE Fusing Technicians:
 - .1 To hold current certificate of qualifications for butt fusion equipment from a recognized training organization.

- .2 Welders:
 - .1 Welding qualifications in accordance with CSA B51.
 - .2 Use qualified and licensed welders possessing certificate for each procedure performed from authority having jurisdiction.
 - .3 Submit valid Welders Performance Qualification Record (WPQR) book issued under the authority of the Provincial Boiler and Pressure Vessel Safety Program to Client Representative.
 - .4 Each welder to possess identification symbol issued by authority having jurisdiction.

1.5 CLOSEOUT SUBMITTALS

- .1 Submit in accordance with Section 00 10 00 – General Instructions.
- .2 Submit data to produce record drawings, including directions for operating valves, list of equipment required to operate valves, details of pipe material.
 - .1 Include top of pipe, horizontal location of fittings and type, valves, valve boxes, flushouts, existing services uncovered during excavation, existing services known to exist within 3m of installation.

1.6 DELIVERY, STORAGE AND HANDLING

- .1 Deliver, store and handle materials in accordance with Section 00 10 00 – General Instructions.
- .2 Delivery and Acceptance Requirements: deliver materials to site in original factory packaging, labelled with manufacturer's name and address.
- .3 Storage and Handling Requirements:
 - .1 Store materials and in accordance with manufacturer's recommendations in clean, dry, well-ventilated area.
 - .2 Store and protect water distribution piping from nicks, scratches, and blemishes.
 - .3 Replace defective or damaged materials with new.

1.7 SCHEDULING OF WORK

- .1 Schedule Work to minimize interruptions to existing services.
- .2 Submit schedule of expected interruptions for approval and adhere to interruption schedule as approved by Departmental Representative.
- .3 Notify Departmental Representative minimum of 48 hours in advance of interruption in service.
- .4 Do not interrupt water service for more than 3 hours and confine this period between 10:00 and 16:00 hours local time unless otherwise authorized.
- .5 Notify fire department of planned or accidental interruption of water supply to hydrants.

1.8 MAINTENANCE MATERIAL SUBMITTALS

- .1 Submit in accordance with Section 00 10 00 –General Instructions.
- .2 Extra materials: furnish following spare parts:.
 - .1 Valve operating key: one (1) tee-handle operating keys for valves.
 - .2 Repair saddles: two (2) stainless steel repair saddles - Romac industries SS2-H-6.63x16 of approved equal.

Part 2 Products

2.1 PIPE, JOINTS AND FITTINGS

- .1 High Density Polyethylene Pipe (HDPE):
 - .1 Pipe:
 - .1 Type 4710 To AWWA C906 pressure class specified in Contract Documents.
 - .2 Pipes to be certified by Canadian Standard Association CSA B137.4-13.
 - .2 Joints: Heat butt fusion to ASTM D2657 and in accordance with manufacturer's recommendations.
 - .3 Fittings:
 - .1 Fabricated HDPE mitred fittings to AWWA C906 suitable for pressure rating specified in Contract Documents.
 - .2 Moulded HDPE fittings to ASTM 3261 suitable for pressure rating specified and fusion to main pipe, dimensions as specified in Contract Documents.
 - .3 Flanged joints to AWWA C906 flat faced stub end and loose hot-dip galvanized ductile iron (ASTM A536) backup ring drilling to ANSI B16.1, ANSI B16.5, or AWWA C207, class suitable for pressure rating specified in Contract Documents.
 - .4 Nuts and bolts as specified for "Fittings" in this section.
- .2 Schedule 80 PVC pressure pipe:
 - .1 Pipe: To ASTM D1785 and CAN/CSA B137-3-M90 rigid solvent weld for pipe and fittings used inside building.
 - .2 Fittings: to ASTM D2467 Rev A.
 - .3 Valves: True Union Ball Valves.
- .3 Schedule 10 Stainless Steel 304:
 - .1 Pipe: Schedule 10 type 304 Stainless Steel to to ASTM A778-01(2009).
 - .1 NPS 2 to 10: Sch.10, Electric Resistance Welding (ERW) or seamless, plain ends.
 - .2 Flanges: to ASTM A182/A182M-11a, Type 304.

- .1 NPS 2 to 12: Class 150, 1 MPa, full faced, weld neck, bored to suit pipe, conforming to the face dimension and drilling of ANSIB16.1, Class 150.

.4 Fittings:

- .1 Gray-iron (cast iron) fittings to AWWA C110/A21.10-93 suitable for 1035 kPa minimum pressure rating or higher as specified in Contract Documents. Where specified in Contract Documents, to be cement mortar lined and externally seal coated, both to AWWA C104/A21.4.
- .2 Ductile iron fittings to AWWA C110 suitable for pressure rating of 2415 kPa, cement mortar lined to AWWA C104/A21.4.
- .3 Compact ductile iron fittings to AWWA C153/A21.59-94 suitable for pressure rating of 2415 kPa, cement mortar lined to AWWA C104/A21.4.
- .4 Single rubber gasket for push-on bell and spigot type joint and/or mechanical pipe joints: to AWWA C111. All push-on joint hubs to be equipped with tie-rod lugs.
- .5 Flanged Joints:
 - .1 Flat faced conforming to the face dimension and drilling of ANSIB16.1, Class 150.
 - .2 On AWWA C153 fittings to AWWA C153 with minimum pressure rating of 1723 kPa or higher as specified in Contract Documents.
- .6 Flange Gaskets:
 - .1 Flange gaskets to be manufactured from black natural rubber 3.175mm thick with layer of cotton on both sides.
 - .2 Gaskets to be nitrile or NBR.
- .7 Bolts and Nuts:
 - .1 Bolts to be carbon steel, Grade B to ASTM A307, heavy hex style, zinc plated to ASTM B633 or cadmium plated to ASTM B766. Bolt sizes to AWWA C110.
 - .2 Nuts and washers: Nuts to be carbon steel, Grade A to ASTM A563. Washers to be flat hardened steel to ASTM F436. Nuts and washers to be zinc plated to ASTM B633 or cadmium plated to ASTM B766.
- .8 Tie Rods and Nuts:
 - .1 Tie rods to be continuous threaded, quenched and tempered alloyed steel to ASTM A354, Grade BC. To be zinc plated to ASTM B633 or cadmium plated to ASTM C766. Tie rod sizes to be minimum 19mm diameter or greater as shown on Contract Drawings.
 - .2 Nuts and internally threaded couplings to be heavy hex finish to ASTM A563. Washers to be flat hardened steel to ASTM F436. All to be zinc plated to ASTM B633 or cadmium plated to ASTM C766.
- .9 Fabricated steel pipe fittings: to AWWA C208 and AWWA C207 if flanged, interior and exterior protected with hot applied coal tar enamel to AWWA C203 or liquid epoxy coating to AWWA C210.

- .10 Couplings and Flanged Coupling Adapters:
 - .1 General Requirements:
 - .1 Suitable for pressure class specified in Contract Documents. Minimum 250 Psi working pressure.
 - .2 Flanges and full face flange gaskets where applicable to Clauses 2.1.4.5 and 2.1.4.6.
 - .3 To AWWA C219
 - .4 Anti-corrosion coating and interior and exterior centre sleeve and end rings to AWWA C219, AWWA C213, AWWA C210, or AWWA C550 as specified in Contract Documents.
 - .5 Compression gaskets to AWWA C219.
 - .6 Bolts and nuts high strength low alloy steel to AWWA C111, stainless steel to ASTM F593 or ASTM F738 for bolts and ASTM F594 or ASTM F836M for heavy hex nuts, as specified in Contract Documents. Rolled threads, fit and dimensions to AWWA C111.
 - .7 Ductile iron castings to ASTM A536, Grade 65-45-12.
 - .2 Plain end or transition couplings as specified in Contract Documents.
 - .3 Flanged coupling adapters as specified in Contract Documents.
- .11 Joint Restraint Devices: General Requirements:
 - .1 Ductile iron castings to ASTM A536.
 - .2 Anti-corrosion coating of ductile iron castings to AWWA C219, AWWA C210, AWWA C213 or AWWA C550 as specified in Contract Documents.
 - .3 Bolts and nuts high strength low alloy steel to AWWA C111 or as specified in Contract Documents, stainless steel to ASTM F593 or ASTM F738 for bolts and ASTM F594 or ASTM F836M for heavy hex nuts. Rolled threads, fit and dimensions to AWWA C111.
 - .4 Tie rods to 2.1.4.8.
 - .5 Restrained harnesses or integral restraint systems manufactures as part of the pipe joint as specified in Contract Documents.
- .12 Repair clamps shall be constructed of 18-8 stainless steel passivated for corrosion resistance. Stainless steel components shall be Type 304 or 304L. All surfaces including weld areas shall be thoroughly cleaned of scale, grease or other contaminants. Welding must be performed in a controlled environment to prevent sensitization. Nuts and bolts shall be Type 304 18-8 stainless steel 5/8 x 11 NC rolled thread lubricated to prevent galling. Gasket shall be SBR (Buna) rubber per ASTM D2000.

2.2 VALVES AND VALVE BOXES

- .1 Valves to open counter clockwise.

- .2 Gate valves: to ANSI/AWWA C509-09, standard iron body, resilient seated, bronze mounted wedge valves with non-rising stems, suitable for 1380 kPa with flanged joints.
- .3 Cast iron valve boxes: two piece surface bearing.
 - .1 Base to be large square with minimum dimension 300 mm x 300 mm.
 - .2 Top of box to be marked "WATER".
- .4 Ball valves:
 - .1 50 mm and smaller, screwed, Class 600 (4140 kPa), forged brass body; chrome plated, full port ball; PTFE seats; blow out proof stem.

2.3 PIPE BEDDING AND SURROUND MATERIAL

- .1 As indicated on drawing and to Section 31 23 33.01 – Excavation Trenching and Backfilling.

2.4 BACKFILL MATERIAL

As indicated on drawings and to Section 31 23 33.01 - Excavating, Trenching and Backfilling.

2.5 PIPE DISINFECTION

- .1 Sodium hypochlorite or Calcium hypochlorite to ANSI/AWWA B300 or Liquid chlorine to ANSI/AWWA B301 to disinfect water mains.
- .2 Disinfect water mains in accordance with ANSI/AWWA C651.

Part 3 Execution

3.1 EXAMINATION

- .1 Verification of Conditions: verify that conditions of substrate previously installed under other Sections or Contracts are acceptable for distribution piping installation in accordance with manufacturer's written instructions.
 - .1 Visually inspect substrate in presence of Departmental Representative.
 - .2 Inform Departmental Representative of unacceptable conditions immediately upon discovery.
 - .3 Proceed with installation only after unacceptable conditions have been remedied and after receipt of written approval to proceed from Departmental Representative.

3.2 SHOP FABRICATIONS

- .1 Stainless steel fabrication shall be in an approved fabrication shop set up to handle, fabricate and weld stainless steel pipe using handling procedures to eliminate carbon and/or iron contamination of the stainless steel. Field welding is only permitted with prior consent of Departmental Representative.
 - .1 Welds shall be prepared by using only stainless steel tools.
 - .2 Tools used on previous carbon steel products are not permitted.

- .3 Wire brushes and wheels shall be 300 series for use on austenitic and nickel alloys.
- .2 Post Weld Cleaning: All welds shall be pickled and passivated in accordance with ANSI/AWWA C220, ASTM A380, and ASTM A967. All Pickling solutions and pastes shall be certified under NSF 61.
 - .1 Small assemblies shall be immersed in a liquid bath of pickling solution.
 - .2 Large fabrications shall be cleaned with a pickling paste.
 - .3 Any discolouration on the pipes shall be removed by pickling.
 - .4 After completion of pickling, the passivated surface shall be cleaned of all acids by thoroughly washing the pipe with potable water.
- .3 Examinations and tests:
 - .1 General:
 - .1 Perform examinations and tests by specialist qualified to CSA W178.1 and CSA W178.2 and approved by Client Representative.
 - .2 To ANSI/ASME Boiler and Pressure Vessels Code, Section V, CSA B51 and requirements of authority having jurisdiction.
 - .3 Inspect minimum fifty (50%) percent of welds in accordance with "Inspection and Test Plan" by non-destructive visual examination.
 - .2 Hydrostatically test welds to ANSI/ASME B31.3.
 - .3 Visual examinations: include entire circumference of weld externally and wherever possible internally.
 - .4 Failure of visual examinations:
 - .1 Upon failure of more than five (5%) percent of welds by visual examination, perform additional testing as directed by Client Representative of total of up to ten (10%) percent of welds, selected at random by Client Representative by radiographic tests.
- .4 Radiographic tests for piping systems.
 - .1 Radiographic film:
 - .1 Identify each radiographic film with date, location, name of welder, and submit to Client Representative. Replace film if rejected because of poor quality.
 - .2 Interpretation of radiographic films:
 - .1 By qualified radiographer.
 - .3 Failure of radiographic tests:
 - .1 Extend tests to welds by welder responsible when those welds fails tests.
- .5 Defects causing rejection: As described in ANSI/ASME B31.3 and ANSI/ASME Boiler and Pressure Vessels Code

3.3 PREPARATION

- .1 Clean pipes, fittings, valves, flushouts, and appurtenances of accumulated debris and water before installation.

- .1 Inspect materials for defects to approval of Departmental Representative.
- .2 Remove defective materials from site as directed by Departmental Representative.

3.4 TRENCHING

- .1 Do trenching work in accordance with Section 31 23 33.01 - Excavating, Trenching and Backfilling.
- .2 Ensure trench depth allows coverage over pipe of as indicated.
- .3 Trench alignment and depth require Departmental Representative's approval prior to placing bedding material and pipe.

3.5 GRANULAR BEDDING

- .1 Place granular bedding material in uniform layers not exceeding 150 mm compacted thickness.
- .2 Do not place material in frozen condition.
- .3 Shape bed true to grade to provide continuous uniform bearing surface for pipe.
- .4 Shape transverse depressions in bedding as required to suit joints.
- .5 Compact each layer full width of bed to 95 % minimum of corrected maximum dry density to ASTM D1557.
- .6 Fill authorized or unauthorized excavation below design elevation of bottom of specified bedding in accordance with Section 31 23 33.01 - Excavating, Trenching and Backfilling with compacted bedding material.

3.6 PIPE INSTALLATION

- .1 Lay pipes to manufacturer's standard instructions and specifications. Do not use blocks except as specified.
- .2 Join pipes in accordance with manufacturer's recommendations.
- .3 Bevel or taper ends of HDPE pipe to match fittings.
- .4 Handle pipe by methods recommended by pipe manufacturer. Do not use chains or cables passed through pipe bore so that weight of pipe bears on pipe ends.
- .5 Lay pipes on prepared bed, true to line and grade.
 - .1 Ensure pipe is in contact with shaped bed throughout its full length.
 - .2 Take up and replace defective pipe.
 - .3 Correct pipe which is not in true alignment or grade or pipe which shows differential settlement after installation greater than 10 mm in 3 m.
- .6 Keep jointing materials and installed pipe free of dirt and water and other foreign materials.
 - .1 Whenever work is stopped, install a removable watertight bulkhead at open end of last pipe laid to prevent entry of foreign materials.
- .7 Position and join pipes with equipment and methods in accordance with manufacturers recommendations.

- .8 Cut pipes in approved manner as recommended by pipe manufacturer, without damaging pipe or its coating and to leave smooth end at right angles to axis of pipe.
- .9 Align pipes before jointing.
- .10 Install gaskets to manufacturer's recommendations. Support pipes with hand slings or crane as required to minimize lateral pressure on gasket and maintain concentricity until gasket is properly positioned.
- .11 Avoid displacing gasket or contaminating with dirt or other foreign material.
 - .1 Remove disturbed or contaminated gaskets.
 - .2 Clean, lubricate and replace before jointing is attempted again.
- .12 Complete each joint before laying next length of pipe.
- .13 Minimize deflection after joint has been made.
- .14 Apply sufficient pressure in making joints to ensure that joint is completed to manufacturer's recommendations.
- .15 Ensure completed joints are restrained by compacting bedding material alongside and over installed pipes or as otherwise approved by Departmental Representative.
- .16 When stoppage of work occurs, block pipes in an approved manner to prevent creep during down time.
- .17 Recheck plastic pipe joints assembled above ground after placing in trench to ensure that no movement of joint has taken place.
- .18 Do not lay pipe on frozen bedding.
- .19 Do hydrostatic and leakage test and have results approved by Departmental Representative before surrounding and covering joints and fittings with granular material.
- .20 Backfill remainder of trench.

3.7 VALVE INSTALLATION

- .1 Install valves to manufacturer's recommendations at locations as indicated.
- .2 Support valves located in valve boxes or valve chambers by means of concrete located between valve and solid ground. Valves not to be supported by pipe.

3.8 THRUST BLOCKS AND RESTRAINED JOINTS

- .1 Place concrete thrust blocks between valves, tees, plugs, caps, bends, changes in pipe diameter, reducers, hydrants and fittings and undisturbed ground as indicated or as directed by Departmental Representative.
- .2 Keep joints and couplings free of concrete.
- .3 Do not backfill over concrete within 24 hours after placing.
- .4 For restrained joints: only use restrained joints approved by Departmental Representative.

3.9 HYDROSTATIC AND LEAKAGE TESTING

- .1 Do tests in accordance with latest revision of ASTM F2164.
- .2 Provide labour, equipment and materials required to perform hydrostatic and leakage tests hereinafter described.
- .3 Notify Departmental Representative at least 48 hours in advance of proposed tests.
 - .1 Perform tests in presence of Departmental Representative.
- .4 Where section of system is provided with concrete thrust blocks, conduct tests at least 5 days after placing concrete or 2 days if high early strength concrete is used.
- .5 Upon completion of pipe laying and after Departmental Representative has inspected Work in place, surround and cover pipes between joints with approved granular material placed to dimensions indicated.
- .6 Leave hydrants, valves, joints and fittings exposed.
- .7 When testing is done during freezing weather, protect hydrants, valves, joints and fittings from freezing.
- .8 Strut and brace caps, bends, tees, and valves, to prevent movement when test pressure is applied.
- .9 Open valves.
- .10 Expel air from main by slowly filling main with potable water.
 - .1 Install corporation stops or temporary test points at high point in main where no air-vacuum release valves are installed.
 - .2 Remove stops after satisfactory completion of test and seal holes with plugs.
- .11 Thoroughly examine exposed parts and correct for leakage as necessary.
- .12 Apply hydrostatic test pressure of 1724 kPa (250 PSI) minimum based on elevation of lowest point in main and corrected to elevation of test gauge, for period of 1 hour.
- .13 Examine exposed pipe, joints, fittings and appurtenances while system is under pressure.
- .14 Remove joints, fittings and appurtenances found defective and replace with new sound material and make watertight.
- .15 Repeat test until leakage is within specified allowance for full length of water main.

3.10 PIPE SURROUND

- .1 Upon completion of pipe laying and after Departmental Representative has inspected Work in place, surround and cover pipes as indicated.
- .2 Hand place surround material in uniform layers not exceeding 150 mm compacted thickness as indicated.

- .1 Do not dump material within 1m of pipe.
- .3 Place layers uniformly and simultaneously on each side of pipe.
- .4 Do not place material in frozen condition.
- .5 Compact each layer from pipe invert to mid height of pipe to at least 95 % of corrected maximum dry density.
- .6 Compact each layer from mid height of pipe to underside of backfill to at least 95 % of corrected maximum dry density.

3.11 BACKFILL

- .1 Place backfill material, above pipe surround, in uniform layers not exceeding 150 mm compacted thickness up to grades as indicated.
- .2 Do not place backfill in frozen condition.
- .3 Under paving and walks, compact backfill to at least 95 % of corrected maximum dry density.

3.12 FLUSHING AND DISINFECTING

- .1 Flushing and disinfecting operations: witnessed by Departmental Representative.
 - .1 Notify Departmental Representative at least 5 days in advance of proposed date when disinfecting operations will begin.
- .2 Flush water mains through available outlets with a sufficient flow of potable water to produce velocity of 1.5 m/s, within pipe for minimum 10 minutes, or until foreign materials have been removed and flushed water is clear.
- .3 Provide connections and pumps for flushing as required.
- .4 Open and close valves, hydrants and service connections to ensure thorough flushing.
- .5 Disinfect water mains in accordance with latest revision of AWWA C651.

3.13 SURFACE RESTORATION

- .1 After installing and backfilling over water mains, restore surface as indicated in Contract Documents.

3.14 CLEANING

- .1 Progress Cleaning: clean in accordance with Section 00 10 00 –General Instructions.
 - .1 Leave Work area clean at end of each day.

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 RELATED REQUIREMENTS

- .1 Section 01 15 45 – General Safety Section and Fire Requirements.
- .2 Section 01 10 00 - General Instructions.

1.2 REFERENCES

- .1 American Society for Testing and Materials International (ASTM)
 - .1 ASTM C117-04, Standard Test Method for Material Finer than 0.075 mm (No.200) Sieve in Mineral Aggregates by Washing.
 - .2 ASTM C136-05, Standard Test Method for Sieve Analysis of Fine and Coarse Aggregates.
 - .3 ASTM D422-63/2002, Standard Test Method for Particle-Size Analysis of Soils.
 - .4 ASTM D1557-02e1, Standard Test Methods for Laboratory Compaction Characteristics of Soil Using Modified Effort (56,000 ft-lbf/ft³) (2,700 kN-m/m³).
 - .5 ASTM D4318-05, Standard Test Methods for Liquid Limit, Plastic Limit, and Plasticity Index of Soils.
- .2 Canadian General Standards Board (CGSB)
 - .1 CAN/CGSB-8.1-88, Sieves, Testing, Woven Wire, Inch Series.
 - .2 CAN/CGSB-8.2-M88, Sieves, Testing, Woven Wire, Metric.
- .3 Canadian Standards Association (CSA International)
 - .1 CAN/CSA-A3000-03, Cementitious Materials Compendium (Consists of A3001, A3002, A3003, A3004 and A3005).
 - .1 CSA-A3001-03, Cementitious Materials for Use in Concrete.
 - .2 CSA-A23.1/A23.2-04, Concrete Materials and Methods of Concrete Construction/Methods of Test and Standard Practices for Concrete.

1.3 DEFINITIONS

- .1 Excavation classes: two classes of excavation will be recognized; common excavation and rock excavation.
 - .1 Rock : solid material in excess of 1.00 m ; and which cannot be removed by means of heavy duty mechanical excavating equipment with 0.95 to 1.15 m; bucket. Frozen material not classified as rock.
 - .2 Common excavation: excavation of materials of whatever nature, which are not included under definitions of rock excavation.
 - .2 Unclassified excavation: excavation of deposits of whatever character encountered in Work.
 - .3 Topsoil:
 - .1 Material capable of supporting good vegetative growth and suitable for use in top dressing, landscaping and seeding.
 - .2 Material reasonably free from subsoil, clay lumps, brush, objectionable weeds, and other litter, and free from cobbles, stumps, roots, and other objectionable material larger than 25 millimeters in any dimension.
-

- .4 Waste material: excavated material unsuitable for use in Work or surplus to requirements.
- .5 Borrow material: material obtained from locations outside area to be graded, and required for construction of fill areas or for other portions of Work.
- .6 Recycled fill material: material, considered inert, obtained from alternate sources and engineered to meet requirements of fill areas.
- .7 Unsuitable materials:
 - .1 Weak, chemically unstable, and compressible materials.
 - .2 Frost susceptible materials:
 - .1 Fine grained soils with plasticity index less than 10 when tested to ASTM D4318, and gradation within limits specified when tested to ASTM D422 and ASTM C136 : Sieve sizes to CAN/CGSB-8.1 CAN/CGSB-8.2.
 - .2 Table:

Sieve Designation	% Passing
2.00 mm	100
0.10 mm	45 - 100
0.02 mm	10 - 80
0.005 mm	0 - 45
 - .3 Coarse grained soils containing more than 20 % by mass passing 0.075 mm sieve.
- .8 Unshrinkable fill: very weak mixture of cement, concrete aggregates and water that resists settlement when placed in utility trenches, and capable of being readily excavated.

1.4 ACTION AND INFORMATIONAL SUBMITTALS

- .1 Make submittals in accordance with Section 00 10 00 – General Instructions.
- .2 Quality Control:
 - .1 Submit condition survey of existing conditions as described in EXISTING CONDITIONS article of this Section.
 - .2 Submit for review by Departmental Representative proposed dewatering methods as described in PART 3 of this Section.
 - .3 Submit to Departmental Representative written notice when bottom of excavation is reached.
 - .4 Submit to Departmental Representative testing inspection results report as described in PART 3 of this Section.
- .3 Preconstruction Submittals:
 - .1 Submit construction equipment list for major equipment to be used in this section prior to start of Work.
 - .2 Submit records of underground utility locates, indicating: location plan of existing utilities as found in field.
- .4 Samples:
 - .1 Submit samples in accordance with Section 00 10 00 General Instructions.
 - .2 Inform Departmental Representative at least 2 weeks prior to beginning Work, of proposed source of fill materials and provide access for sampling.
 - .3 Submit testing report (gradation curves) of proposed bedding materials 2 weeks prior to beginning work.

1.5 QUALITY ASSURANCE

- .1 Qualification Statement: submit proof of insurance coverage for professional liability.
- .2 Submit design and supporting data at least 2 weeks prior to beginning Work.
- .3 Design and supporting data submitted to bear stamp and signature of qualified professional engineer registered or licensed in Province of British Columbia, Canada.
- .4 Keep design and supporting data on site.
- .5 Engage services of qualified professional Engineer who is registered or licensed in Province British Columbia, Canada in which Work is to be carried out to design and inspect cofferdams, shoring, bracing and underpinning required for Work.
- .6 Do not use soil material until written report of soil test results are reviewed and approved by Departmental Representative.
- .7 Health and Safety Requirements:
 - .1 Do construction occupational health and safety in accordance with Section 00 15 45 – General Safety Section and Fire Requirements.

1.6 WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL

- .1 Separate waste materials for reuse and recycling in accordance with Section 00 10 00 General Instructions.
- .2 Collect and separate for disposal paper, plastic, polystyrene, corrugated cardboard, packaging material in appropriate on-site bins for recycling in accordance with Waste Management Plan.
- .3 Place materials defined as hazardous or toxic in designated containers.
- .4 Divert unused aggregate materials from landfill to facility for reuse as approved by Department Representative.
- .5 Dispose of unused paint and paint thinner materials at official hazardous material collections site as approved by Department Representative.
- .6 Fold up metal banding, flatten and place in designated area for recycling.
- .7 Do not dispose of unused paint thinner material into sewer system, into streams, lakes, onto ground or in other location where it will pose health environmental hazard.
- .8 Divert unused asphalt from landfill to facility capable of recycling materials
- .9 Dispose of waste materials at suitable off-site disposal facility in accordance with all applicable regulations.

1.7 EXISTING CONDITIONS

- .1 Buried services:
 - .1 Before commencing work verify location of buried services on and adjacent to site.
 - .2 Arrange with appropriate authority for relocation of buried services that interfere with execution of work: pay costs of relocating services.
 - .3 Remove obsolete buried services within 2 m of structures: cap cut-offs.
 - .4 Size, depth and location of existing utilities and structures as indicated are for guidance only. Completeness and accuracy are not guaranteed.
-

- .5 Prior to beginning excavation Work, notify Departmental Representative establish location and state of use of buried utilities and structures. Clearly mark such locations to prevent disturbance during Work.
- .6 Confirm locations of buried utilities by soil hydrovac methods or careful test excavations.
- .7 Maintain and protect from damage, water, sewer, gas, electric, telephone and other utilities and structures encountered.
- .8 Where utility lines or structures exist in area of excavation, obtain direction of Departmental Representative before removing or re-routing.
- .9 Record location of maintained, re-routed and abandoned underground lines.
- .10 Confirm locations of recent excavations adjacent to area of excavation.
- .2 Existing buildings and surface features:
 - .1 Conduct, with Departmental Representative, condition survey of existing buildings, trees and other plants, lawns, fencing, service poles, wires, pavement, survey bench marks and monuments which may be affected by Work.
 - .2 Protect existing buildings and surface features from damage while Work is in progress. In event of damage, immediately make repair as directed by Departmental Representative.
 - .3 Where required for excavation, cut roots or branches as directed by Departmental Representative.

Part 2 Products

2.1 MATERIALS

- .1 Granular Base and Sand: properties in accordance with the following requirements:
 - .1 Crushed gravel or sand.
 - .2 Gradations to be within limits specified when tested to ASTM C136 and ASTM C117. Sieve sizes to CAN/CGSB-8.1 CAN/CGSB-8.2.
 - .3 Table:

Sieve Designation	% Passing	
	Granular Base	Sand
19 mm	100	-
12.5 mm	75 -100	100
9.5 mm	60 - 90	-
4.75 mm	40 - 70	35-100
2.36 mm	27 – 55	20-70
2.00 mm	-	-
1.18 mm	16 – 42	13-50
0.600 mm	8 – 30	8-35
0.425 mm	10-25	-
0.300 mm	5 – 20	5-25
0.180 mm	-	-
0.150 mm	-	2-15
0.075 mm	2 - 8	0-6
- .2 Unshrinkable fill: proportioned and mixed to provide:
 - .1 Maximum compressive strength of 0.4 MPa at 28 days.
 - .2 Maximum cement content of 25 kg/m ; to CSA-A3001, Type GU.

- .3 Minimum strength of 0.07MPa at 24 h.
- .4 Concrete aggregates: to CSA-A23.1/A23.2.
- .5 Cement: Type GU.
- .6 Slump: 160 to 200 mm.
- .3 Shearmat: honeycomb type bio-degradable cardboard 100 mm thick, treated to provide sufficient structural support for poured concrete until concrete cured.

Part 3 Execution

3.1 TEMPORARY EROSION AND SEDIMENTATION CONTROL

- .1 Provide temporary erosion and sedimentation control measures to prevent soil erosion and discharge of soil-bearing water runoff or airborne dust to adjacent properties and walkways, according to sediment and erosion control drawings, specific to site, that complies with EPA 832/R-92-005 or requirements of authorities having jurisdiction, whichever is more stringent.
- .2 Inspect, repair, and maintain erosion and sedimentation control measures during construction until permanent vegetation has been established.
- .3 Remove erosion and sedimentation controls and restore and stabilize areas disturbed during removal.

3.2 SITE PREPARATION

- .1 Remove obstructions, ice and snow, from surfaces to be excavated within limits indicated.
- .2 Cut pavement or sidewalk neatly along limits of proposed excavation in order that surface may break evenly and cleanly.

3.3 PREPARATION/PROTECTION

- .1 Protect existing features in accordance with applicable local regulations.
- .2 Keep excavations clean, free of standing water, and loose soil.
- .3 Where soil is subject to significant volume change due to change in moisture content, cover and protect to Departmental Representative.
- .4 Protect natural and man-made features required to remain undisturbed. Unless otherwise indicated or located in an area to be occupied by new construction, protect existing trees from damage.
- .5 Protect buried services that are required to remain undisturbed.

3.4 STRIPPING OF TOPSOIL

- .1 Begin topsoil stripping of areas as indicated after area has been cleared of brush, weeds, grasses and removed from site.
 - .2 Strip topsoil to depths as indicated.
 - .1 Do not mix topsoil with subsoil.
 - .3 Stockpile in locations as directed by Departmental Representative.
-

- .1 Stockpile height not to exceed 2 m and should be protected from erosion.
- .4 Dispose of unused topsoil off site.

3.5 STOCKPILING

- .1 Stockpile fill materials in areas designated by Departmental Representative.
 - .1 Stockpile granular materials in manner to prevent segregation.
- .2 Implement sufficient erosion and sediment control measures to prevent sediment release off construction boundaries and into water bodies.

3.6 SHORING, BRACING AND UNDERPINNING

- .1 Maintain sides and slopes of excavations in safe condition by appropriate methods and in accordance with WorkSafe BC and Section 00 15 45 General Safety Section and Fire Requirements.
 - .1 Where conditions are unstable, Departmental Representative to verify and advise methods.
- .2 Construct temporary Works to depths, heights and locations as indicated by Departmental Representative.
- .3 During backfill operation:
 - .1 Unless otherwise indicated or directed by Departmental Representative, remove sheeting and shoring from excavations.
 - .2 Do not remove bracing until backfilling has reached respective levels of such bracing.
 - .3 Pull sheeting in increments that will ensure compacted backfill is maintained at elevation at least 500 mm above toe of sheeting.
- .4 When sheeting is required to remain in place, cut off tops at elevations as indicated.
- .5 Upon completion of substructure construction:
 - .1 Remove shoring and bracing.

3.7 DEWATERING

- .1 Keep excavations free of water while Work is in progress.
 - .2 Provide for Departmental Representative review, details of proposed dewatering methods where required.
 - .3 Avoid excavation below groundwater table if quick condition or heave is likely to occur.
 - .4 Protect open excavations against flooding and damage due to surface run-off.
 - .5 Dispose of water in accordance with applicable environmental regulations and local by-laws to approved runoff areas and in manner not detrimental to public and private property, or portion of Work completed or under construction.
 - .1 Provide and maintain temporary drainage ditches and other diversions outside of excavation limits.
 - .6 Provide flocculation tanks, settling basins, or other treatment facilities to remove suspended solids or other materials before discharging to storm sewers, watercourses or drainage areas.
-

3.8 EXCAVATION

- .1 Advise Departmental Representative at least 7 days in advance of excavation operations. Excavate to lines, grades, elevations and dimensions as indicated.
- .2 Remove concrete, masonry, paving, walks, demolished foundations and rubble and other obstructions encountered during excavation offsite.
- .3 Excavation must not interfere with bearing capacity of adjacent foundations.
- .4 Do not disturb soil within branch spread of trees or shrubs that are to remain.
 - .1 If excavating through roots, excavate by hand and cut roots with sharp axe or saw.
- .5 For trench excavation, unless otherwise authorized by Departmental Representative in writing, do not excavate more than 30 m of trench in advance of installation operations and do not leave open more than 5 m at end of day's operation. Open trenches to be plated or suitable barricaded.
- .6 Keep excavated and stockpiled materials safe distance away from edge of trench as directed by Departmental Representative.
- .7 Restrict vehicle operations directly adjacent to open trenches.
- .8 Dispose of surplus and unsuitable excavated material offsite at approved facility.
- .9 Do not obstruct flow of surface drainage or natural watercourses.
- .10 Earth bottoms of excavations to be undisturbed soil, level, free from loose, soft or organic matter.
- .11 Notify Departmental Representative when bottom of excavation is reached.
- .12 Obtain Departmental Representative approval of completed excavation.
- .13 Remove unsuitable material from trench bottom including those that extend below required elevations to extent and depth as directed by Departmental Representative.
- .14 Correct unauthorized over-excavation as with granular base compacted to not less than 95% Modified Proctor maximum dry density.
- .15 Hand trim, make firm and remove loose material and debris from excavations.
 - .1 Where material at bottom of excavation is disturbed, compact foundation soil to density at least equal to undisturbed soil.
 - .2 Clean out rock seams and fill with concrete mortar or grout to approval of Departmental Representative.

3.9 FILL TYPES AND COMPACTION

- .1 Use types of fill as indicated on drawings. Compaction densities are percentages of maximum densities obtained from ASTM D1557.
- .2 When requested by Departmental Representative, Contractor to pay for and provide compaction test results.

3.10 BEDDING AND SURROUND OF UNDERGROUND SERVICES

- .1 Place and compact granular material for bedding and surround of underground services as indicated.
 - .2 Place bedding and surround material in unfrozen condition.
-

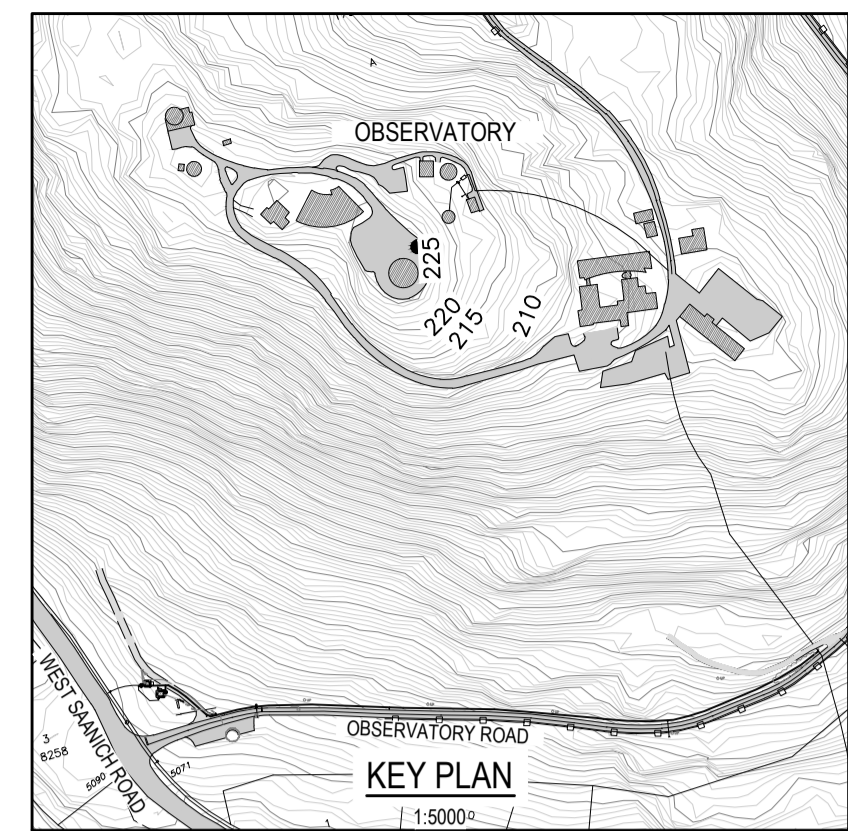
3.11 BACKFILLING

- .1 Do not proceed with backfilling operations until completion of following:
 - .1 Departmental Representative has inspected and approved installations.
 - .2 Departmental Representative has inspected and approved of construction below finish grade.
 - .3 Departmental representative tested and approved compaction of structural fill and approved bearing capacity under footings, as noted on structural drawings.
 - .4 Inspection, testing, approval, and recording location of underground utilities.
 - .5 Removal of concrete formwork.
 - .6 Removal of shoring and bracing; backfilling of voids with satisfactory soil material.
- .2 Areas to be backfilled to be free from debris, snow, ice, water and frozen ground.
- .3 Do not use backfill material which is frozen or contains ice, snow or debris.
- .4 Place backfill material in uniform layers not exceeding 300 mm compacted thickness up to grades indicated. Compact each layer before placing succeeding layer.
- .5 Backfilling around installations:
 - .1 Do not backfill around or over cast-in-place concrete within 24 hours after placing of concrete.
 - .2 Place layers simultaneously on both sides of installed Work to equalize loading. Difference not to exceed 0.150 m.
 - .3 Where temporary unbalanced earth pressures are liable to develop on walls or other structures:
 - .1 Permit concrete to cure for minimum 14 days or until it has sufficient strength to withstand earth and compaction pressure and approval obtained from Departmental Representative.
- .6 Place unshrinkable fill in areas as indicated.
- .7 Consolidate and level unshrinkable fill with internal vibrators.

3.12 RESTORATION

- .1 Upon completion of Work, remove waste materials and debris in accordance with Section 00 10 00 – General Instructions and trim slopes, and correct defects as directed by Departmental Representative.
- .2 Reinstate pavements, gravel surfaces, shoulders and sidewalks disturbed by excavation as indicated
- .3 Reinstate un-travelled areas as indicated.
- .4 Replace topsoil as indicated Clean and reinstate areas affected by Work as directed by Departmental Representative.
- .5 Use temporary plating to support traffic loads over unshrinkable fill for initial 24 hours.
- .6 Protect newly graded areas from traffic and erosion and maintain free of trash or debris.

END OF SECTION



1. ALL CONSTRUCTION AND MATERIALS TO BE IN ACCORDANCE WITH PROJECT SPECIFICATIONS, DETAILS, AND THESE DRAWINGS.
2. CONTRACTOR SHALL BE SOLELY RESPONSIBLE FOR CONSTRUCTION METHODS, TECHNIQUES, SEQUENCES AND PROCEDURES AND FOR THE MAINTENANCE OF THE VARIOUS CONSTRUCTION AREAS.
3. EXISTING SERVICES SHOWN ON THIS DRAWINGS ARE APPROXIMATE ONLY AND CANNOT BE GUARANTEED FOR ACCURACY. CONTRACTOR TO CONFIRM LOCATION OF ALL EXISTING SERVICES IN THE FIELD PRIOR TO CONSTRUCTION.
4. CONTRACTOR TO MAINTAIN VEHICULAR ACCESS ON OBSERVATORY ROAD.
5. CONTRACTOR TO MINIMIZE DAMAGE TO EXISTING ASPHALT. USE OF RUBBER TIRE TRACKED EQUIPMENT AND/OR SUITABLE PROTECTION REQUIRED.
6. CAREFULLY LOCATE EXISTING LANDSCAPE FEATURES, TRAFFIC SIGNS AND OTHER FEATURES TO ACCOMMODATE CONSTRUCTION WORK. ALL EXISTING WORKS TO BE REPAIRED TO AS-FOUND OR BETTER CONDITION. CONTRACT BC-1 (1-800-474-6888), BC HYDRO, SHAW CABLE, AND FORTIS GAS FOR UNDERGROUND UTILITY LOCATIONS PRIOR TO CONSTRUCTION.
7. DISPOSE OF ALL EXCAVATED MATERIAL UNSUITABLE FOR REUSE AT A DESIGNATED OFF-SITE DISPOSAL AREA IN ACCORDANCE WITH ALL APPLICABLE REGULATIONS.
8. ALL ELEVATIONS ARE METRIC ASSUMED DATA.
9. 24 HOUR EMERGENCY CONTACT INFORMATION FOR CONTRACTOR REPRESENTATIVE TO BE PROVIDED TO NRC-DWY AND ENGINEER.
10. UNDESIGNED UTILITY LOCATIONS SHALL NOT BE RECOVERED IN A TIMELY MANNER. CONTRACTOR TO KEEP STANDARD REPAIR COMPONENTS ON SITE AT ALL TIMES. CONTRACTOR TO IMMEDIATELY NOTIFY NRC-DWY AND ENGINEER REPRESENTATIVES OF ANY UNDESIGNED UTILITY LOCATIONS DISCOVERED.
11. ALL ROADS ARE KEPT CLEAR OF DEBRIS ON A REGULAR BASIS.
12. ALL EXISTING ASPHALT TO BE CUT SQUARE WITH ASPHALT SAW.
13. CONSTRUCTION TO BE UNDERTAKEN USING BEST MANAGEMENT PRACTICES FOR STORMWATER TREATMENT. CONTRACTOR IS RESPONSIBLE TO PREPARE AND FOLLOW A STATION ABATEMENT PLAN SUITABLE TO PREVENT CONSTRUCTION FROM ENTERING THE STORM SYSTEM, OVERLAND DRAINAGES, CREEKS AND WETLAND AREAS.
14. REGRADE EXISTING DITCHES AS REQUIRED.

1. CONTRACTOR TO SUBMIT DETAILED WORK PLAN TO NCR-DAVO AND ENGINEER FOR APPROVAL. APPROVAL OF THE WORK PLAN DOES NOT IMPLY THE CONTRACTOR TO INCLUDE DETAILS ON MAINTAINING WATER SERVICE DURING CONSTRUCTION AND ALL TIE-IN WORKS.
2. CONTRACTOR TO BE REGISTERED WITH WORKSAFE BC.
3. CONTRACTOR TO PROVIDE 48-HOUR NOTICE TO NCR-DAVO AND ENGINEER FOR ANY WORKING IN THE VICINITY OF THE WATER MAINS.
4. ALL WATERWORKS CONSTRUCTION AND MATERIALS SHALL BE IN ACCORDANCE WITH PROJECT SPECIFICATIONS AND DRAWINGS.
5. PROVIDE A MINIMUM OF 0.9m COVER FOR ALL NEW WATERMANS. WHERE MINIMUM COVER CANNOT BE OBTAINED DUE TO TRENCH CONDITIONS, CONTRACTOR TO IMMEDIATELY ADVISE THE PROJECT REPRESENTATIVE.
6. WATERMANS SHALL BE MARKED BELOW GRADE USING A METALLIC DETECTABLE REINFORCED UNDERGROUND UTILITY MARKING TAPE. THE TAPE SHALL BE MINIMUM 150mm wide, METALLIC BLUE IN COLOUR AND SHALL BE MARKED "CAUTION WATER LINE BURIED BELOW". THE TAPE IS TO BE LOCATED ON TOP OF THE TRENCH. THE TAPE SHALL BE LOCATED ABOVE THE TOP OF THE PIPE. MARKING TAPE SHALL BE "THORCOTE" OR APPROVED EQUAL.
7. WATERMAIN TO BE PE4710 DR HDPE OR SCH40 345M STEEL AS NOTED.
8. A MINIMUM OF 30m HORIZONTAL CLEAR SEPARATION AND 450mm CLEAR VERTICAL SEPARATION SHALL BE MAINTAINED BETWEEN WATER MAINS AND ALL SANITARY SEWER SERVICES AND DRAIN SERVICES EXCEPT WHERE NOTED AND APPROVED BY THE NCR-DAVO.
9. A MINIMUM OF 30m HORIZONTAL CLEAR SEPARATION AND 450mm CLEAR VERTICAL SEPARATION SHALL BE MAINTAINED BETWEEN WATER SERVICES AND ALL SANITARY SEWER AND DRAIN SERVICES. WHERE A SANITARY SEWER OR STORM DRAIN SERVICE IS LOWER THAN WATER SERVICE BY MORE THAN 450mm IN ELEVATION THE HORIZONTAL OFFSET MAY BE REDUCED TO 15m. THE 15m OFFSET SHALL BE APPROVED BY NCR-DAVO.
10. A MINIMUM OF 10m HORIZONTAL CENTRE TO CENTRE AND 450mm CLEAR VERTICAL SEPARATION SHALL BE MAINTAINED BETWEEN WATER SERVICES AND ELECTRICAL, GAS AND TELEPHONE SERVICES EXCEPT WHERE NOTED AND APPROVED BY NCR-DAVO.
11. CONTRACTOR SHALL CONDUCT A PRESSURE TEST IN ACCORDANCE WITH THE WATER MAINS ACT AND IN THE PRESENCE OF THE ENGINEER. HOPE TO BE TESTED TO LATEST REVISION OF AS/NZS F264.
12. CONTRACTOR SHALL FLUSH AND DISINFECT WATER MAINS IN ACCORDANCE WITH AWWA STANDARDS AND AS APPROVED BY NCR-DAVO AND ENGINEER. WATER MAINS TO BE FLUSHED AND DISINFECTED TO THE LOCATION OF THE WATER MAINS FOR HEALTH TESTS TO BE COLLECTED AND PROCESSED BY ENGINEER.
13. CHLORINE SOLUTIONS SHALL BE NEUTRALIZED IN ACCORDANCE WITH MINISTRY OF THE ENVIRONMENT AND DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS PRIOR TO DISCHARGE TO ANY WATER BODY.
14. THE CONTRACTOR SHALL BE RESPONSIBLE TO LOCATE FOR THE AS CONSTRUCTED DRAWINGS ANY BURIED TIE-POINTS ALONG THE PROPOSED WATERMAIN.

1. ALL TRAFFIC CONTROL TO CONFORM TO MOST CURRENT WORKSPACE BC. MINISTRY OF TRANSPORTATION TRAFFIC CONTROL MANUAL, AND THESE DRAWINGS.
2. PRIOR TO CONSTRUCTION, CONTRACTOR TO PREPARE AND SUBMIT TO MRC-DAVOU A TRAFFIC CONTROL PLAN FOR APPROVAL. CONTRACTOR TO INCLUDE DETAILS OF ALL WORK STOPS AND LANE CLOSURE REQUIREMENTS.
3. PRIOR TO TRAFFIC CONTROL, SIGNAGE, BARRICADES AND ILLUMINATION, AND DETOURAL EQUIPMENT AS REQUIRED TO MAINTAIN TRAFFIC FLOW AND EMERGENCY VEHICLE ACCESS.
4. ALL FLAG PERSONS TO HAVE PROOF OF CERTIFICATION. FLAG PERSONS STRICTLY REQUIRED WHEN ONLY ONE OPEN LANE OF TRAFFIC.

REPLACE EXISTING 1000 SCH80 PVC WATERMAIN WITH 150mmØ PE 4710 DR9 HDPE (250 PSI) ON SAME ALIGNMENT. **CONTRACTOR TO MAINTAIN WATER SERVICE DURING CONSTRUCTION.**

SEE DETAIL THIS SHEET

EXISTING PUMP BUILDINGS

EXISTING WATERMAIN

PARKING AREA

EXISTING GATE

OBSERVATORY ROAD

EXISTING GUARD RAIL

EXISTING CATCHBASIN AND CMP OUTLET

REMOVE TREES AS REQUIRED

EXISTING CATCHBASIN AND CMP OUTLET

EXISTING GATE

EXISTING 1000 WATERMAIN

CONTRACTOR TO EXPOSE EXISTING PIPE AT TIE-IN LOCATION BY HYDROVAC EXCAVATION FOR VERIFICATION BY ENGINEER PRIOR TO CONSTRUCTION. SEE CONNECTION DETAIL.

WOODED WATERMAIN

WEST SAATCH ROAD

5071

W 250 DI

18910

1:750

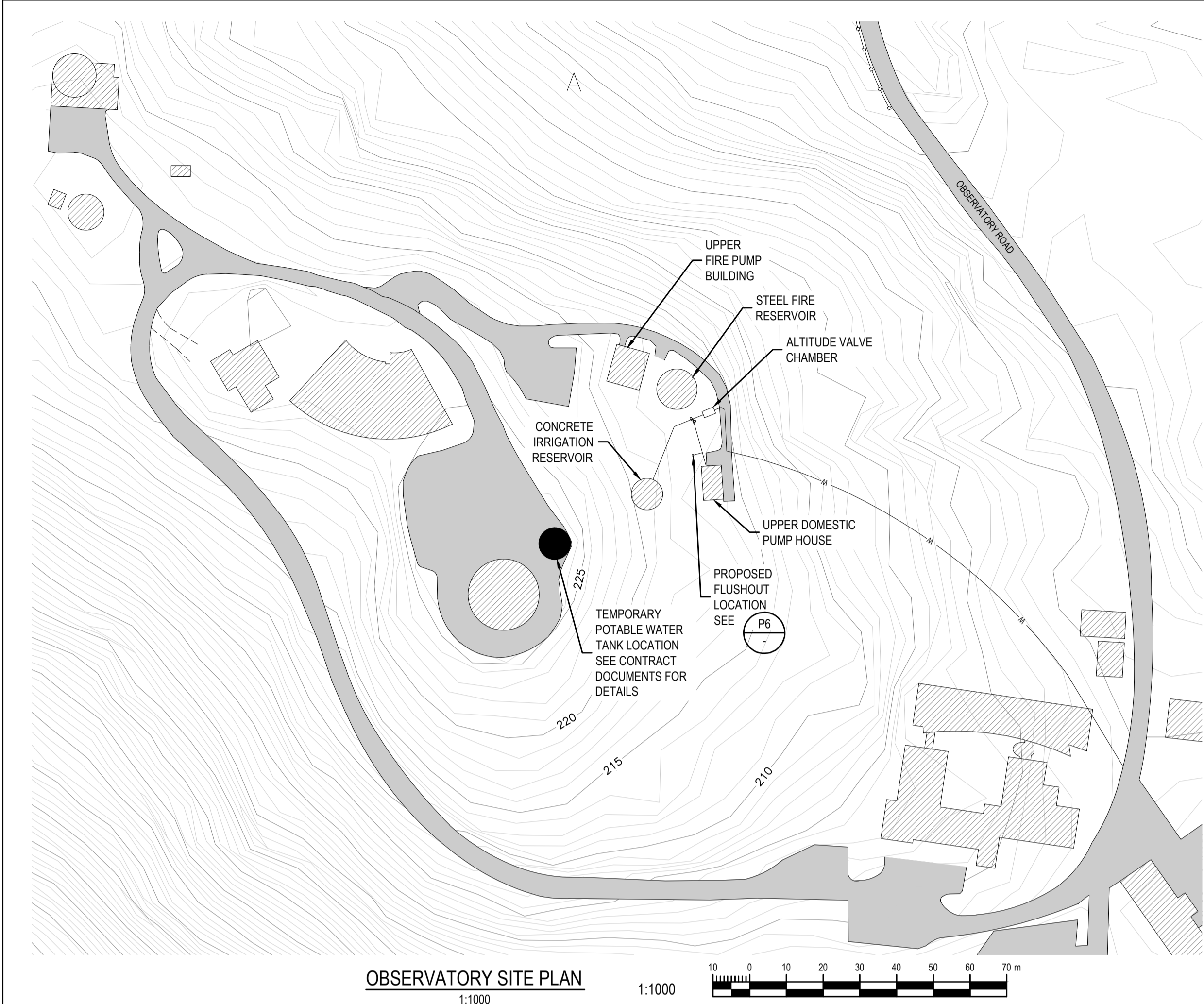
0 10 20mm 40 60 80 100 120 140 160 180 200mm

C

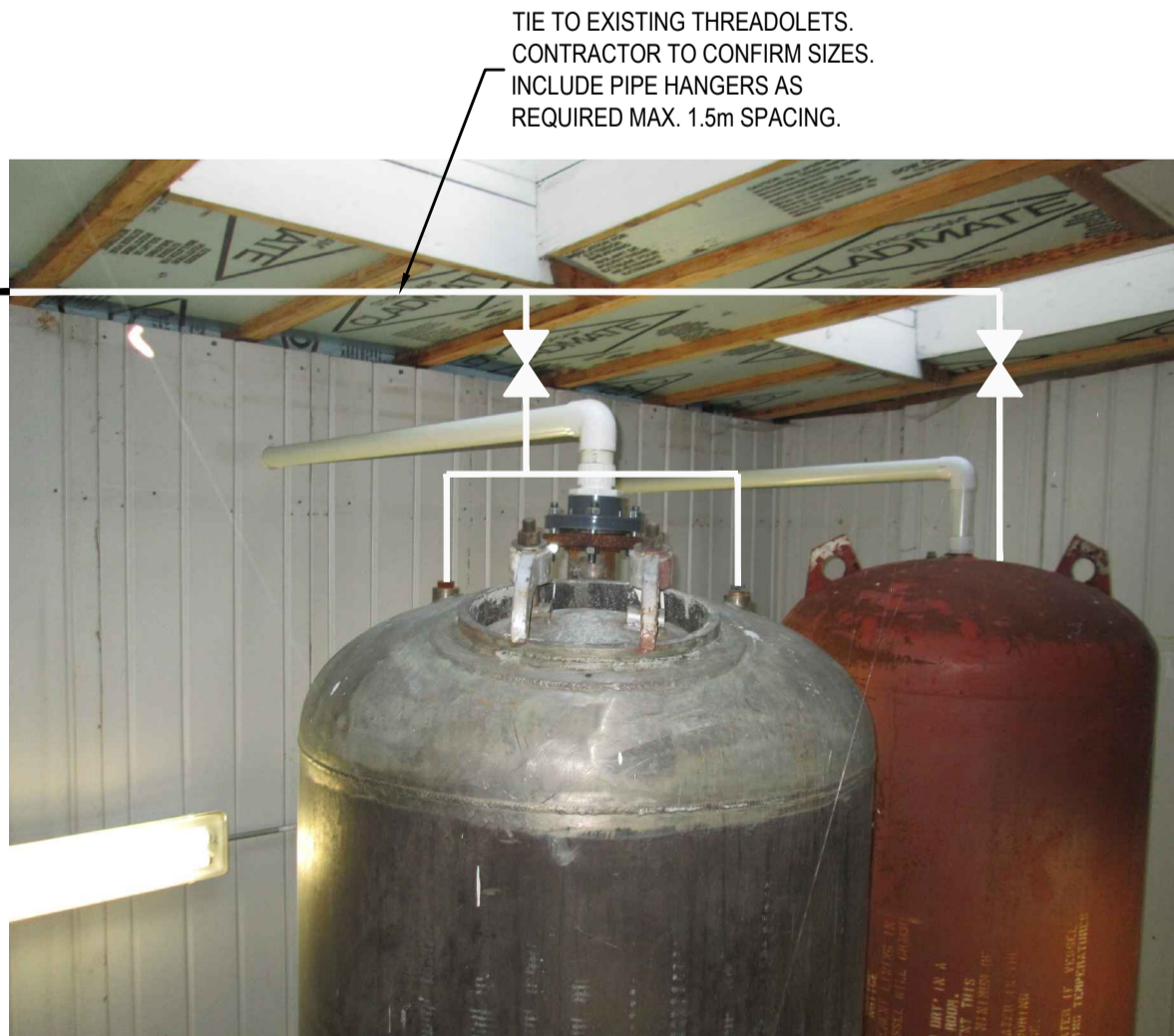
0 10 20 30 40 50 m

Drawing no.	No. du dessin
-------------	---------------





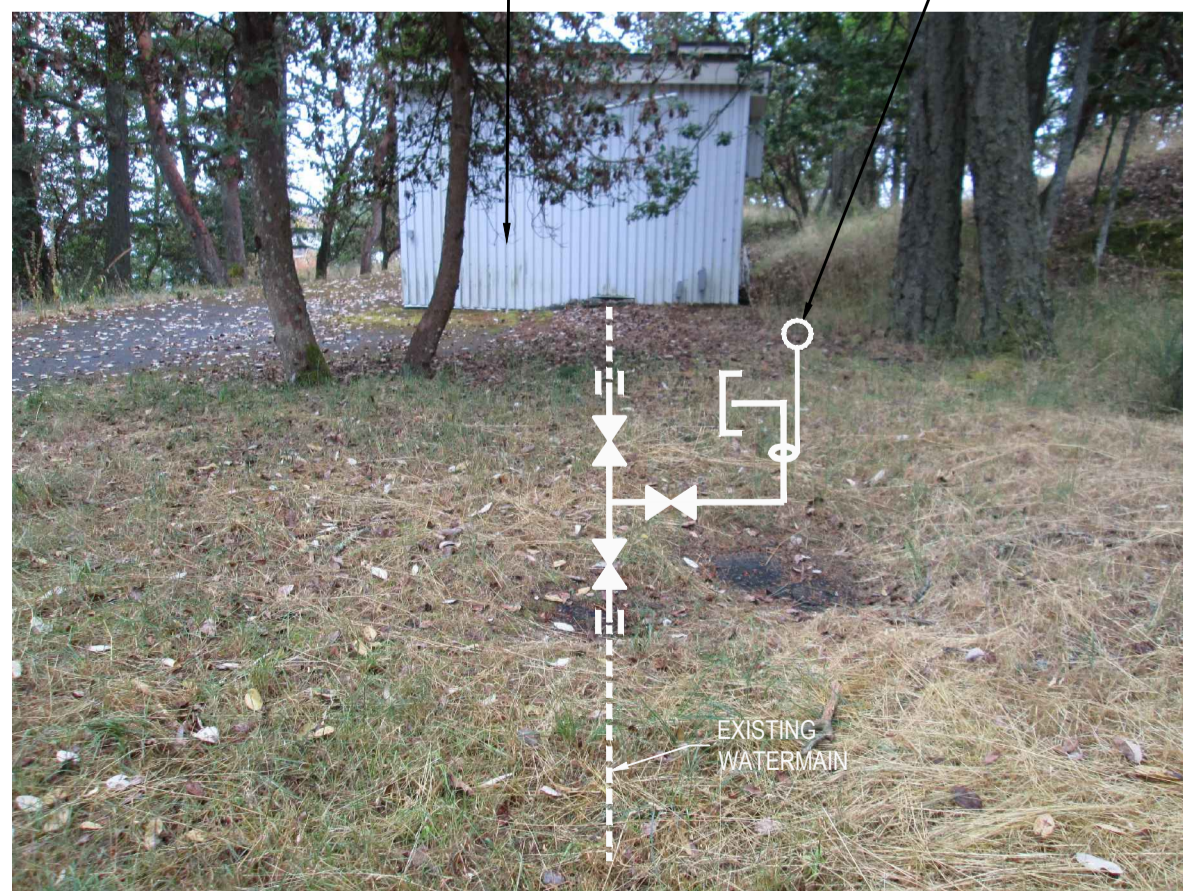
P3 VALVING AND PIPING
UPPER DOMESTIC PUMP HOUSE ROOM 2
(PROVISIONAL)



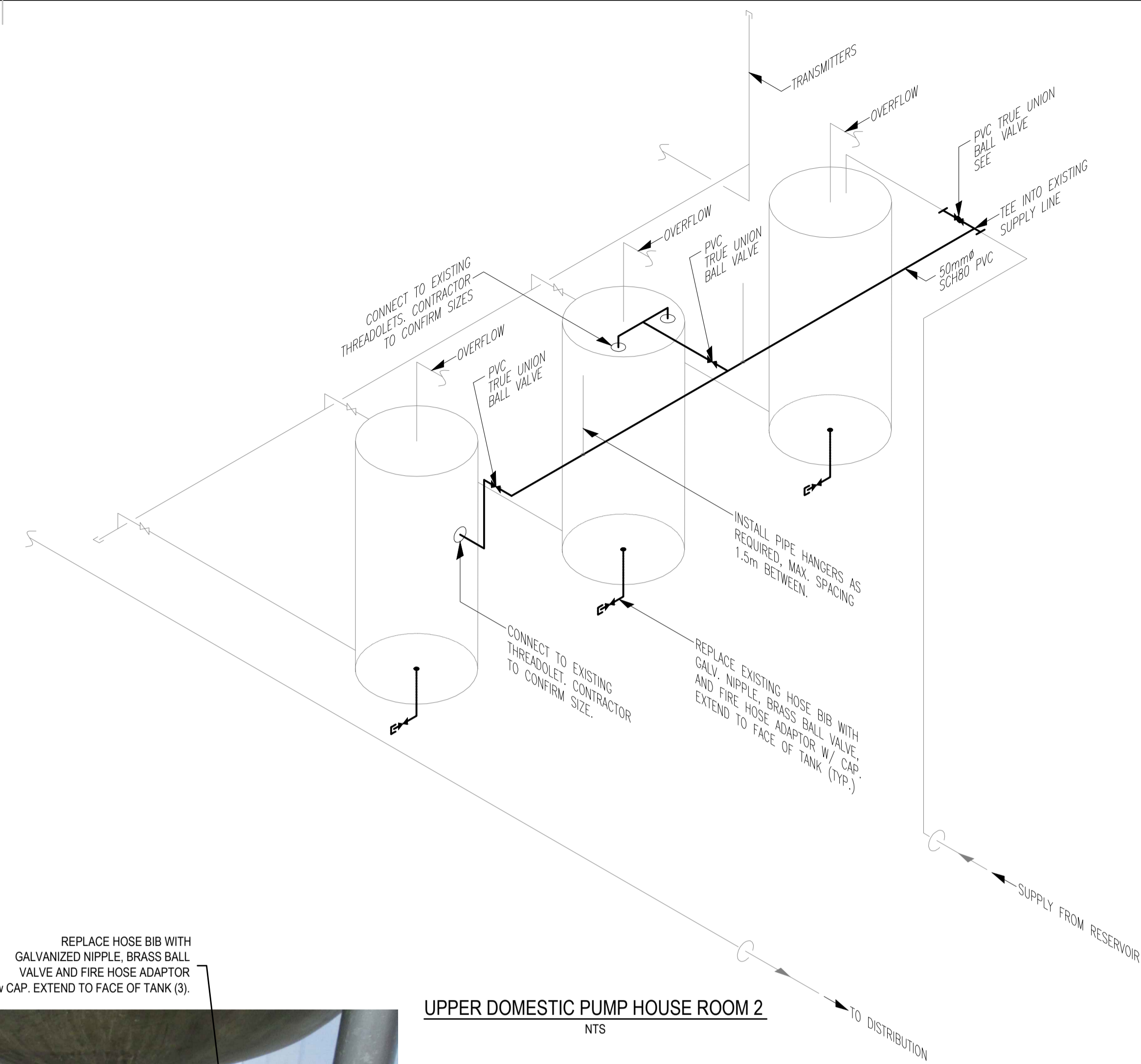
P4 VALVING AND PIPING
UPPER DOMESTIC PUMP HOUSE ROOM 2
(PROVISIONAL)



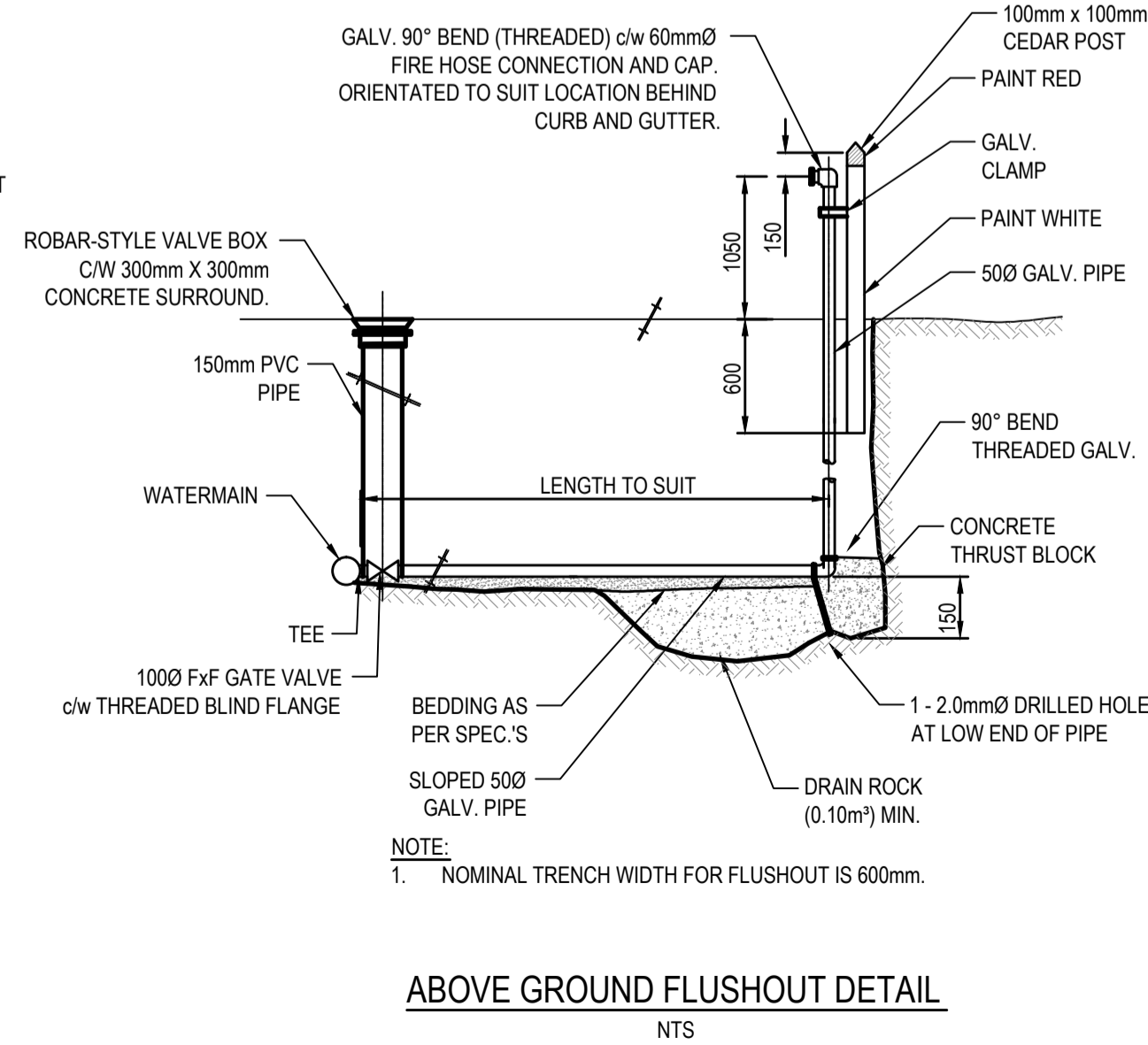
P5 UNDER DRAIN
UPPER DOMESTIC PUMP HOUSE ROOM 2
(PROVISIONAL)



P6 VALVING AND PIPING
UPPER DOMESTIC PUMP HOUSE ROOM 2
(PROVISIONAL)



UPPER DOMESTIC PUMP HOUSE ROOM 2
NTS



ABOVE GROUND FLUSHOUT DETAIL
NTS



Contractor to verify all dimensions & conditions on site and immediately notify the engineer of all discrepancies.

revisions	description	date
2	ISSUED FOR TENDER	25/08/14
1	90% CLIENT REVIEW	14/08/14

A	A detail no. no. du detail	A
C	B location drawing no. sur dessin no.	B
	C drawing no. dessin no.	C

project
DOMINION
ASTROPHYSICAL
OBSERVATORY
(DAOV)
WATERMAIN UPGRADES
project

drawing
UPPER DOMESTIC
PUMP HOUSE
DETAILS AND
ISOMETRIC VIEWS
dessin

Designed By	S.M.C.	Conçu par	
Date	2014/07/16	(yyyy/mm/dd)	
Drawn By	S.G.	Dessiné par	
Date	2014/07/16	(yyyy/mm/dd)	
Reviewed By		Examiné par	
Date		(yyyy/mm/dd)	
Approved By		Approuvé par	
Date		(yyyy/mm/dd)	
Tender		Soumission	

Project Manager	Administrateur de projets
Project no.	No. du projet



MP1 Montant à payer – Généralités

1.1 Sous réserve de toutes autres dispositions du Contrat, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur, aux dates et de la manière énoncées ci-après, le montant par lequel:

1.1.1 l'ensemble des montants prévus à l'article MP2 excède,

1.1.2 l'ensemble des montants prévus à l'article MP3

et l'Entrepreneur accepte le paiement comme paiement final de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.

MP2 Montants payables à l'Entrepreneur

2.1 Les montants mentionnés à l'alinéa MP1.1.1 sont l'ensemble :

2.1.1 des montants prévus dans les Articles de convention; et

2.1.2 le montant, s'il en est, payable à l'Entrepreneur conformément aux Conditions générales.

MP3 Montants payables à Sa Majesté

3.1 Les montants mentionnés à l'alinéa MP1.1.2 sont l'ensemble des montants, s'il en est, que l'Entrepreneur est tenu de payer à Sa Majesté en vertu du Contrat.

3.2 Dans tout paiement fait à l'Entrepreneur, le fait pour Sa Majesté d'omettre de déduire d'un montant mentionné à l'article MP2 un montant mentionné au paragraphe MP3.1 ne peut constituer un abandon de son droit de faire une telle déduction, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'Entrepreneur.

MP4 Date de paiement

4.1 Dans les présentes modalités de paiement :

4.1.1 «période de paiement» signifie un intervalle de 30 jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'Entrepreneur et le représentant ministériel;

4.1.2 un montant est «dû et payable» lorsqu'il doit être versé à l'Entrepreneur par Sa Majesté selon les paragraphes MP4.4, MP4.7 ou MP4.10;

4.1.3 un montant est en souffrance lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable;

4.1.4 «date de paiement» signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le Receveur général du Canada et émis aux fins de paiement;

4.1.5 «taux d'escompte» signifie le taux d'intérêt, fixé par la Banque du Canada, en vigueur à l'ouverture des bureaux à la date de paiement.

4.2 À l'expiration d'une période de paiement, l'Entrepreneur doit remettre au représentant ministériel



une demande d'acompte par écrit et y décrire toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés aux lieux des travaux, mais non incorporés aux travaux, durant la période de paiement faisant l'objet de la demande d'acompte.

- 4.3 Le représentant ministériel, dans les dix jours suivant réception d'une demande d'acompte mentionnée au paragraphe MP4.2 :
 - 4.3.1 fait l'inspection de la partie des travaux et des matériaux qui y sont décrits, et
 - 4.3.2 présente un rapport sur le progrès des travaux, dont le représentant ministériel envoie une copie à l'Entrepreneur, indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans la demande d'acompte que, selon le représentant ministériel :
 - 4.3.2.1 sont conformes aux dispositions du Contrat, et
 - 4.3.2.2 n'étaient visés par aucun autre rapport concernant des travaux du Contrat.
- 4.4 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.5, Sa Majesté, au plus tard 30 heures après la réception par le représentant ministériel de la demande d'acompte mentionnée au paragraphe MP4.2, paie à l'Entrepreneur :
 - 4.4.1 une somme égale à 95% de la valeur indiquée dans le rapport sur le progrès des travaux mentionné à l'alinéa MP4.3.2, si l'Entrepreneur a fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, ou
 - 4.4.2 un montant égal à 90% de la valeur indiquée dans le rapport sur le progrès des travaux mentionné à l'alinéa 4.3.2, si l'Entrepreneur n'a pas fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
- 4.5 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.4, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel,
 - 4.5.1 une déclaration conforme à celle décrite au paragraphe MP4.6, pour les travaux et matériaux visés dans la demande d'acompte prévue au paragraphe MP4.2,
 - 4.5.2 dans le cas de la première demande d'acompte de l'Entrepreneur, un calendrier d'exécution conformément aux parties pertinentes des Devis, et
 - 4.5.3 si un calendrier est exigé, sa mise à jour aux moments précisés dans les parties pertinentes des Devis.
- 4.6 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.5, l'Entrepreneur atteste :
 - 4.6.1 qu'au jour de la demande d'acompte de l'Entrepreneur, l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail, et
 - 4.6.2 qu'au jour de la précédente demande d'acompte, l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-entrepreneurs et ses fournisseurs de matériaux en ce qui concerne les travaux visés par le Contrat.



- 4.7 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.8, Sa Majesté verse à l'Entrepreneur, dans les 30 jours suivant la date de délivrance du Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, la somme mentionnée à l'article MP1, moins l'ensemble :
- 4.7.1 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.4;
 - 4.7.2 du montant égal au coût pour Sa Majesté, estimé par le représentant ministériel de la correction de toutes déficiences dans les travaux et décrites dans le Certificat provisoire d'achèvement; et
 - 4.7.3 du montant égal au coût pour Sa Majesté, estimé par le représentant ministériel de l'achèvement de toute partie des travaux décrite dans le Certificat provisoire d'achèvement ne comportant pas la correction des déficiences visées par l'alinéa MP4.7.2.
- 4.8 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.7, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel,
- 4.8.1 une déclaration conforme à celle décrite au paragraphe MP4.9 relativement au Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, et
 - 4.8.2 s'il est précisé dans les parties pertinentes des Devis, une mise à jour du calendrier d'exécution mentionné à l'alinéa MP4.5.2 qui, en plus des exigences énoncées, soit suffisamment détaillé concernant l'achèvement des travaux non-terminés et la correction de tous les défauts, le tout à la satisfaction du représentant ministériel.
- 4.9 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.8, l'Entrepreneur atteste qu'au jour de l'émission du Certificat provisoire d'achèvement :
- 4.9.1 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail;
 - 4.9.2 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-entrepreneurs et ses fournisseurs de matériaux en ce que concerne les travaux visés par le Contrat; et
 - 4.9.3 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations mentionnées au paragraphe CG14.6.
- 4.10 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.11, Sa Majesté verse à l'Entrepreneur, dans les 60 jours suivant la date de délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, la somme mentionnée à l'article MP1, moins l'ensemble :
- 4.10.1 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.4, et
 - 4.10.2 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.7.
- 4.11 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.10, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel une déclaration conforme



à celle décrite au paragraphe MP4.12.

- 4.12 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.11, l'Entrepreneur atteste, outre les mentions requises en vertu du paragraphe MP4.9, que l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a satisfait à toutes les réclamations légales formulées contre lui par suite de l'exécution des travaux.

MP5 Le rapport sur le progrès des travaux et le paiement y afférent ne lient pas Sa Majesté

- 5.1 Ni le rapport sur le progrès des travaux mentionné au paragraphe MP4.3, ni les paiements effectués par Sa Majesté en conformité des Modalités ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et les matériaux sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes au Contrat.

MP6 Retard du paiement

- 6.1 Nonobstant l'article CG7, le retard apporté par Sa Majesté à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu du présent Contrat, ne constitue pas un bris du Contrat.
- 6.2 Sa Majesté versera, sans que l'Entrepreneur le demande, des intérêts simples au taux d'escompte plus 1 ¼ p. 100 sur les montants en souffrance en vertu de l'alinéa MP4.1.3, intérêts qui s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date de paiement, sauf que
- 6.2.1 les intérêts se seront ni exigibles ni versés à moins que le montant dont il est question au paragraphe MP6.2 ait été en souffrance pendant plus de 15 jours suivant :
- 6.2.1.1 la date à laquelle ladite somme est devenue due et payable, ou
- 6.2.1.2 la date de réception par le représentant ministériel de la déclaration conforme à celle décrite aux paragraphes MP4.5, MP4.8 ou MP4.11;
- selon la plus avancée de ces deux dates, et
- 6.2.2 les intérêts ne seront ni exigibles ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

MP7 Droit de compensation

- 7.1 Sans restreindre tout droit de compensation ou de retenue découlant explicitement ou implicitement de la loi ou d'une disposition quelconque du Contrat, Sa Majesté peut opérer compensation de toute somme due par l'Entrepreneur à Sa Majesté en vertu du Contrat ou de tout contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par Sa Majesté à l'Entrepreneur en vertu du Contrat.
- 7.2 Pour les fins du paragraphe MP7.1, l'expression «contrat en cours» signifie un contrat entre Sa Majesté et l'Entrepreneur :
- 7.2.1 en vertu duquel l'Entrepreneur est légalement obligé d'exécuter ou de fournir du travail,



de la main-œuvre ou des matériaux; ou

- 7.2.2 à l'égard duquel Sa Majesté a, depuis la date à laquelle les présents Articles de convention sont intervenus, exercé le droit de retirer à l'Entrepreneur les travaux faisant l'objet du contrat.

MP8 Paiement en cas de résiliation

- 8.1 En cas de résiliation du Contrat conformément à l'article CG41, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur le plus tôt possible eu égard aux circonstances, tout montant qui lui est légalement dû et payable.

MP9 Intérêts sur les réclamations réglées

- 9.1 Sa Majesté versera à l'Entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen plus q $\frac{1}{4}$ p. 100 à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date de paiement.
- 9.2 Aux fins du paragraphe MP9.1:
- 9.2.1 une réclamation est réputée être réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le représentant ministériel et l'Entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par Sa Majesté et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé;
- 9.2.2 le «taux d'escompte moyen» signifie le taux d'intérêt moyen, fixé par la Banque du Canada, en vigueur à la fin de chaque mois civil au cours de la période pendant laquelle la réclamation réglée était impayée;
- 9.2.3 une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et payable conformément au Contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 9.3 Aux fins de l'Article MP9, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujéti à des négociations entre Sa Majesté et l'Entrepreneur en vertu du Contrat.



Article	Page	Titre
CG1	1	Interpretation
CG2	2	Successeurs et ayants droit
CG3	2	Cession du Contrat
CG4	2	Sous-traitance par l'Entrepreneur
CG5	2	Modifications
CG6	3	Nulle obligation implicite
CG7	3	Caractère essentiel des délais et échéances
CG8	3	Indemnisation par l'Entrepreneur
CG9	3	Indemnisation par Sa Majesté
CG10	3	Interdiction aux députés de la Chambre des communes de tirer profit d'un contrat
CG11	4	Avis
CG12	4	Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par Sa Majesté
CG13	5	Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de Sa Majesté
CG14	5	Permis et taxes payables
CG15	6	Exécution des travaux sous la direction du représentant ministériel
CG16	6	Coopération avec d'autres Entrepreneurs
CG17	7	Vérification des travaux
CG18	7	Déblaiement de l'emplacement
CG19	8	Surintendant de l'Entrepreneur
CG20	8	Sécurité nationale
CG21	8	Ouvriers inaptes
CG22	9	Augmentation ou diminution des coûts
CG23	9	Main-d'œuvre et matériaux canadiens
CG24	10	Protection des travaux et des documents
CG25	10	Cérémonies publiques et enseignes
CG26	10	Précautions contre les dommages, la transgression des droits, les incendies, et les autres dangers
CG27	11	Assurances
CG28	11	Indemnité d'assurance
CG29	12	Garantie du contrat
CG30	13	Modifications aux travaux
CG31	13	Interprétation du Contrat par le représentant ministériel
CG32	14	Garantie et rectification des défauts des travaux
CG33	15	Défaut de l'Entrepreneur
CG34	15	Protestations des décisions du représentant ministériel
CG35	15	Changement des conditions du sol – Négligence ou retard de la part de Sa Majesté
CG36	16	Prolongation de délai
CG37	17	Dédommagement pour retard d'exécution
CG38	17	Travaux retirés à l'Entrepreneur
CG39	18	Effet du retrait des travaux à l'Entrepreneur
CG40	19	Suspension des travaux par le Ministre
CG41	19	Résiliation du Contrat
CG42	20	Réclamations contre et obligations de la part de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur
CG43	22	Dépôt de garantie – Confiscation ou remise
CG44	22	Certificats du représentant ministériel
CG45	24	Remise du dépôt de garantie
CG46	24	Précision du sens des expressions figurant aux articles CG47 à CG50
CG47	24	Additions ou modifications au Tableau des prix unitaires
CG48	25	Établissement du coût – Tableau des prix unitaires
CG49	25	Établissement du coût – Négociation
CG50	26	Établissement du coût en cas d'échec des négociations
CG51	27	Registres à tenir par l'Entrepreneur
CG52	27	Conflits d'intérêts
CG 53	28	Situation de l'Entrepreneur

CG1 Interpretation

1.1 Dans le Contrat:

- 1.1.1 tout renvoi à une autre partie du Contrat désignée par des numéros précédés de lettres est censé renvoyer à la partie du Contrat qui est désignée par cette combinaison de lettres et de chiffres, de même qu'à toute autre partie du Contrat qui y est mentionnée ;
- 1.1.2 « Contrat » signifie les documents mentionnés dans les Articles de convention;
- 1.1.3 « garantie du contrat » signifie toute garantie fournie à Sa Majesté par l'Entrepreneur conformément au Contrat;
- 1.1.4 « le représentant ministériel » signifie l'officier ou l'employé de Sa Majesté désigné aux Articles de convention et toute personne autorisée spécialement par le représentant ministériel à accomplir, en son nom, n'importe laquelle des fonctions qui lui sont confiées en vertu du Contrat, et signalée comme tel par écrit à l'Entrepreneur;
- 1.1.5 « matériaux » comprend toutes les marchandises, articles et choses à être fournies par ou pour l'Entrepreneur en vertu du Contrat, pour être incorporés dans les travaux;
- 1.1.6 « Ministre » comprend une personne agissant pour ou, si la charge est sans titulaire, à la place du Ministre ou des personnes lui succédant, de même que son ou leurs adjoints ou représentants dûment nommés aux fins du Contrat;
- 1.1.7 « personne » comprend, sauf lorsque le contexte exige une interprétation différente, une société, une entreprise, une firme, une co-entreprise, un consortium et une corporation;
- 1.1.8 « outillage » comprend les animaux, outils, instruments, machines, véhicules, bâtiments, ouvrages, équipements et marchandises, articles et choses autres que les matériaux, qui sont nécessaires à l'exécution des travaux;
- 1.1.9 « sous-entrepreneur » signifie une personne à qui l'Entrepreneur a, conformément à l'article CG4, confié l'exécution des travaux en tout ou en partie;
- 1.1.10 « surintendant » signifie l'employé de l'Entrepreneur désigné par ce dernier pour remplir les fonctions décrites à l'article CG19;
- 1.1.11 « travaux » comprend, sous réserve de toute stipulation expressément contraire dans le Contrat, tout ce que l'Entrepreneur doit faire, fournir, livrer ou accomplir pour l'exécution du Contrat.

1.2 Sauf quant à ceux apparaissant aux Plans et devis, les en-têtes apparaissent dans le Contrat, ne font pas partie du Contrat, mais y sont uniquement pour fin d'utilité pratique.

1.3 Aux fins de l'interprétation du Contrat, en cas de contradiction ou de divergence entre les Plans et devis et les Conditions générales, les Conditions générales prévalent.

1.4 Dans l'interprétation des Plans et devis, en cas de contradiction ou de divergence entre :

- 1.4.1 les Plans et les devis, les devis prévalent;
- 1.4.2 les plans, les plans tracés à l'échelle la plus grande prévalent; et
- 1.4.3 les dimensions exprimées en chiffres et les dimensions à l'échelle, les dimensions exprimées en chiffres prévalent.

CG2 Successeurs et ayants droit

- 2.1 Le Contrat est au bénéfice des parties au Contrat, de même que de leurs héritiers légaux, exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

CG3 Cession du Contrat

- 3.1 L'Entrepreneur ne peut céder le Contrat, en tout ou en partie, sans le consentement écrit du Ministre.

CG4 Sous-traitance par l'Entrepreneur

- 4.1 Sous réserve des Conditions générales, l'Entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux.
- 4.2 L'Entrepreneur doit aviser le représentant ministériel par écrit de son intention de sous-traiter.
- 4.3 L'avis mentionne au paragraphe CG4.2 doit identifier le sous-entrepreneur de même que la partie des travaux qu'il entend lui confier.
- 4.4 Le représentant ministériel peut s'objecter à la sous-traitance projetée en avisant par écrit l'Entrepreneur dans les six jours suivant la réception par le représentant ministériel de l'avis mentionné au paragraphe CG4.2.
- 4.5 Si le représentant ministériel s'oppose à une sous-traitance en vertu du paragraphe CG4.4, l'Entrepreneur ne peut procéder à la sous-traitance envisagée.
- 4.6 L'Entrepreneur ne peut, sans la permission écrite du représentant ministériel, remplacer un sous-entrepreneur dont il a retenu les services conformément aux Conditions générales.
- 4.7 Tout contrat entre l'Entrepreneur et un sous-entrepreneur doit comporter tous les termes et conditions du Contrat qui sont d'application générale.
- 4.8 Nul contrat entre l'Entrepreneur et un sous-entrepreneur ou nul consentement de le représentant ministériel à tel contrat sera interprété comme relevant l'Entrepreneur de quelque obligation en vertu du Contrat ou comme imposant quelque responsabilité à Sa Majesté.

CG5 Modifications

- 5.1 Nulle modification ou changement à quelque disposition du Contrat aura d'effet avant que d'avoir été consignée par écrit.

CG6 Nulle obligation implicite

- 6.1 Il ne découlera du Contrat aucune disposition ou obligation implicite de la part de Sa Majesté; seules les dispositions expresses du Contrat, stipulées par Sa Majesté, doivent servir de fondement à tout droit contre Sa Majesté.
- 6.2 Le présent Contrat remplace toutes communications, négociations et ententes, écrites ou verbales, concernant les travaux et qui auraient en lieu avant la date du Contrat.

CG7 Caractère essentiel des délais et échéances

- 7.1 Le temps est l'essence même du Contrat.

CG8 Indemnisation par l'Entrepreneur

- 8.1 L'Entrepreneur doit tenir Sa Majesté indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures de la part de quiconque, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables aux activités de l'Entrepreneur, de ses employés, agents, sous-entrepreneurs et sous-entrepreneurs de ces derniers dans l'exécution des travaux faisant l'objet du Contrat, incluant toute contrefaçon ou prétendue contrefaçon d'un brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle.
- 8.2 Aux fins du paragraphe CG8.1, le terme « activités » comprend tout acte ou omission, de même que tout retard à accomplir un acte.

CG9 Indemnisation par Sa Majesté

- 9.1 Sa Majesté, sous réserve des dispositions de la Loi sur la responsabilité de la Couronne, de la Loi sur les brevets et de toute autre loi affectant les droits, pouvoirs, privilèges ou obligations de Sa Majesté, doit tenir l'Entrepreneur indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures découlant de ses activités en vertu du Contrat et directement attribuables à :
- 9.1.1 une absence ou un vice, actuel ou allégué, dans le titre de Sa Majesté concernant l'emplacement des travaux, ou
- 9.1.2 une contrefaçon ou prétendue contrefaçon par l'Entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle, dans l'exécution de tout acte aux fins de Contrat, comportant l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par Sa Majesté à l'Entrepreneur aux fins des travaux.

CG10 Interdiction aux députés de la Chambre des communes de tirer profit d'un contrat

- 10.1 Conformément à la Loi sur le Parlement du Canada, il est expressément interdit à tout membre de la Chambre des communes de posséder quelque part ou intérêt dans le Contrat, ou d'en tirer quelque bénéfice ou profit.

CG11 Avis

- 11.1 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou communication autre qu'un avis suivant le paragraphe CG11.4, qui peut être donné à l'Entrepreneur conformément au Contrat, peut être donné de quelque manière que ce soit.
- 11.2 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou autre communication devant être donné par écrit à une partie ou une autre conformément au Contrat, sera, sous réserve du paragraphe CG11.4, réputé avoir été effectivement donné :
- 11.2.1 à l'Entrepreneur, s'il a été livré personnellement à l'Entrepreneur ou au surintendant de l'Entrepreneur, ou s'il a été envoyé par la poste, par télex ou par télécopieur à l'Entrepreneur, à l'adresse indiquée au paragraphe A4.1; ou
- 11.2.2 à Sa Majesté, s'il a été livré personnellement au représentant ministériel, ou s'il a été envoyé par la poste, par télex ou par télécopieur au représentant ministériel, à l'adresse indiquée à l'alinéa A1.2.1.
- 11.3 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou autre communication donné conformément au paragraphe CG11.2 sera réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties :
- 11.3.1 le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement; ou
- 11.3.2 le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste, et
- 11.3.3 dans les 24 heures suivant sa transmission, s'il lui a été envoyé par télex ou par télécopieur.
- 11.4 S'il est livré personnellement, un avis donné en vertu de l'alinéa CG38.1.1 et des articles CG40 et CG41 sera remis à l'Entrepreneur ou, si l'Entrepreneur est une société, une firme, une co-entreprise ou une corporation, à un agent de l'administration ou à un cadre supérieur.

CG12 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par Sa Majesté

- 12.1 Sous réserve du paragraphe CG12.2, l'Entrepreneur est responsable envers Sa Majesté de toute perte ou dommage, aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers que Sa Majesté a fournis ou placés sous la garde et le contrôle de l'Entrepreneur aux fins du Contrat, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur.
- 12.2 L'Entrepreneur n'est pas responsable envers Sa Majesté de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers dont il est question au paragraphe CG12.1, si

cette perte ou ce dommage est imputable et directement attribuable à l'usure causée par un usage raisonnable.

- 12.3 L'Entrepreneur doit utiliser les matériaux, l'outillage ou les biens immobiliers dont il est question au paragraphe CG12.1, uniquement pour l'exécution du Contrat et pour aucune autre fin.
- 12.4 Lorsqu'après avoir été requis de le faire par le représentant ministériel, l'Entrepreneur n'a pas, dans un délai raisonnable, indemnisé Sa Majesté pour une perte ou un dommage dont il est responsable en vertu du paragraphe CG12.1, le représentant ministériel peut y pouvoir aux frais de l'Entrepreneur, et ce dernier est dès lors responsable envers Sa Majesté des frais en l'occurrence qu'il devra sur demande payer à Sa Majesté.
- 12.5 L'Entrepreneur doit tenir des registres que le représentant ministériel peut de temps à autre exiger des matériaux, de l'outillage et des biens immobiliers visés par le paragraphe CG12.1 et doit, lorsque le représentant ministériel l'exige, établir à la satisfaction de ce dernier que les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

CG13 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de Sa Majesté

- 13.1 Sous réserve du paragraphe CG14.7, tous les matériaux et l'outillage, de même que tout droit de l'Entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges achetés, ou utilisés par l'Entrepreneur pour les travaux deviennent, à compter de l'époque où ils ont été achetés ou utilisés, la propriété de Sa Majesté aux fins des travaux et continuent de l'être :
- 13.1.1 dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que le représentant ministériel déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux; et
- 13.1.2 dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le représentant ministériel déclare que le droit dévolu à Sa Majesté en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.
- 13.2 Les matériaux ou l'outillage appartenant à Sa Majesté en vertu du paragraphe CG13.1 ne doivent pas être enlevés des lieux des travaux, utilisés ou aliénés, sauf pour les travaux, sans le consentement écrit du représentant ministériel.
- 13.3 Sa Majesté n'est pas responsable de toute perte ou de tout dommage aux matériaux ou à l'outillage visés par le paragraphe CG13.1 quelle qu'en soit la cause et l'Entrepreneur est responsable de toute perte ou de tout dommage bien que ces matériaux ou outillage appartiennent à Sa Majesté.

CG14 Permis et taxes payables

- 14.1 L'Entrepreneur doit, dans les 30 jours de la date du Contrat, offrir à l'administration municipale, un montant égal à tous les droits et frais qui seraient payables à l'administration municipale pour les permis de construction, si les travaux étaient exécutés pour une personne autre que Sa Majesté.

- 14.2 Dans les dix jours qui suivent l'offre mentionnée au paragraphe CG14.1, l'Entrepreneur avise le représentant ministériel de sa démanche et du montant de cette offre et lui fait savoir si elle a été acceptée ou non par l'administration municipale.
- 14.3 Si l'administration municipale n'a pas accepté la somme offerte aux termes du paragraphe CG14.1, l'Entrepreneur remet ce montant à Sa Majesté dans les six jours suivant l'expiration du délai fixe au paragraphe CG14.2.
- 14.4 Aux fins des paragraphes CG14.1 et CG14.3, l'expression « administration municipale » signifie une administration qui aurait compétence pour autoriser la construction de l'ouvrage si le propriétaire n'en était pas Sa Majesté.
- 14.5 Nonobstant le lieu de résidence de l'Entrepreneur, l'Entrepreneur versera toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le Contrat.
- 14.6 Conformément à la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.9, l'Entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province où sont effectués les travaux visés par le Contrat, fournira à Sa Majesté une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans ladite province.
- 14.7 Aux fins du paiement de la taxe applicable ou de la fourniture d'une garantie de paiement de la taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le Contrat, l'Entrepreneur doit, malgré le fait que tous les matériaux et outillage, de même que des droits de l'Entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges, sont devenus la propriété de Sa Majesté après la date d'achat, payer, en tant qu'utilisateur ou consommateur, toute taxe applicable payable au moment de l'utilisation desdits matériaux, outillage ou droits de l'Entrepreneur à titre d'utilisateur, conformément aux lois pertinentes, ou fournir une garantie de paiement à cet égard.

CG15 Exécution des travaux sous la direction du représentant ministériel

- 15.1 L'Entrepreneur doit :
- 15.1.1 permettre au représentant ministériel d'avoir accès aux travaux et au chantier en tout temps au cours de l'exécution du Contrat;
 - 15.1.2 communiquer au représentant ministériel tous renseignements qu'il demande concernant l'exécution du Contrat; et
 - 15.1.3 fournir au représentant ministériel toute l'assistance possible dans l'accomplissement de son devoir de veiller à ce que les travaux soient exécutés conformément aux Contrat, de même que dans l'accomplissement de tout autre devoir et dans l'exercice de tout pouvoir qui lui incombe ou qui lui est conféré par le Contrat.

CG16 Coopération avec d'autres Entrepreneurs

- 16.1 Lorsque, de l'avis du représentant ministériel, il est nécessaire d'affecter aux travaux ou au chantier d'autres entrepreneurs ou ouvriers, avec ou sans outillage et matériaux, l'Entrepreneur doit, à la satisfaction du représentant ministériel, leur donner accès aux travaux et coopérer avec

eux dans l'accomplissement de leurs fonctions et obligations.

16.2 Si :

16.2.1 l'affectation aux travaux d'autres entrepreneurs ou ouvriers en vertu du paragraphe CG16.1 ne pouvait être raisonnablement prévue par l'Entrepreneur au moment de la conclusion du Contrat; et

16.2.2 de l'avis du représentant ministériel, l'Entrepreneur a encouru des dépenses additionnelles afin de se conformer au paragraphe CG16.1; et

16.2.3 l'Entrepreneur a donné au représentant ministériel un avis écrit de sa réclamation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de l'affectation d'autres entrepreneurs ou ouvriers aux travaux ou au chantier;

Sa Majesté rembourse à l'Entrepreneur les frais encourus, calculés conformément aux articles CG48 à CG50, pour le travail, de l'outillage et des matériaux additionnels requis.

CG17 Vérification des travaux

17.1 Si, à un moment quelconque après le début des travaux mais avant l'expiration de la période de garantie, le représentant ministériel a des motifs de croire que les travaux ont partie de ceux-ci n'ont pas été exécutés conformément au Contrat, il peut demander qu'une vérification de ces travaux soit effectuée par un expert qu'il désigne.

17.2 Si, par suite d'une vérification conformément au paragraphe CG17.1, il est établi que les travaux n'ont pas été exécutés suivant le Contrat, l'Entrepreneur doit, sur demande, payer à Sa Majesté tous les coûts et toutes les dépenses raisonnables que cette vérification lui aura occasionnés, en plus et sans préjudice aux droits et recours de Sa Majesté sous le Contrat, en droit ou en équité.

CG18 Déblaiement de l'emplacement

18.1 L'Entrepreneur garde les travaux et leur emplacement propres, sans rebuts, ni débris, et respecte à cet égard toute directive du représentant ministériel.

18.2 Avant l'émission du Certificat provisoire mentionné au paragraphe CG44.2, l'Entrepreneur enlève tout l'outillage et tous les matériaux non requis à l'exécution du reste des travaux. Il enlève également tous rebuts et débris et fait en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour leur occupation par les employés de Sa Majesté, sauf indication contraire dans le Contrat.

18.3 Avant l'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, l'Entrepreneur retire des travaux et leur emplacement, l'excédant de l'outillage et des matériaux, de même que tous les rebuts et débris.

18.4 Les obligations qu'imposent à l'Entrepreneur les paragraphes CG18.1 à CG18.3 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux débris laissés par les employés de Sa Majesté, ou par les autres entrepreneurs et leurs employés visés au paragraphe CG16.1.

CG19 Surintendant de l'Entrepreneur

- 19.1 L'Entrepreneur désigne sans délai un surintendant après l'adjudication du Contrat.
- 19.2 L'Entrepreneur communique sans délai au représentant ministériel le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du surintendant désigné en vertu du paragraphe CG19.1.
- 19.3 Le surintendant désigné en vertu du paragraphe CG19.1 à l'entière responsabilité des opérations de l'Entrepreneur dans l'exécution des travaux et il est en outre autorisé à recevoir au nom de l'Entrepreneur, tous avis, consentement, ordre, directive, décision ou toute autre communication qui peut lui être donné en vertu du Contrat.
- 19.4 Pendant les heures de travail et jusqu'à l'achèvement des travaux, l'Entrepreneur doit garder sur les lieux des travaux un surintendant compétent.
- 19.5 À la demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur retire tout surintendant qui, de l'avis du représentant ministériel, est incompetent ou s'est conduit de façon malséante, et il remplace sans délai le surintendant ainsi retiré par un autre surintendant que le représentant ministériel estime acceptable.
- 19.6 Sous réserve du paragraphe CG19.5, l'Entrepreneur ne peut remplacer le surintendant sans le consentement écrit du représentant ministériel.
- 19.7 En cas de contravention par l'Entrepreneur au paragraphe CG19.6, le représentant ministériel peut refuser l'émission de tout Certificat mentionné à l'article CG44 jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au représentant ministériel l'ait remplacé.

CG20 Sécurité nationale

- 20.1 Si le Ministre estime que la sécurité nationale le requiert, il peut ordonner à l'Entrepreneur :
 - 20.1.1 de lui fournir tout renseignement sur des personnes engagées ou devant l'être aux fins du Contrat, et
 - 20.1.2 de retirer des travaux et de leur emplacement toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis du Ministre, comporter un risque pour la sécurité nationale.
- 20.2 Les contrats que l'Entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux, doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombent en vertu des articles CG19, CG20 et CG21.
- 20.3 L'Entrepreneur doit obéir à tout ordre donné par le Ministre suivant le paragraphe CG20.1.

CG21 Ouvriers inaptes

- 21.1 À la demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur retire des travaux toute personne engagée par l'Entrepreneur aux fins des travaux qui, de l'avis du représentant ministériel, est incompétente ou s'est conduite de façon malséante et l'Entrepreneur refuse l'accès à l'emplacement des travaux à une personne ainsi retirée.

CG22 Augmentation ou diminution des coûts

- 22.1 Le montant établi dans les Articles de convention doit être ni augmenté, ni diminué en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût du travail, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.
- 22.2 Nonobstant le paragraphe CG22.1 et l'article CG35, le montant énoncé dans les Articles de convention doit faire l'objet d'un redressement de la manière prévue au paragraphe CG22.3, en cas de modification à une taxe imposée en vertu de la Loi sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, de la Loi sur les douanes, du Tarif des douanes ou de toute loi provinciale sur la taxe de vente imposant une taxe de vente au détail sur l'achat de biens personnels corporels incorporés dans les biens immobiliers :
- 22.2.1 survenant après la date à laquelle l'Entrepreneur a présenté une soumission pour le Contrat,
- 22.2.2 s'appliquant aux matériaux; et
- 22.2.3 influant sur le coût de ces matériaux pour l'Entrepreneur.
- 22.3 En cas de changement fiscal suivant le paragraphe CG22.2, tout montant pertinent indiqué dans les Articles de convention sera augmenté ou diminué d'un montant égal qui, sur examen des registres mentionnés à l'article CG51, représente l'augmentation ou la diminution, selon le cas, des coûts directement attribuables à ce changement.
- 22.4 Aux fins du paragraphe CG22.2, lorsqu'une taxe fait l'objet d'un changement après la date à laquelle l'Entrepreneur a présenté une soumission mais alors que le ministre des Finances en avait donné avis public avant la date de présentation de la soumission, le changement fiscal est censé être survenu avant la date à laquelle la soumission a été présentée.

CG23 Main-d'œuvre et matériaux canadiens

- 23.1 L'Entrepreneur emploie pour l'exécution des travaux, de la main-d'œuvre et des matériaux canadiens dans toute la mesure où ils sont disponibles, compte tenu des exigences économiques et de la nécessité de poursuivre une exécution diligente des travaux.
- 23.2 Sous réserve du paragraphe CG23.1, l'Entrepreneur emploie, dans la mesure où elle est disponible, la main-d'œuvre de la localité où les travaux sont exécutés, et il recourt aux bureaux des Centres d'emploi du Canada pour recruter les ouvriers, là où la chose est réalisable.
- 23.3 Sous réserve des paragraphes CG23.1 et CG23.2, l'Entrepreneur emploie une proportion raisonnable d'ouvriers qui ont été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en

ont reçu une libération honorable.

CG24 Protection des travaux et des documents

- 24.1 L'Entrepreneur garde et protège les travaux, l'emplacement des travaux, le Contrat, les devis, les plans, les dessins, les renseignements, les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers, fournis ou non par Sa Majesté à l'Entrepreneur, contre toute perte ou dommage de quelque nature et ne peut les utiliser, donner, démolir ou en disposer sans le consentement écrit du Ministre, sauf si cela est indispensable à l'exécution des travaux.
- 24.2 Si une cote de sécurité est attribuée aux documents ou renseignements donnés ou dévoilés à l'Entrepreneur, l'Entreteneur prend toutes les mesures que lui enjoint le représentant ministériel pour assurer le degré de sécurité conforme à cette cote.
- 24.3 L'Entrepreneur fournit tous dispositifs de sécurité et aide toute personne à laquelle le Ministre a donné l'autorisation d'inspecter ou de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent à l'égard des travaux et de l'emplacement des travaux.
- 24.4 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de faire telles choses et d'effectuer tels travaux additionnels qui, de l'avis du représentant ministériel, sont raisonnables et nécessaires pour assurer l'observation des paragraphes CG24.1 à CG24.3, ou pour rectifier une violation de ces paragraphes.

CG25 Cérémonies publiques et enseignes

- 25.1 L'Entrepreneur ne permet pas de cérémonie publique relativement aux travaux, sans la permission du Ministre.
- 25.2 L'Entrepreneur n'érige pas ou ne permet pas l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou l'emplacement des travaux sans l'approbation du représentant ministériel.

CG26 Précautions contre les dommages, la transgression des droits, les incendies, et les autres dangers

- 26.1 L'Entrepreneur doit, à ses propres frais, faire le nécessaire pour s'assurer
 - 26.1.1 que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et nul droit, servitude ou privilège enfreint en raison de l'activité de l'Entrepreneur en vertu du Contrat;
 - 26.1.2 que la circulation à pied ou autrement sur les chemins ou cours d'eau publics ou privés n'est pas indûment entravée, interrompue ou rendue dangereuse par les travaux ou l'outillage;
 - 26.1.3 que les dangers d'incendie sur le chantier ou l'emplacement des travaux sont éliminés et que, sous réserve de tout ordre qui peut être donné par le représentant ministériel, tout incendie est promptement maîtrisé;

- 26.1.4 que la santé et sécurité des personnes occupées aux travaux ne sont pas menacées par les méthodes ou les moyens mis en œuvre;
 - 26.1.5 que des services médicaux suffisants sont offerts en tout temps pendant les heures de travail, à toutes personnes occupées aux travaux;
 - 26.1.6 que des mesures sanitaires suffisantes sont prises à l'égard des travaux et l'emplacement des travaux; et
 - 26.1.7 que tous les jalons, bouées et repères placés sur les travaux ou l'emplacement des travaux par le représentant ministériel ou sur son ordre sont protégés et ne sont pas enlevés, abimés, changés ou détruits.
- 26.2 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de faire toute chose et de construire tout ouvrage additionnel qui, de l'avis du représentant ministériel, est raisonnable ou nécessaire pour assurer l'observation du paragraphe CG26.1 ou pour rectifier une infraction audit paragraphe.
- 26.3 L'Entrepreneur se conforme, à ses propres frais, à tout ordre que le représentant ministériel émet conformément au paragraphe CG26.2.

CG27 Assurances

- 27.1 L'Entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, des polices d'assurance relativement aux travaux et en fournit la preuve au représentant ministériel conformément aux exigences des Conditions d'assurance « E ».
- 27.2 Les polices d'assurance mentionnées au paragraphe CG27.1 doivent être :
- 27.2.1 en la forme et nature, au montant, pour la durée et suivant les termes et conditions prévus aux Conditions d'assurance « E »; et
 - 27.2.2 prévoir le remboursement des demandes de règlement, conformément à l'article CG28.

CG28 Indemnité d'assurance

- 28.1 Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police d'assurance tous risques chantier (y compris les installations) que maintient l'Entrepreneur conformément à l'article CG27, les sommes dues à l'égard d'un sinistre seront remboursées directement à Sa Majesté, et :
- 28.1.1 les sommes ainsi versées seront retenues par Sa Majesté aux fins du contrat; ou
 - 28.1.2 si Sa Majesté en décide ainsi, seront conservées par Sa Majesté, et le cas échéant, deviendront sa propriété de façon absolue.
- 28.2 Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police responsabilité civile générale que maintient l'Entrepreneur conformément à l'article CG27, l'assureur remboursera directement au

demandeur les sommes dues à l'égard d'un sinistre.

- 28.3 Si le Ministre choisit conformément au paragraphe CG28.1 de conserver l'indemnité d'assurance, il peut faire effectuer une vérification de la comptabilité de l'Entrepreneur et de Sa Majesté relativement à la partie des travaux perdue, endommagée ou détruite, afin d'établir la différence, s'il en est, entre

28.3.1 l'ensemble du montant des pertes ou dommages subis par Sa Majesté, incluant tous frais encourus pour le déblaiement et le nettoyage des travaux et l'emplacement des travaux et de toute autre somme payable par l'Entrepreneur à Sa Majesté en vertu du Contrat, moins toute somme retenue conformément à l'alinéa CG28.1.2; et

28.3.2 l'ensemble des sommes payables par Sa Majesté à l'Entrepreneur en vertu du Contrat à la date où la perte ou les dommages ont été subis.

- 28.4 Toute différence établie conformément au paragraphe CG28.3 doit être payée sans délai par la partie débitrice à la partie créancière.

- 28.5 Suite au paiement prévu au paragraphe CG28.4, Sa Majesté et l'Entrepreneur sont réputés libérés de tous droits et obligations en vertu du Contrat, à l'égard seulement de la partie des travaux qui a fait l'objet d'une vérification mentionnée au paragraphe CG28.3.

- 28.6 S'il n'est pas exercé de choix en vertu du paragraphe CG28.1.2, l'Entrepreneur, sous réserve du paragraphe CG28.7, déblaie et nettoie les travaux et l'emplacement des travaux et il restaure et remplace à ses frais la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, comme si ces travaux n'avaient pas encore été exécutés.

- 28.7 Lorsque l'Entrepreneur exécute les obligations prévues au paragraphe CG28.6, Sa Majesté lui rembourse, jusqu'à concurrence des sommes mentionnées au paragraphe CG28.1, les frais de déblaiement, nettoyage, restauration et remplacement en question.

- 28.8 Sous réserve du paragraphe CG28.7, tout paiement par Sa Majesté en exécution des obligations prévues au paragraphe CG28.7 est effectué conformément aux dispositions du Contrat, mais chaque paiement doit représenter 100% du montant réclamé, nonobstant les alinéas MP4.4.1 et MP4.4.2.

CG29 Garantie du contrat

- 29.1 L'Entrepreneur obtient et dépose auprès du représentant ministériel une ou des garanties conformément aux conditions de garantie du contrat.

- 29.2 S'il est déposé une garantie auprès du représentant ministériel en vertu du paragraphe CG29.1 constituant en tout ou en partie en un dépôt de garantie, ce dépôt sera traité conformément aux articles CG43 et CG45 des Conditions générales.

- 29.3 Si la garantie en vertu du paragraphe CG29.1 consiste, en partie, en un cautionnement (bond) pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, l'Entrepreneur affiche une copie de ce cautionnement sur l'emplacement des travaux.

CG30 Modifications aux travaux

- 30.1 Sous réserve de l'article CG5, le représentant ministériel peut, à tout moment avant de délivrer son Certificat définitif d'achèvement :
- 30.1.1 exiger des travaux ou des matériaux en sus de ceux qui ont été prévus dans les Plans et devis; et
 - 30.1.2 supprimer ou modifier les dimensions, le caractère, la quantité, la qualité, la description, la situation ou la position de la totalité ou d'une partie des travaux ou matériaux prévus dans les Plans et devis ou exigés en conformité de l'alinéa CG30.1.1.
- à condition que ces travaux ou matériaux supplémentaires, ou que ces suppressions ou modifications soient, selon lui compatibles avec l'intention du Contrat.
- 30.2 L'Entrepreneur exécute les travaux conformément aux ordres, suppressions et modifications émis de temps à autre par le représentant ministériel en vertu du paragraphe CG30.1, comme s'ils faisaient partie des Plans et devis.
- 30.3 Le représentant ministériel décide si ce que l'Entrepreneur a fait ou omis de faire conformément à un ordre, une suppression ou une modification en vertu du paragraphe CG30.1 a augmenté ou diminué le coût des travaux pour l'Entrepreneur.
- 30.4 Si le représentant ministériel décide, conformément au paragraphe CG30.3, qu'il y a eu augmentation du coût pour l'Entrepreneur, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur le coût accru que l'Entrepreneur a nécessairement encouru pour les travaux supplémentaires, calculé conformément aux articles CG49 ou GB50.
- 30.5 Si le représentant ministériel décide, conformément au paragraphe CG30.3, qu'il y a eu réduction du coût pour l'Entrepreneur, Sa Majesté réduit le montant payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat d'un montant égal à la réduction du coût occasionné par toute suppression ou modification ordonnée conformément au paragraphe CG30.1.2, calculé conformément à l'article CG49.
- 30.6 Les paragraphes CG30.3 à CG30.5 s'appliquent seulement à un contrat ou partie d'un contrat comportant, suivant le Contrat, une Entente à prix fixe.
- 30.7 Tout ordre, suppression ou modification mentionné au paragraphe CG30.1 doit être par écrit, porter la signature du représentant ministériel et être communiqué à l'Entrepreneur conformément au paragraphe CG11.

CG31 Interprétation du Contrat par le représentant ministériel

- 31.1 Avant la délivrance par le représentant ministériel du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, le représentant ministériel tranche toute question concernant l'exécution des travaux ou les obligations de l'Entreteneur en vertu du Contrat et en particulier, mais sans limiter la portée générale de ce qui précède, concernant :

- 31.1.1 la signification de quoi que ce soit dans les Plans et devis;
 - 31.1.2 l'Interprétation des Plans et devis au cas d'erreur, omission, obscurité ou divergence dans leur texte ou intention;
 - 31.1.3 le respect des exigences du Contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'Entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
 - 31.1.4 la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'Entrepreneur fournit pour la réalisation des travaux et du Contrat, pour assurer l'exécution des travaux suivant le Contrat et l'exécution du Contrat conformément à ses dispositions;
 - 31.1.5 la qualité de tout genre de travail effectué par l'Entrepreneur; ou
 - 31.1.6 l'échéancier et la programmation des diverses phases de l'exécution des travaux;
- et la décision du représentant ministériel est sans appel, pour ce qui est des travaux.
- 31.2 L'Entrepreneur exécute les travaux conformément aux décisions et directives du représentant ministériel en vertu du paragraphe CG31.1 et conformément à toute décision et directive du représentant ministériel que en découlent.

CG32 Garantie et rectification des défauts des travaux

- 32.1 Sans restreindre les garanties implicites ou explicites de la loi ou du Contrat, l'Entrepreneur doit, à ses propres frais
- 32.1.1 rectifier toute défectuosité et corriger tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Ministre quant aux parties du travail acceptées relativement au Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 dans les 12 mois qui suivront la date d'émission du Certificat provisoire d'achèvement.
 - 32.1.2 rectifier toute défectuosité et corriger tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Ministre relativement aux parties des travaux décrites dans le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 dans les 12 mois qui suivent la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1.
- 32.2 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de rectifier ou corriger toute défectuosité ou tout vice mentionné au paragraphe CG32.1 ou couvert par toute autre garantie implicite ou explicite.
- 32.3 L'ordre mentionné au paragraphe CG32.2.1 doit être par écrit; il peut préciser le délai dans lequel l'Entrepreneur doit rectifier ou corriger la défectuosité ou le vice et il doit être donné à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11.
- 32.4 L'Entrepreneur doit rectifier la défectuosité ou corriger le vice mentionné dans l'ordre donné en conformité du paragraphe CG32.2 dans le délai qui y est stipulé.

CG33 Défaut de l'Entrepreneur

- 33.1 Si l'Entrepreneur omet de se conformer à une décision ou directive rendue ou émise par le représentant ministériel en vertu des articles CG18, CG24, CG26, CG31 ou CG32, le représentant ministériel peut recourir aux méthodes qui lui semblent opportunes pour exécuter ce que l'Entrepreneur a omis d'exécuter.
- 33.2 L'Entrepreneur paie à Sa Majesté, sur demande, la totalité de tous les frais, dépenses et dommages encourus par Sa Majesté en raison du défaut de l'Entrepreneur de se conformer à toute décision ou directive stipulée au paragraphe CG31.1 et en raison de toute méthode utilisée en l'occurrence par le représentant ministériel conformément au paragraphe CG33.1.

CG34 Protestations des décisions du représentant ministériel

- 34.1 L'Entrepreneur peut contester, dans les dix jours de sa réception, une décision ou directive mentionnée aux paragraphes CG30.3 ou CG33.1.
- 34.2 Toute contestation mentionnée au paragraphe CG34.1 doit être par écrit, indiquer tous les motifs de la contestation, être signée par l'Entrepreneur et communiquée à Sa Majesté par l'entremise du représentant ministériel.
- 34.3 Si l'Entrepreneur proteste conformément au paragraphe CG34.2, le fait pour lui de se conformer à la décision ou à la directive qu'il conteste ne sera pas interprété comme une reconnaissance du bienfondé de cette décision ou de cette directive et ne pourra constituer une fin de non-recevoir quant à toute poursuite qu'il estimera appropriée dans les circonstances.
- 34.4 Tout protêt de l'Entrepreneur en vertu du paragraphe CG34.2 ne le dispense de se conformer à la décision ou directive en question.
- 34.5 Sous réserve du paragraphe CG34.6, l'Entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter toute poursuite judiciaire mentionnée au paragraphe CG34.3 dans les trois mois suivant la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1.
- 34.6 L'Entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter dans les trois mois suivant la fin d'une période de garantie, toute poursuite judiciaire mentionnée au paragraphe CG34.3 et découlant d'un ordre donné en vertu de l'article CG32.
- 34.7 Sous réserve du paragraphe CG34.8, si Sa Majesté tient la contestation de l'Entrepreneur comme bien fondée, elle doit lui rembourser le coût des travaux, de l'outillage et des matériaux additionnels nécessaires à l'exécution de l'ordre ou de la directive ayant fait l'objet du protêt.
- 34.8 Les couts mentionnés au paragraphe CG34.7 doivent être calculés conformément aux dispositions des articles CG48 à CG50.

CG35 Changement des conditions du sol – Négligence ou retard de la part de Sa Majesté

- 35.1 Sous réserve du paragraphe CG35.2, nul paiement autre qu'un paiement expressément stipulé au Contrat n'est fait par Sa Majesté à l'Entrepreneur en raison de quelque dépense supplémentaire

encourue ou pour quelque perte ou dommage subi par l'Entrepreneur.

35.2 Si l'Entrepreneur encourt des frais supplémentaires ou subit des pertes ou dommages directement attribuables :

35.2.1 à un écart substantiel entre les renseignements sur les conditions du sol à l'emplacement des travaux, dans les Plans et devis ou d'autre documents fournis à l'Entrepreneur pour l'établissement de sa soumission, ou à un écart substantiel entre une présomption raisonnable de l'Entrepreneur fondée sur lesdits renseignements et les conditions réelles rencontrées par l'Entrepreneur à l'emplacement des travaux lors de leur exécution; ou

35.2.2 à la négligence ou à un retard de la part de Sa Majesté après la date du Contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel Sa Majesté est expressément obligée par le Contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire;

il doit dans les dix jours qui suivent la date de la constatation des conditions du sol décrites à l'alinéa CG35.2.1 ou la date de la négligence ou du retard décrit au paragraphe CG35.2.2, en donner avis par écrit au représentant ministériel et lui signifier son intention d'exiger le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toutes pertes ou dommages subis.

35.3 Lorsque l'Entrepreneur a donné au représentant ministériel l'avis mentionné au paragraphe CG35.3, il doit sous peine de déchéance dans les 30 jours suivant la date de l'émission du Certificat définitif mentionné au paragraphe CG44.1, remettre au représentant ministériel une demande écrite de remboursement des frais supplémentaires ou du coût de toutes pertes ou dommages subis.

35.4 La demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 devra contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la demande afin que le représentant ministériel puisse déterminer si cette demande est justifiée ou non, et l'Entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le représentant ministériel peut exiger.

35.5 Si, de l'avis du représentant ministériel, la demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 est bien fondée, Sa Majesté doit verser à l'Entrepreneur un supplément calculé en conformité des articles CG47 à CG49.

35.6 Si, de l'avis du représentant ministériel, le cas décrit à l'alinéa CG35.2.1 se traduit pour l'Entrepreneur par une économie dans l'exécution du Contrat, le montant établi dans les Articles de convention est, sous réserve du paragraphe CG35.7, réduit d'un montant égal à l'économie réalisée.

35.7 Le montant à être déduit en vertu du paragraphe CG35.6 doit être déterminé selon les dispositions des articles CG47 à CG49.

35.8 Si l'Entrepreneur néglige de donner l'avis mentionné au paragraphe CG35.2 et de présenter la demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 dans le délai prescrit, aucun supplément ne doit lui être versé en l'occurrence.

CG36 Prolongation de délai

- 36.1 Sous réserve du paragraphe CG36.2, le représentant ministériel peut, s'il estime que l'achèvement en retard des travaux est attribuable à des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur et sur demande présentée par l'Entrepreneur avant le jour fixe par les Articles de convention pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée auparavant conformément au présent article, prolonger le délai d'achèvement des travaux.
- 36.2 Toute demande mentionnée au paragraphe CG36.1 doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.

CG37 Dédommagement pour retard d'exécution

- 37.1 Aux fins du présent article :
- 37.1.1 les travaux sont censés être achèves le jour ou le représentant ministériel délivre le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2; et
- 37.1.2 « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé par les Articles de convention pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement, à l'exclusion cependant de tout jour faisant partie d'une période de prolongation accordée en vertu du paragraphe CG36.1 et de tout autre jour où, de l'avis du représentant ministériel, l'achèvement des travaux a été retardé par des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur.
- 37.2 Si l'Entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé par les Articles de convention mais achève ces travaux par la suite, l'Entrepreneur paie à Sa Majesté un montant égal à l'ensemble :
- 37.2.1 de tous les salaires, gages et frais de déplacement versés par Sa Majesté aux personnes surveillant les travaux pendant la période de retard;
- 37.2.2 des coûts encourus par Sa Majesté en conséquence de l'impossibilité pour Sa Majesté de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard; et
- 37.2.3 de tous les autres frais et dommages encourus ou subis par Sa Majesté pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.
- 37.3 S'il estime que l'intérêt public le commande, le Ministre peut renoncer au droit de Sa Majesté à la totalité ou partie d'un paiement exigible en conformité du paragraphe CG37.2.

CG38 Travaux retirés à l'Entrepreneur

- 38.1 Le Ministre peut dans les cas suivants et à son entière discrétion, en donnant un avis par écrite à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11, retirer à l'Entreteneur la totalité ou une partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'Entrepreneur :
- 38.1.1 fait défaut ou retarde à commencer les travaux ou à exécuter les travaux avec diligence et à la satisfaction du représentant ministériel, dans les six jours suivant la réception par

l'Entrepreneur d'un avis par écrite du Ministre ou du représentant ministériel, conformément à l'article CG11 :

- 38.1.2 a néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le Contrat;
 - 38.1.3 est devenu insolvable ;
 - 31.1.4 a commis un acte de faillite;
 - 31.1.5 a abandonné les travaux;
 - 31.1.6 a fait cession du Contrat sans le consentement requis au paragraphe CG3.1; ou
 - 31.1.7 a de quelque autre façon fait défaut d'observer ou d'accomplir l'une quelconque des dispositions du Contrat.
- 38.2 Si la totalité ou une partie quelconque des travaux a été retirée à l'Entrepreneur en vertu de paragraphe CG38.1.
- 38.2.1 l'Entrepreneur n'a droit, sauf dispositions du paragraphe CG38.4, à aucun autre paiement dû et exigible.
 - 38.2.2 l'Entrepreneur est tenu de payer à Sa Majesté, sur demande, un montant égal à la totalité des pertes et dommages que Sa Majesté aura subis en raison de défaut de l'Entrepreneur d'achever les travaux.
- 38.3 Si la totalité ou partie des travaux retirés à l'Entrepreneur en vertu du paragraphe CG38.1 est achevée par Sa Majesté, le représentant ministériel établit le montant, s'il y en a , de toute retenue ou demande d'acompte de l'Entreteneur existant au moment où les travaux lui ont été retirés et dont, selon le représentant ministériel, on n'a pas besoin pour assurer exécution des travaux ou pour rembourser à Sa Majesté les pertes ou dommages subis en raison du défaut de l'Entrepreneur.
- 38.4 Sa Majesté peut verser à l'Entrepreneur le montant qu'on jugera non requis suivant le paragraphe CG38.3.

CG39 Effet du retrait des travaux à l'Entrepreneur

- 39.1 La retrait de la totalité ou d'une partie des travaux à l'Entrepreneur en conformité de l'article CG38, n'a pas pour effet de libérer l'Entrepreneur d'une obligation quelconque découlant pour lui du Contrat ou de la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui fut ainsi retirée.
- 39.2 Si la totalité ou partie des travaux est retirée à l'Entrepreneur en conformité de l'article CG38, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'Entrepreneur dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'Entrepreneur pour les travaux, continuent d'être la propriété de Sa Majesté sans indemnisation de l'Entrepreneur.
- 39.3 Si le représentant ministériel certifie que tout matériau, outillage ou un intérêt quelconque

mentionné au paragraphe CG39.2 n'est plus requis pour les travaux et qu'il n'est plus dans l'intérêt de Sa Majesté de retenir lesdits matériaux, outillage ou intérêt, ils sont remis à l'Entrepreneur.

CG40 Suspension des travaux par le Ministre

- 40.1 Le Ministre peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'Entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis à cet effet, conformément à l'article CG11.
- 40.2 Sur réception suivant l'article CG11 de la sommation mentionnée au paragraphe CG40.1, l'Entrepreneur suspend toutes les opérations sauf celles qui, de l'avis du représentant ministériel, sont nécessaires à la garde et à la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 40.3 Pendant la période de suspension, l'Entrepreneur ne peut enlever de l'emplacement, sans le consentement du représentant ministériel, quelque partie des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 40.4 Si la période de suspension est de 30 jours ou moins, l'Entrepreneur reprend l'exécution des travaux dès l'expiration de la période de suspension et il a droit au paiement des frais, calculés en conformité des articles CG48 à CG50, du travail, de l'outillage et des matériaux nécessairement encourus en conséquence de la suspension des travaux.
- 40.5 Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de 30 jours, le Ministre et l'Entrepreneur conviennent que l'exécution des travaux sera continuée par l'Entrepreneur, ce dernier reprend les opérations sous réserve des termes et conditions convenus entre lui et le Ministre.
- 40.6 Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de 30 jours, le Ministre et l'Entrepreneur ne conviennent pas que les travaux seront continués par l'Entrepreneur ou ne s'entendent pas sur les termes et conditions suivant lesquels l'Entrepreneur poursuivra l'exécution des travaux, l'avis de suspension est censé être un avis de résiliation et conformité de l'article CG41.

CG41 Résiliation du Contrat

- 41.1 Le Ministre peut, à n'importe quel moment, résilier le Contrat en donnant avis par écrit à cet effet à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11.
- 41.2 Sur réception suivant l'article CG11 de l'avis mentionné au paragraphe CG41.1, l'Entrepreneur cesse toutes opérations dans l'exécution du Contrat, sous réserve de toutes conditions énoncées dans l'avis.
- 41.3 Si le Contrat est résilié conformément au paragraphe CG41.1, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur, sous réserve du paragraphe CG41.4, un montant égal :
 - 41.3.1 au coût de tout le travail, l'outillage et les matériaux qu'aura fournis l'Entrepreneur en vertu du Contrat à la date de résiliation, en exécution d'un contrat ou d'une partie de contrat relativement auquel une Entente à prix unitaire est précisée dans le Contrat; ou

41.3.2 au moins :

41.3.2.1 du montant, calculé conformément aux Modalités de paiement, qui aurait été payable à l'Entrepreneur s'il avait achevé les travaux; et

41.3.2.2 du montant que l'on reconnaît devoir à l'Entreteneur en vertu de l'article CG49, concernant un contrat ou une partie de contrat pour lequel le Contrat prévoit une Entente à prix fixe;

moins l'ensemble de tous les montants qui furent payés à l'Entrepreneur par Sa Majesté et de tous les montants dont l'Entrepreneur est redevable envers Sa Majesté en vertu du Contrat.

41.4 Si Sa Majesté et l'Entrepreneur ne peuvent convenir du montant mentionné au paragraphe CG41.3, ce montant sera déterminé suivant la méthode indiquée à l'article CG50.

CG42 Réclamations contre et obligations de la part de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur

42.1 Afin d'acquitter toutes obligations légales de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur ou de satisfaire à toutes réclamations légales contre eux résultant de l'exécution du Contrat, Sa Majesté peut payer tout montant qui est dû et payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat, directement aux créanciers de l'Entrepreneur ou du sous-entrepreneur, ou aux réclamants en l'occurrence. Toutefois, ce montant que paie Sa Majesté, le cas échéant, ne doit pas excéder le montant que l'Entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions des lois relatives aux privilèges dans les provinces et territoires ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, avaient été applicables aux travaux. Le réclamant n'a pas à respecter les dispositions des lois relatives aux privilèges qui établissent les démarches à suivre au moyen d'avis, d'enregistrements ou d'autre façon, comme il aurait pu être nécessaire de le faire pour conserver ou valider toute réclamation à l'égard de liens émanant du réclamant.

42.2 Sa Majesté n'effectue pas de paiement tel qu'il est décrit au paragraphe CG42.1 à moins que le réclamant lui remette :

42.2.1 un jugement ou une ordonnance exécutoire d'un tribunal compétent établissant le montant qu'aurait eu à verser l'Entrepreneur au réclamant en vertu des dispositions de la loi provinciale ou territoriale relative aux privilèges pertinente ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, si ces lois s'appliquaient aux travaux, ou

42.2.2 une sentence arbitrale définitive et exécutoire établissant le montant qu'aurait eu à verser l'Entrepreneur au réclamant en vertu des dispositions de la loi provinciale ou territoriale relative aux privilèges pertinente ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, si ces lois s'appliquaient aux travaux; ou

42.2.3 le consentement de l'Entrepreneur autorisant le paiement.

Pour déterminer les droits du réclamant en vertu des alinéas CG42.2.1 et CG42.2.2, l'avis exigé au paragraphe CG42.8 sera réputé remplacer l'enregistrement ou la prestation d'un avis après l'achèvement des travaux exigé par les lois applicables, et aucune réclamation ne sera réputée être

expirée, annulée ou non exécutoire parce que le réclamant n'a pas intenté de poursuites dans les délais prescrits par la loi applicable.

- 42.3 Lorsqu'il accepte d'exécuter un Contrat, l'Entrepreneur est réputée avoir consenti de soumettre à l'arbitrage obligatoire, à la demande d'un réclamant, toutes les questions auxquelles il faut répondre pour déterminer si le réclamant a droit au paiement conformément aux dispositions du paragraphe CG42.1. Les parties à l'arbitrage seront, entre autres, le sous-traitant à qui le réclamant a fourni des matériaux ou de l'équipement ou pour qui il a effectué du travail, si le sous-traitant le désire. L'État ne constitue pas une partie à l'arbitrage et, à moins d'une entente contraire entre l'Entrepreneur et le réclamant, l'arbitrage se déroulera conformément à la loi provinciale ou territoriale régissant l'arbitrage applicable dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés.
- 42.4 Une paiement effectuée en conformité du paragraphe CG42.1 comporte quittance de l'obligation de Sa Majesté envers l'Entrepreneur sous le contrat, jusqu'à concurrence du montant payé et peut être déduit d'un montant dû à l'Entrepreneur en vertu du Contrat.
- 42.5 Dans la mesure où les circonstances entourant l'exécution des travaux pour le compte de Sa Majesté le permettent, l'Entrepreneur se conforme à toutes les lois en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés quant aux périodes de paiement, aux retenus obligatoires, à la création et à la mise en vigueur de lois concernant les privilèges des fournisseurs ou des constructeurs ou de lois semblables ou, s'il s'agit de la province de Québec, aux dispositions de la loi qui concerne les privilèges.
- 42.6 L'Entrepreneur acquitte toutes ses obligations légales et fait droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux, au moins aussi souvent que le Contrat oblige Sa Majesté à acquitter ses obligations envers l'Entrepreneur.
- 42.7 Sur demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur fait une déclaration attestant de l'existence et de l'état de toutes les obligations et réclamations mentionnées au paragraphe CG42.6.
- 42.8 Le paragraphe CG42.1 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations :
- 42.8.1 pour lesquelles le représentant ministériel a reçu un avis par écrit avant qu'un paiement n'ait été effectué à l'Entrepreneur conformément au paragraphe MP4.10 et dans les 120 jours suivant la date à laquelle le réclamant :
- 42.8.1.1 aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'Entrepreneur ou à un sous-traitant, s'il s'agit d'une réclamation pour des deruers dont il est légalement requis qu'ils soient retenus du réclamant; ou
- 42.8.1.2 s'est acquitté des derniers services ou travaux ou à fourni les derniers matériaux exigés par le contrat qui le lie à l'Entrepreneur ou à un sous-traitant, s'il ne s'agit pas d'une réclamation mentionnée au sous-alinéa CG42.8.1.1; et
- 42.8.2 pour lesquelles les procédures visant à établir les droits à un paiement, conformément au paragraphe CG42.2, ont commencé dans l'année suivant la date à laquelle l'avis mentionné à l'alinéa CG42.8.1 a été reçu par le représentant ministériel; et

l'avis exige à l'alinéa CG42.8.1 doit faire état du montant réclamé et du principal responsable selon le Contrat.

- 42.9 Sur réception d'un avis de réclamation en vertu de l'alinéa CG42.8.1, Sa Majesté peut retenir de tout montant dû et payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat une partie ou la totalité du montant de la réclamation.
- 42.10 Le représentant ministériel doit aviser l'Entrepreneur par écrit de la réception de toute réclamation mentionnée à l'alinéa CG42.8.1 et de l'intention de Sa Majesté de retenir des fonds conformément au paragraphe CG42.9, et l'Entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès de Sa Majesté, une garantie acceptable par Sa Majesté dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation. L'avis d'un tel dépôt doit être reçu par le représentant ministériel et, sur réception d'une telle garantie, Sa Majesté doit dégager à l'intention de l'Entrepreneur tous les fonds qui auraient été payables autrement à l'Entrepreneur et qui ont été retenus conformément aux dispositions du paragraphe CG42.9 à l'égard de la réclamation d'un réclamant pour laquelle la garantie a été déposée.

CG43 Dépôt de garantie – Confiscation ou remise

43.1 Si :

43.1.1 les travaux sont retirés à l'Entrepreneur conformément à l'article CG38;

43.1.2 le Contrat est résilié en vertu de l'article CG41; ou

43.1.3 l'Entrepreneur a violé ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du Contrat;

Sa Majesté peut s'approprier le dépôt de garantie, s'il en est.

- 43.2 Si Sa Majesté s'approprie le dépôt de garantie conformément au paragraphe CG43.1, le montant obtenu en l'occurrence est censé être une dette payable à l'Entrepreneur par Sa Majesté en vertu du Contrat.
- 43.3 Tout solde du montant mentionné au paragraphe CG43.2, s'il en est, après paiement de toutes pertes dommages ou réclamations de Sa Majesté ou quelqu'un autre, sera payé par Sa Majesté à l'Entrepreneur si, dans l'opinion du représentant ministériel, il n'est pas requis pour les fins du Contrat.

CG44 Certificats du représentant ministériel

44.1 Le jour :

44.1.1 où les travaux sont achevés; et

44.1.2 où l'Entrepreneur s'est conformé au Contrat et à tous les ordres et directives donnés conformément au Contrat;

à la satisfaction du représentant ministériel, le représentant ministériel délivre à l'Entrepreneur un Certificat définitif d'achèvement.

- 44.2 Si le représentant ministériel est convaincu que les travaux sont suffisamment achevés, il peut, à tout moment avant la délivrance d'un Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1 délivrer à l'Entrepreneur un Certificat provisoire d'achèvement, et :

44.2.1 aux fins du paragraphe CG44.2, les travaux seront jugés suffisamment achevés

44.2.1.1 lorsqu'une partie considérable ou la totalité des travaux visés par le Contrat sont, de l'avis du représentant ministériel, prêts à être utilisés par Sa Majesté ou sont utilisés aux fins prévues; et

44.2.1.2 lorsque les travaux qui restent à effectuer en vertu du Contrat peuvent, de l'avis du représentant ministériel, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas

44.2.1.2.1 -3 p. 100 des premiers 500 000 \$; et

44.2.1.2.2 -2 p 100 des prochains 500 000 \$; et

44.2.1.2.3 -1 p. 100 du reste

de la valeur du Contrat au moment du calcul de ce coût.

- 44.3 Aux fins uniquement du sous-alinéa 44.2.1.2, lorsque les travaux ou une partie considérable des travaux sont prêts à être utilisés ou sont utilisés aux fins prévues et que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur ou, lorsque le représentant ministériel et l'Entrepreneur conviennent de ne pas achever les travaux dans les délais prescrits, le coût de la partie des travaux que l'Entrepreneur n'a pu terminer pour des raisons indépendantes de sa volonté ou que le représentant ministériel et l'Entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés sera déduit de la valeur du contrat mentionnée au sous-alinéa CG44.2.1.2 et ledit coût ne fera pas partie du coût des travaux qui restent à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement réel.

- 44.4 Le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 doit décrire les parties des travaux qui n'ont pas été achevées à la satisfaction du représentant ministériel et préciser tout ce que l'Entrepreneur doit faire :

44.4.1 avant que le Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1 puisse être délivré; et

44.4.2 avant le début de la période de 12 mois mentionnée au paragraphe CG32.1.2 pour lesdites parties et toutes autres choses.

- 44.5 Le représentant ministériel peut, en plus des points indiqués dans le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, obliger l'Entrepreneur à rectifier toutes autres parties des travaux qui n'ont pas été achevées à sa satisfaction et faire effectuer toutes autres choses nécessaires pour l'achèvement satisfaisant des travaux.

- 44.6 Si le Contrat ou l'une de ses parties a fait l'objet d'une Entente à prix unitaire, le représentant ministériel mesure et consigne dans un registre les quantités de travail exécuté d'outillage fourni par l'Entrepreneur et de matériaux utilisés pour l'exécution des travaux, et informe, sur demande, l'Entrepreneur au sujet de ces mesurages.
- 44.7 L'Entrepreneur aide le représentant ministériel et coopère avec lui dans l'exécution des tâches précisées au paragraphe CG44.6 et a le droit de prendre connaissance de tout registre tenu par le représentant ministériel suivant le paragraphe CG44.6.
- 44.8 Une fois que le représentant ministériel a délivré le Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, il doit, si le paragraphe CG44.6 s'applique, délivrer un Certificat définitif de mesurage.
- 44.9 Le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 :
- 44.9.1 indique le total des mesurages des quantités mentionnées au paragraphe CG44.6, et
- 44.9.2 lie de façon péremptoire Sa Majesté et l'Entrepreneur quant aux mesurages des quantités qui y sont consignées.

CG45 Remise du dépôt de garantie

- 45.1 Après la délivrance du Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 et à condition que l'Entrepreneur n'ait pas violé ses engagements en vertu du Contrat ou omis de les remplir, Sa Majesté retourne à l'Entrepreneur la totalité ou partie du dépôt de garantie, s'il en est, qui de l'avis du représentant ministériel, n'est pas requise aux fins du Contrat.
- 45.2 Au moment de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, Sa Majesté retourne à l'Entrepreneur tout le solde du dépôt de sécurité, sauf stipulation contraire du Contrat.
- 45.3 Si le dépôt de garantie a été versé au Trésor, Sa Majesté doit payer à l'Entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt à un taux établi de temps à autre en vertu du paragraphe 21(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques.

CG46 Précision du sens des expressions figurant aux articles CG47 à CG50

- 46.1 Dans les articles CG47 à CG50 :
- 46.1.1 l'expression « Tableau des prix unitaires » signifie le tableau figurant dans les Articles de convention, et
- 46.1.2 l'expression « outillage » ne comprend pas les outils habituellement fournis par les hommes de métier dans l'exercice de leurs fonctions.

CG47 Additions ou modifications au Tableau des prix unitaires

- 47.1 Le représentant ministériel et l'Entrepreneur peuvent convenir par écrit, lorsqu'une Entente à prix unitaire s'applique au Contrat ou à l'une de ses parties :
- 47.1.1 d'ajouter au Tableau des prix unitaires des catégories de travail, d'outillage ou de matériaux, des unités de mesurage, de prix par unité et des estimations de quantités lorsque certains travaux, outillage et matériaux devant apparaître dans le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 ne figurent dans aucune des catégories de travail, d'outillage ou de matériaux établies au Tableau des prix unitaires; ou
 - 47.1.2 sous réserve des paragraphes CG47.2 et CG47.3, de modifier le prix par unité établi au Tableau des prix unitaires à l'égard d'une quelconque catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux y figurant, lorsqu'une quantité a été estimée à l'égard de cette catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux, et que le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 indique ou est susceptible d'indiquer que la quantité totale de cette catégorie de travail exécuté, d'outillage fourni ou de matériaux utilisés par l'Entrepreneur, pour l'exécution des travaux, est :
 - 47.1.2.1 inférieur à 85% de la quantité estimée; ou
 - 47.1.2.2 supérieure à 115% de la quantité estimée.
- 47.2 Le coût total d'un article figurant au Tableau des prix unitaires qui a été modifié conformément au sous-alinéa 47.1.2.1 ne doit, en aucun cas, excéder le montant qui aurait été payable à l'Entrepreneur si la quantité totale estimative de travail avait été exécutée, la quantité totale estimative d'outillage avait été fournie ou la quantité totale estimative de matériaux, utilisée.
- 47.3 Toute modification rendue nécessaire par le sous-alinéa CG47.1.2.2 ne s'appliquera qu'aux quantités supérieures à 115%.
- 47.4 Si le représentant ministériel et l'Entrepreneur ne s'entendent pas suivant le paragraphe CG47.1, le représentant ministériel détermine la catégorie et l'unité de mesurage du travail, de l'outillage et des matériaux et, sous réserve des paragraphes CG47.2 et CG47.3, le prix par unité est déterminé conformément à l'article CG50.

CG48 Établissement du coût – Tableau des prix unitaires

- 48.1 Chaque fois qu'il est nécessaire, aux fins du Contrat, d'établir le coût du travail, de l'outillage et des matériaux, on multiplie la quantité de ce travail de cet outillage ou de ces matériaux, exprimée par l'unité énoncée à la colonne 3 du Tableau des prix unitaires, par le prix énoncé en regard de cette unité à la colonne 5 du Tableau des prix unitaires.

CG49 Établissement du coût – Négociation

- 49.1 Si le mode d'établissement du coût prévu à l'article CG48 ne peut être utilisé parce que le genre ou la catégorie de travail, d'outillage et de matériaux en cause ne figurent pas au Tableau des prix unitaires, le coût du travail, de l'outillage ou des matériaux, aux fins du Contrat est le montant

convenu de temps à autre entre l'Entrepreneur et le représentant ministériel.

- 49.2 Aux fins du paragraphe CG49.1, l'Entrepreneur remet au représentant ministériel lorsque ce dernier le requiert, tout renseignement nécessaire sur ce qu'il lui en coûte en travail, outillage et matériaux mentionnés au paragraphe CG49.1.

CG50 Établissement du coût en cas d'échec des négociations

- 50.1 Si l'on ne parvient pas à établir le coût du travail, de l'outillage et des matériaux conformément aux méthodes prévues aux articles CG47, CG48 ou CG49, pour les fins mentionnées dans ceux-ci, le coût sera égal à l'ensemble de :

- 50.1.1 tous les montants justes et raisonnables effectivement dépensés ou légalement payables par l'Entrepreneur pour le travail, l'outillage et les matériaux couverts par une des catégories de dépenses prévues au paragraphe CG50.2, qui sont directement attribuables à l'exécution du Contrat;
- 50.1.2 une somme égale à 10% du total des dépenses de l'Entrepreneur mentionnées à l'alinéa CG50.1.1, représentant une indemnité pour profit et pour tous les autres coûts et dépenses, incluant les frais de financement et les intérêts, les frais généraux, dépenses du siège social, et tous autres frais ou dépenses, mais non les coûts et dépenses mentionnés à l'alinéa CG50.1.1 ou CG50.1.3 ou pour une catégorie mentionnée au paragraphe CG50.2;
- 50.1.3 l'intérêt sur les coûts déterminés en vertu des alinéas CG50.1.1 et CG50.1.2, intérêt qui sera calculé conformément à l'article MP9,

pourvu que le coût total d'un article figurant au Tableau des prix unitaires, auquel s'appliquent les dispositions de l'alinéa CG47.1.2.1, n'est pas supérieur au montant qui aurait été payable à l'Entrepreneur si la quantité totale dudit article aurait été effectivement produite, utilisée ou fournie.

- 50.2 Aux fins de l'alinéa CG50.1.1, les catégories de dépenses admissibles dans l'établissement du coût du travail, de l'outillage et des matériaux, sont :

- 50.2.1 les paiements faits aux sous-entrepreneurs;
- 50.2.2 les traitements, salaires et frais de voyage versés aux employés de l'Entrepreneur affectés, proprement dit, à l'exécution des travaux, à l'exception des traitements, salaires, gratifications, frais de subsistance et de voyage des employés de l'Entrepreneur travaillant généralement au siège social ou à un bureau général de l'Entrepreneur, à moins que lesdits employés ne soient affectés à l'emplacement des travaux avec la approbation du représentant ministériel;
- 50.2.3 les cotisations exigibles en vertu d'un texte statutaire relativement aux indemnités des accidents du travail, à l'assurance-chômage, au régime de retraite et aux congés rémunérés;
- 50.2.4 les frais de location d'outillage ou un montant équivalent aux frais de location si l'outillage appartient à l'Entrepreneur qui était nécessaire et qui a été utilisé pour

l'exécution des travaux, à condition que lesdits frais ou la somme équivalente soient raisonnables et que l'utilisation dudit outillage ait été approuvée par le représentant ministériel;

50.2.5 les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et des frais de réparation à tel outillage qui, de l'avis du représentant ministériel, sont nécessaires à la bonne exécution du Contrat, à l'exclusion de toutes réparations provenant de défauts existant avant l'affectation de l'outillage aux travaux;

50.2.6 les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et incorporés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du Contrat et utilisés à cette fin; et

50.2.7 les paiements relatifs à la présentation, à la livraison, à l'utilisation, à l'érection, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du Contrat et utilisés à cette fin; et

50.2.8 tout autre paiement fait par l'Entrepreneur avec l'approbation du représentant ministériel et nécessaire à l'exécution du Contrat.

CG51 Registres à tenir par l'Entrepreneur

51.1 L'Entrepreneur :

51.1.1 tient des registres complets du coût estimatif et réel des travaux, des appels d'offres, des prix cotés, des contrats, de la correspondance, des factures, des reçus et des pièces justificative s'y rapportant;

51.1.2 met à la disposition du Ministre et du sous-receveur général du Canada ou des personnes qu'ils délèguent pour vérification et inspection tous les documents mentionnés à l'alinéa CG51.1.1;

51.1.3 permet à toutes personnes mentionnées à l'alinéa 51.1.2 de faire des copies ou extraits de tous registres et documents mentionnés à l'alinéa CG51.1.1; et

51.1.4 fournit aux personnes mentionnées à l'alinéa CG51.1.2 tous les renseignements qu'elles peuvent exiger de temps à autre au sujet de ces registres et documents.

51.2 Les registres tenus par l'Entrepreneur conformément à l'alinéa CG51.1.1, sont conservés intact pendant deux ans à compter de la date de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, ou jusqu'à l'expiration de toute autre période que le Ministre peut fixer.

51.3 L'Entrepreneur oblige tous sous-entrepreneurs, et toutes autres personnes qu'il contrôle directement ou indirectement ou qui lui sont affiliés, de même que toutes personnes qui contrôlent l'Entrepreneur directement ou indirectement, à se conformer aux paragraphes CG51.1 et CG51.2 comme s'ils étaient l'Entrepreneur.

CG52 Conflits d'intérêts

- 52.1 Le présent Contrat stipule qu'aucun ancien titulaire de charge publique qui ne se conforme pas au Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ne peut retirer des avantages directs du présent Contrat.

CG53 Situation de l'Entrepreneur

- 53.1 L'Entrepreneur sera retenu en vertu du Contrat à titre d'entrepreneur indépendant.
- 53.2 L'Entrepreneur et tout employé dudit entrepreneur n'est pas retenu en vertu du Contrat à titre d'employé, d'agent ou de mandataire de Sa Majesté.
- 53.3 Aux fins des paragraphes CG53.1 et CG53.2, l'Entrepreneur sera à lui seul responsable de tous les paiements et de toutes les retenues exigées par la loi, y compris ceux exigés par le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec, l'assurance-chômage, les accidents du travail ou l'impôt sur le revenu.



CONDITIONS GÉNÉRALES

- CA 1 Preuve du contrat d'assurance**
- CA 2 Gestion des risques**
- CA 3 Paiement de franchise**
- CA 4 Assurance d'assurance**

EXIGENCES DE GARANTIES D'ASSURANCE

- EGA 1 Assuré**
- EGA 2 Période d'assurance**
- EGA 3 Preuve du contrat d'assurance**
- EGA 4 Avis**

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES

- ARC 1 Portée de l'assurance**
- ARC 2 Garanties/Dispositions**
- ARC 3 Risques additionnels**
- ARC 4 Indemnité d'assurance**
- ARC 5 Franchise**

ASSURANCE DES CHANTIERS – RISQUES D'INSTALLATION – TOUS RISQUES

- AC 1 Portée de l'assurance**
- AC 2 Biens assurés**
- AC 3 Indemnités d'assurance**
- AC 4 Montant d'assurance**
- AC 5 Franchise**
- AC 6 Subrogation**
- AC 7 Exclusion**

ATTESTATION D'ASSURANCE DE L'ASSUREUR



CONDITIONS GÉNÉRALES

CA 1 Preuve du contrat d'assurance

(02/12/03)

Dans un délai de trente (30) jours après l'acceptation de la soumission de l'entrepreneur, ce dernier, à moins d'avis contraire par écrit de l'agent d'approvisionnement, doit remettre à l'agent d'approvisionnement, l'Attestation d'assurance d'un assureur dans la forme apparaissant dans le présent document et, si demandé par l'agent d'approvisionnement, remettre à ce dernier les originaux ou les copies certifiées conformes de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux Exigences des garanties d'assurance décrites ci-après.

CA 2 Gestion des risques

(01/10/94)

Les dispositions des Exigences des garanties d'assurance des présentes n'ont pas pour but de couvrir toutes les obligations de l'entrepreneur en vertu de l'article CG8 des Conditions générales « C » du marché. L'entrepreneur est libre, à condition d'en assumer le coût, de prendre des mesures additionnelles de gestion des risques ou des garanties d'assurance complémentaires qu'il juge nécessaire pour remplir ses obligations conformément à l'article CG8.

CA 3 Paiement de franchise

(01/10/94)

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CA 4 Assurance d'assurance

(02/12/03)

L'entrepreneur a déclaré qu'il détient une assurance de responsabilité civile appropriée et habituelle qui est en vigueur conformément aux présentes Conditions d'assurance et il a garanti qu'il obtiendra, en temps opportune et avant le commencement des travaux, l'assurance de biens appropriée et habituelle conformément aux présentes Conditions d'assurance et qu'en outre il maintiendra en vigueur toutes les polices d'assurance requises conformément aux présentes Conditions d'assurance.

EXIGENCES DE GARANTIES D'ASSURANCE

PARTIE I

EXIGENCES GÉNÉRALES D'ASSURANCE (EGA)

EGA 1 Assuré

(02/12/03)

Chaque contrat d'assurance doit assurer l'entrepreneur et doit inclure à titre d'Assuré dénommé additionnel, Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Conseil national de recherches Canada.



EGA 2 Période d'assurance (02/12/03)

Moins d'avis contraire par écrit de l'agent d'approvisionnement ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes Conditions d'assurance, les contrats d'assurance exigés dans les présentes doivent prendre effet le jour de l'attribution du marché et demeurer en vigueur jusqu'au jour de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement du représentant ministériel.

EGA 3 Preuve du contrat d'assurance (01/10/94)

Dans un délai de vingt-cinq (25) jours après l'acceptation de la soumission de l'entrepreneur, l'assureur, à moins d'avis contraire écrit de l'entrepreneur, doit remettre à l'entrepreneur l'Attestation d'assurance d'un assureur dans la forme apparaissant dans le présent document et, si demandé, les originaux ou les copies certifiées conformes de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux présentes Exigences de présentes garanties d'assurance.

EGA 4 Avis (01/10/94)

Chaque contrat d'assurance doit renfermer une disposition selon laquelle trente (30) jours avant de procéder à toute modification importante visant la garantie d'assurance, ou à l'annulation de ladite garantie d'assurance, un avis par écrit doit être envoyé par l'assureur à Sa Majesté. Tout avis de cette nature que reçoit l'entrepreneur doit être transmis sans délai à Sa Majesté.

PARTIE II ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES

ARC 1 Portée de l'assurance (01/10/94)

Le contrat d'assurance doit être établi sur un formulaire similaire à celui connu et désigné dans l'industrie de l'assurance sous l'appellation Assurance de la responsabilité civile des entreprises (base d'événement) – BAC 2100, et doit accorder un montant de garantie d'au moins 2 000 000 \$ (tous dommages confondus) pour des dommages corporels et matériels imputables au même événement ou à une série d'événements ayant la même origine. Les frais de justice ou autres déboursés de défense par suite de sinistre ou de réclamation ne viendront pas en déduction du montant de garantie.

ARC 2 Garanties/Dispositions (01/10/94)

Le contrat d'assurance doit inclure les garanties/dispositions suivantes sans toutefois nécessairement s'y limiter :

- 2.1 La responsabilité découlant de la propriété, de l'existence de l'entretien ou de l'utilisation de lieux par l'entrepreneur et les activités nécessaires ou connexes à l'exécution du présent contrat.
- 2.2 L'extension de la garantie « Dommages matériels et/ou privation de jouissance ».



- 2.3 L'enlèvement ou l'affaiblissement d'un support soutenant des bâtiments ou terrains, que ce support soit naturel ou non.
- 2.4 La responsabilité découlant des appareils de levage et des monte-charge (y compris les escaliers roulants).
- 2.5 La responsabilité civile indirecte des entrepreneurs.
- 2.6 Les responsabilités contractuelles et assumées en vertu du présent contrat.
- 2.7 La responsabilité civile découlant des risques après travaux. En regard de la présente garantie, ainsi que toutes les autres garanties de cette Partie II des présentes Conditions d'assurance, l'assurance doit demeurer en vigueur pendant au moins un (1) an à partir de la date de délivrance du Certificat d'achèvement du représentant ministériel.
- 2.8 Responsabilité réciproque – La clause doit être rédigée comme suit :
- Responsabilité réciproque – L'assurance telle que garantie par le présent contrat s'applique à toute demande d'indemnité faite à ou à toute action intentée contre n'importe quel assuré par n'importe quel autre assuré. La garantie d'assurance s'applique de la même façon et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été établi à chacun d'eux. L'inclusion de plus d'un assuré n'augmente pas le montant de garantie de l'assureur.
- 2.9 Individualité des intérêts – La clause doit être rédigée comme suit :
- Individualité des intérêts – La présente assurance, sous réserve des montants de garantie, s'applique séparément à chaque assuré de la même façon et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été établi à chacun d'eux. L'inclusion de plus d'un assuré n'augmente pas le montant de garantie de l'assureur.

ARC 3 Risques additionnels (02/12/03)

Le contrat d'assurance doit couvrir ou être amendé pour couvrir les risques suivants, si l'entreprise y est soumise :

- 3.1 Dynamitage;
- 3.2 Battage de pieux et travail par caisson;
- 3.3 Reprise en sous-œuvre;
- 3.4 Risques associés aux activités de l'entrepreneur dans un aéroport en service;
- 3.5 Contamination par radioactivité par suite de l'utilisation d'isotopes commerciaux;
- 3.6 Endommagement à la partie d'un bâtiment existant hors de la portée directe d'un marché de rénovation, d'addition ou d'installation;
- 3.7 Risques maritimes liés à la construction de jetés, quais et docks.



**ARC 4 Indemnités d'assurance
(01/10/94)**

Toute indemnité en vertu de la présente assurance est habituellement versée à un tiers réclamant.

**ARC 5 Franchise
(02/12/03)**

Le contrat d'assurance doit être établie avec une franchise d'au plus 10 000 \$ événement quant aux sinistres causés par dommages matériels.

**PART III
ASSURANCE DES CHANTIERS – RISQUES D'INSTALLATION – TOUS RISQUES**

**AC 1 Portée de l'assurance
(01/10/94)**

Le contrat d'assurance doit être établi pour assurer l'entreprise sur une base « Tous risques » donnant une couverture d'assurance identique à celle qui est fournie par les formulaires connues et désignées dans l'industrie des assurances sous les noms de l'« Assurances des Chantiers – Formule globale » ou « Risques d'installation – Tous Risques ».

**AC 2 Biens assurés
(01/10/94)**

Les biens assurés doivent comprendre :

- 2.1 les travaux, ainsi que tous les biens, équipement et matériaux devant être incorporés à l'entreprise achevée à l'endroit du projet, avant, durant et après leur installation, érection ou construction, y compris les essais;
- 2.2 les frais de déblaiement du chantier occasionnés par un sinistre couvert y ayant laissé des débris provenant de biens couverts par la présente assurance, y compris la démolition des biens endommagés, l'enlèvement de la glace et l'assèchement.

**AC 3 Indemnité d'assurance
(01/10/94)**

- 3.1 Toutes indemnités en vertu du contrat d'assurance doivent être payées conformément à l'article CG28 des Conditions générales « C » du contrat.
- 3.2 Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payée à Sa Majesté ou selon les directives du Ministre.
- 3.3 L'entrepreneur doit faire toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

AC 4 Montant d'assurance



(01/10/94)

Le montant de l'assurance doit égaier au moins la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents du marché de tout le matériel et équipement fourni par Sa Majesté sur le chantier pour être incorporé à l'entreprise achevée et en faire partie.

AC 5 Franchise
(02/12/94)

La police doit être établie avec une franchise d'au plus 10 000 \$.

AC 6 Subrogation
(01/10/94)

La clause suivante doit être incluse dans le contrat d'assurance :

« Tous droits de subrogation ou transfert de droits sont par les présentes abandonnées contre toutes les personnes physiques ou morales ayant droit au bénéfice de la présente assurance. »

AC 7 Exclusion
(01/10/94)

Le contrat d'assurance peut comporter les exclusions normales sous réserve des exceptions suivantes :

- 7.1 Peuvent être exclus les frais inhérents à la bonne exécution des travaux, et rendus nécessaires par des défauts dans les matériaux, la main d'œuvre ou la conception, l'assurance produisant néanmoins ses effets en ce qui concerne les sinistres entraînés par voie de conséquence.
- 7.2 La perte ou les dommages causés par la contamination de matériaux radioactifs, sauf la perte ou les dommages résultant de l'utilisation d'isotopes commerciaux pour la mesure, l'inspection, le contrôle de la qualité, la radiographie ou la photographie industriels.
- 7.3 La mise en service et l'occupation de l'entreprise, en totalité ou en partie, doivent être permis pour les fins auxquels l'entreprise est destiné à son achèvement.



ATTESTATION D'ASSURANCE DE L'ASSUREUR
(À ÊTRE COMPLÈTE PAR L'ASSUREUR (NON PAR LE COURTIER) ET LIVRÉE AU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES
CANADA DANS LES TRENTÉ JOURS SUIVANT L'ACCEPTATION DE LA SOUMISSION)

MARCHÉ

DESCRIPTION DES TRAVAUX	NUMÉRO DE MARCHÉ	DATE D'ADJUDICATION
ENDROIT		

ASSUREUR

NOM
ADRESSE

COURTIER

NOM
ADRESSE

ASSURÉ

NOM DE L'ENTREPRENEUR
ADRESSE

ASSURÉ ADDITIONNEL

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA REPRÉSENTÉE PAR LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA
--

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE QUE LES POLICES D'ASSURANCE SUIVANTES SONT PRÉSENTEMENT EN VIGUEUR ET COUVRENT TOUTES LES ACTIVITÉS DE L'ASSURÉ, EN FONCTION DU MARCHÉ DU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA CONCLU ENTRE L'ASSURÉ DÉNOMMÉ ET LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA SELON LES CONDITIONS D'ASSURANCE « E ».

POLICE					
GENDRE	NUMÉRO	DATE D'EFFET	DATE D'EXPIRATION	LIMITES DE GARANTIE	FRANCHISE
RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES					
ASSURANCE DES CHANTIERS « TOUS RISQUES »					
RISQUES D'INSTALLATION « TOUS RISQUES »					

L'ASSUREUR CONVIENT DE DONNER UN PRÉAVIS DE TRENTÉ JOURS AU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA EN CAS DE TOUTE MODIFICATION VISANT LA GARANTIE D'ASSURANCE OU LES CONDITIONS OU DE L'ANNULATION DE N'IMPORTE QUELLE POLICE OU GARANTIE QUI FONT PARTIE INTÉGRANTE DU CONTRAT.

NOM DU CADRE OU DE LA PERSONNE AUTORISÉE	SIGNATURE	DATE :
		NUMÉRO DE TÉLÉPHONE :



CGC1 Obligation de fournir une garantie de contrat

- 1.1 L'Entrepreneur doit, à ses propres frais, fournir une ou plusieurs des garanties de contrat mentionnées à l'article CGC2.
- 1.2 L'Entrepreneur doit fournir au représentant ministériel la garantie de contrat mentionnée au paragraphe CGC1.1 dans les 14 jours suivant la date à laquelle l'Entrepreneur reçoit un avis lui signifiant l'acceptation de sa soumission par Sa Majesté.

CGC2 Types et montants acceptables de garanties de contrat

- 2.1 L'Entrepreneur fournit au représentant ministériel conformément à l'article CGC1 :
 - 2.1.1 un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant chacun au moins 50% du montant payable indiqué dans les Articles de convention; ou
 - 2.1.2 un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant au moins 50% du montant payable indiqué dans les Articles de convention, et un dépôt de garantie représentant :
 - 2.1.2.1 au moins 10% du montant indiqué dans les Articles de convention, si ce montant n'excède pas 250 000 \$; ou
 - 2.1.2.2 25 000 \$, plus 5% de la partie du montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention qui excède 250 000 \$; ou
 - 2.1.3 un dépôt de garantie représentant le montant prescrit à l'alinéa CGC2.1.2, majoré d'un supplément représentant 10% du montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention.
- 2.2 Le cautionnement d'exécution et le cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux mentionnés au paragraphe CGC2.1 doivent être dans une forme approuvée et provenir d'une compagnie dont les cautionnements sont acceptés par Sa Majesté.
- 2.3 Le montant maximum du dépôt de garantie requis en vertu de l'alinéa CGC2.1.2 ne doit pas excéder 250 000 \$, quel que soit le montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention.
- 2.4 Le dépôt de garantie mentionné aux alinéas CGC2.1.2 et CGC2.1.3 consiste en :
 - 2.4.1 une lettre de change payable à l'ordre du receveur général du Canada et certifiée par une institution financière approuvée ou tirée par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou
 - 2.4.2 des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 2.5 Aux fins du paragraphe CGC2.4 :



- 2.5.1 une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par l'Entrepreneur à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier; et
- 2.5.2 si une lettre de change est certifiée par une institution financière autre qu'une banque à charte, elle doit être accompagnée d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa CGC2.5.3 ;
- 2.5.3 une institution financière agréée est :
 - 2.5.3.1 une société ou institution qui est membre de l'Association canadienne des paiements,
 - 2.5.3.2 une société qui accepte des dépôts qui sont garantis par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi,
 - 2.5.3.3 une caisse de crédit au sens de l'alinéa 137(6)(b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,
 - 2.5.3.4 une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par Sa Majesté du chef d'une province, ou
 - 2.5.3.5 la Société canadienne des postes.
- 2.5.4 les obligations mentionnées à l'alinéa CGC2.4.2 doivent être :
 - 2.5.4.1 payables au porteur ;
 - 2.5.4.2 accompagnées d'un document de transfert dûment exécuté à l'ordre du receveur général du Canada, dûment exécuté et dans la forme prescrite par le Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; ou
 - 2.5.4.3 enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du receveur général du Canada, conformément au Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; et
 - 2.5.4.4 fournies à leur valeur courante sur le marché à la date du Contrat.



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

Security Classification / Classification de sécurité
unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine National Research Council of Canada		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Dominion Astrophysical Observatory	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Provide Construction / Installation services of WATER-MAIN-UPGRADE for NRC Dominion Astrophysical Observatory located at 5071 West Saanich Road Victoria BC V9E 2E7			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
		Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
		No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	
		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
unclassified

Canada



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC Information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET-- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED Information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED Information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

Security Classification / Classification de sécurité
unclassified

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

Security Classification / Classification de sécurité
unclassified

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Clyde Donnelly

Title - Titre

Site Infrastructure Manager

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
250-363-0004

Facsimile No. - N° de télécopieur
250-363-0077

E-mail address - Adresse courriel
Clyde.Donnelly@nrc-cnrc.gc.ca

Date

Aug 29 2014

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Charlotte Carrier

Title - Titre

CG, Contracts Personnel Security Coordin

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
613-993-8956

Facsimile No. - N° de télécopieur
613-990-0946

E-mail address - Adresse courriel
Charlotte.Carrier@nrc-cnrc.gc.ca

Date

30 Aug 2014

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

MARC BÉDARD

Title - Titre

Senior Contracting Officer

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
613 993-2274

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

Sept 2nd/14

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date